

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉCHELLES DU POUVOIR ET ACTIONS COLLECTIVES : L'EFFET DE  
L'ALTERMONDIALISME SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX QUÉBÉCOIS

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR  
NATHALIE GUAY

JANVIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## AVANT PROPOS

*Il y a ceux qui voient les choses telles qu'elles sont  
et se demandent pourquoi, et il y a ceux qui  
imaginent les choses telles qu'elles pourraient être  
et se disent... pourquoi pas? – George Bernard Shaw*

Eduardo Galeano reprenait cette citation de George Bernard Shaw alors qu'il synthétisait une discussion sur l'utopie. C'était lors de l'événement « Quijotes hoy: utopía y política », qui eut lieu le 29 janvier 2005 dans le cadre du Ve Forum social mondial, à Porto Alegre. Au cours de cette matinée, la folle utopie du héros de Cervantes s'entremêla avec celle de Porto Alegre et nous devînmes des milliers de Don Quichotte.

D'aussi loin que remontent mes souvenirs, il me semble avoir été une utopiste. Au contact d'autres fous qui scandaient « un autre monde est possible », je suis devenue activiste. Le sujet de ce mémoire est donc intimement lié à mon désir de voir advenir un monde meilleur et de découvrir, dans l'altermondialisme, des réponses, de l'énergie et de l'espoir.

Tout au long de ma démarche, j'ai été consciente de l'ambivalence avec laquelle doit négocier la chercheuse engagée. C'est pourquoi je n'ai pas tenté de prouver que l'altermondialisme peut effectivement changer le monde. En tant que géographe, j'ai plutôt tenté de dégager une dimension spécifique du processus dans lequel il s'insère, la dimension territoriale, une dimension souvent négligée dans les analyses mais combien présente dans l'action. Parce que d'eux j'ai beaucoup appris, mon plus grand souhait est que ce travail ait une quelconque utilité pour les organisations et citoyens qui, dans une perspective altermondialiste, luttent chaque jour contre la violence et pour le respect des droits humains.

Cette recherche a bénéficié de l'appui de nombreuses personnes. Je tiens en premier lieu à remercier mon directeur de recherche, Juan-Luis Klein, pour ses conseils avisés, sa disponibilité, son soutien indéfectible et son sens de l'humour légendaire. Je remercie également les professeurs, employés et étudiants du département de géographie de l'UQAM, qui m'accompagnent depuis le début de mon cheminement universitaire et qui ont, chacun à leur façon, alimenté ma passion pour la recherche. Merci à Geneviève, meilleure collègue, précieuse amie, et merci à Alexandra Gilbert qui a bien voulu lire mon texte. Je remercie les organismes suivants pour l'important appui financier qu'ils m'ont généreusement accordé : le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), la faculté des sciences humaines et le programme institutionnel de bourses pour les étudiants(es) de maîtrise et de doctorat de l'UQAM. Merci aussi à toutes les personnes qui ont accepté de participer à mon enquête et merci aux altermondialistes d'ici et d'ailleurs pour la solidarité, le rêve, l'inspiration.

Je remercie spécialement les membres du collectif AlterUQAM, que nous avons formé en l'an 2004, et qui m'a conduite au Forum social mondial à Porto Alegre en 2005 : Kathy, Raphaël, René, Julie, Simon, Anik, Valérie et Juliana. Sans vous, ce mémoire n'aurait pas le même sens. Je remercie également tous les collaborateurs d'AlterUQAM qui ont cru en notre belle aventure et nous ont permis d'enrichir nos connaissances, notre expérience de recherche et de divulgation. À ce titre, j'ai personnellement reçu un appui de l'Office Québec-Amérique pour la jeunesse, du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et du Collectif de recherche sur les innovations économiques, sociales et territoriales (CRIEST). Un grand merci à l'Observatoire des Amériques, à la Chaire mondialisation, citoyenneté et démocratie ainsi qu'à l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM).

Merci à Sacha, à ma famille et à mes amis pour la présence, la joie, le partage. Merci à mes parents, pour votre amour, votre confiance et votre soutien inconditionnel. Vous avez cru en mes rêves et m'avez donné les plus belles valeurs. Ce mémoire vous est dédié.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS .....	ii
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	x
RÉSUMÉ .....	xv
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
ALTERMONDIALISATION ET NÉOLIBÉRALISME : LES DEUX FACETTES DU POUVOIR GLOCALISÉ.....	9
1.1 La perspective géographique pour éclairer l'action collective .....	10
1.1.1 Les lieux du pouvoir et l'importance des échelles .....	10
1.1.2 Les échelles de l'action collective dans un contexte de rescalorisation post- fordiste.....	12
1.2 L'altermondialisme : l'histoire d'une utopie .....	16
1.2.1 L'altermondialisme ou la célébration de la diversité .....	17
1.2.2 Contrer le néolibéralisme et l'impérialisme à toutes les échelles .....	20
1.2.3 Des actions collectives locales .....	22
1.2.4 Le Forum social mondial .....	24
1.2.5 Le terrain du FSM en 2005 à Porto Alegre : miroir de l'altermondialisme.....	29
1.2.6 Une <i>autre</i> culture politique : l'importance du réseau et de l'horizontalité .....	31
1.3 Conclusion .....	32
CHAPITRE II	
L'ALTERMONDIALISME : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MOUVEMENTS SOCIAUX.....	35
2.1 La théorie des nouveaux mouvements sociaux revisitée .....	37
2.1.1 Le concept d'identité collective .....	38
2.1.2 Le rapport à l'adversaire .....	41
2.1.3 Les structures organisationnelles .....	42
2.1.4 Les actions collectives .....	44
2.2 Rescalorisation et transnationalisation de l'action collective .....	45

2.2.1 Le néolibéralisme, un capitalisme renouvelé .....	46
2.2.2 La rescalorisation stratégique de l'État .....	48
2.2.3 La glocalisation, ou le processus actuel de rescalorisation .....	50
2.2.4 Les changements dans la dimension spatiale de l'action collective .....	53
2.2.5 Les stratégies d'action glocale du politique, du capital et des mouvements sociaux .....	57
2.3 Conclusion .....	60
CHAPITRE III	
LE QUÉBEC : UNE TERRE FERTILE POUR L'ALTERMONDIALISME .....	62
3.1 La fertilisation du terreau social québécois .....	63
3.1.1 L'héritage du tiers-mondisme .....	64
3.1.2 Crise du fordisme et réponses socio-économiques .....	65
3.1.3 L'expérience de Solidarité populaire Québec .....	70
3.2 L'opposition aux traités de libre-échange : trois actes pour annoncer l'altermondialisme .....	72
3.2.1 Premier acte : l'ALE .....	73
3.2.2 Deuxième acte : l'ALENA .....	74
3.2.3 Troisième acte : la ZLEA .....	77
3.3 Renouvellement des structures organisationnelles : l'importance des réseaux .....	81
3.3.1 L'économie sociale .....	82
3.3.2 La Marche Mondiale des Femmes .....	88
3.3.3 Les réseaux québécois et autres acteurs altermondialistes .....	89
3.4 Les événements altermondialistes au Québec .....	94
3.4.1 Le deuxième Sommet des Peuples des Amériques, Québec 2001 .....	94
3.4.2 Campement québécois de la jeunesse .....	96
3.4.3 Forum social de la jeunesse estrienne .....	98
3.4.4 Réseau du Forum Social Québec Chaudière – Appalaches .....	100
3.4.5 Vers un Forum social québécois .....	101
3.4.6 Les journées d'étude d'Alternatives .....	104
3.5 Les organisations québécoises au FSM .....	104
3.5.1 Les québécois au V <sup>e</sup> FSM – volet humain .....	105
3.5.2 Les québécois au V <sup>e</sup> FSM – volet organisation .....	107
3.5.3 Le rôle du FSM .....	112

3.5.4 La multiplication des forums .....	113
3.5.5 Les formes d'expression privilégiées et les types d'activités organisés au sein du FSM.....	113
3.6 Conclusion .....	115
CHAPITRE IV	
TROIS ÉTUDES DE CAS.....	118
4.1 Société de développement communautaire de Montréal (SodecM) .....	119
4.1.1 Action et réseaux.....	121
4.1.2 Forum social mondial.....	123
4.1.3 Impact de la mondialisation .....	125
4.1.4 Impact de l'altermondialisation.....	125
4.1.5 Forum social québécois.....	126
4.1.6 Conclusion de l'étude de cas.....	127
4.2 Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ).....	128
4.2.1 Action et réseaux.....	129
4.2.2 Forum social mondial.....	132
4.2.3 Impact de la mondialisation .....	134
4.2.4 Impact de l'altermondialisation.....	135
4.2.5 Forum social québécois.....	136
4.2.6 Conclusion de l'étude de cas.....	137
4.3 La Marche mondiale des femmes .....	138
4.3.1 Action et réseaux.....	140
4.3.2 Forum social mondial.....	143
4.3.3 Impact de la mondialisation .....	146
4.3.4 Impact de l'altermondialisation.....	146
4.3.5 Forum social québécois.....	148
4.3.6 Conclusion de l'étude de cas.....	148
4.4 Synthèse des observations .....	150
4.5 L'impact de l'altermondialisme sur les organisations québécoises.....	152
CONCLUSION.....	155
APPENDICE A	
MEMBRES DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE .....	164

APPENDICE B	
LES ORGANISATIONS NATIONALES MEMBRES DU COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ.....	165
APPENDICE C	
LES ORGANISATIONS NATIONALES MEMBRES DU RÉSEAU DE VIGILANCE ....	167
APPENDICE D	
COMITÉ PROMOTEUR DU FORUM SOCIAL RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES DE 2002.....	169
APPENDICE E	
MEMBRES DU RÉSEAU DU FORUM SOCIAL RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES EN 2006.....	170
APPENDICE F	
LISTE DES ORGANISATION QUI ONT LANCÉ L'APPEL INITIAL POUR L'ORGANISATION DU FORUM SOCIAL QUÉBEC – CANADA – PREMIÈRES NATIONS.....	172
APPENDICE G	
LISTE DES PARTENAIRES DES JOURNÉES D'ALTERNATIVES 2005.....	173
APPENDICE H	
QUESTIONNAIRE POUR LA RÉALISATION DU SONDAGE SUR LES MOUVEMENTS ALTERMUNDIALISTES ET ANTIMONDIALISATION AU FSM À PORTO ALEGRE EN 2005 .....	174
APPENDICE I	
GUIDE D'ENTREVUE À L'INTENTION DES ORGANISMES QUÉBÉCOIS PARTICIPANT AU FORUM SOCIAL MONDIAL.....	183
APPENDICE J	
LISTE DES ENTREVUES .....	186
BIBLIOGRAPHIE .....	187



## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	
Les forums sociaux dans le monde, 2001 à 2005.....	26
Figure 3.1	
Échelle d'implication des répondants par date de création des organismes.....	110
Figure 3.2	
Les réseaux dont sont membres les organismes selon leur date de création.....	111

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1	
Participants aux forums sociaux mondiaux, de 2001 à 2006 .....	25
Tableau 2.1	
Glurbanisation versus glocalisation .....	52
Tableau 2.2	
Distinction entre les stratégies glocales du politique, du capital et des mouvements sociaux .....	59
Tableau 3.1	
Les facteurs de socialisation identifiés par les répondants.....	107
Tableau 3.2	
Types de mouvements/groupes du Québec présents au Ve FSM .....	108
Tableau 4.1	
Tableau synthèse des trois études de cas.....	151

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALE	Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
ASC	Alliance sociale continentale
Attac	Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
CASA	Comité d'accueil du sommet des Amériques
CCQ	Conseil de coopération du Québec
CDEC	Corporation de développement économique et communautaire
CÉA	Confédération des éducateurs américains
CEQ	Centrale de l'enseignement du Québec
CIJ	Campement intercontinental de la jeunesse
CISL	Confédération internationale des syndicats libres

CLAC	Convergence des luttes anticapitalistes
CLOC	<i>Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo</i> (Coordination latino-américaine d'organisations de la campagne)
CMAQ	Centre des médias alternatifs du Québec
CMT	Confédération mondiale des travailleurs
COJITÉ	Collectif jeunesse internationale de l'Estrie
CQJ	Campement québécois de la jeunesse
CQNT	Coalition québécoise sur les négociations trilatérales
CRES	Comité régional d'économie sociale
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
CUT	<i>Central Única dos Trabalhadores</i> (Centrale unique des travailleurs - Brésil)
DID	Développement international Desjardins
ÉCOF	Corporation de développement économique et communautaire de Trois-Rivières Économie communautaire de Francheville
EZLN	<i>Ejército Zapatista de Liberación Nacional</i> (Armée zapatiste de libération nationale)
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FIIQ	Fédération des infirmières et infirmiers du Québec
FilAction	Fonds pour l'investissement local de la CSN

FMI	Fonds monétaire international
FNEEQ	Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec
FondAction	Fonds de développement pour la coopération et l'emploi
FSR02	Forum social régional 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean
FSJE	Forum social de la jeunesse estrienne
FSM	Forum social mondial
FSQ	Forum social québécois
FSQCPN	Forum social Québec – Canada – Premières Nations
FSTQ	Fonds de solidarité des travailleurs
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GESAL	Groupe d'étude pour une solidarité envers l'Amérique latine
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRED	Groupe-ressources en écodesign (SodecM)
GTDMC	Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté
INoSA	International Network of Scholar Activists
MMF	Marche mondiale des femmes

MST	Mouvement des paysans sans-terre (Brésil)
NAFTA	<i>North America Free Trade Agreement</i> (Accord de libre-échange nord-américain )
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
NPD	Nouveau Parti Démocratique
NTIC	Nouvelles technologies d'information et de communication
OBNL	organisations à but non lucratif
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ORIT	Organisation régionale interaméricaine des travailleurs
PPP	partenariats public-privé
PSPAN	Partenariat sur la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord
RFS	Réseau du Forum social de Québec et Chaudière – Appalaches
RIPESS	Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire
RMALC	<i>Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio</i> (Réseau mexicain d'action face au libre-échange)

RQGE	Réseau québécois des groupes écologistes
RQIC	Réseau Québécois sur l'intégration continentale
SodecM	Société de développement communautaire de Montréal
SPQ	Solidarité populaire Québec
SUCO	Solidarité – Union – Coopération
TCC	<i>Teacher Creativity Centre</i>
TIC	<i>Tomorrow International Club</i>
UCM	Union des citoyens et citoyennes de Montréal
UE	Union Européenne ( <i>Europeen Union</i> )
UFP	Union des forces progressistes
UPA	Union des producteurs agricoles
UPA-DI	Union des producteurs agricoles - Développement international
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

## RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur l'étude du mouvement altermondialiste et des dimensions géographiques de ses actions collectives. De par sa présence à l'échelle mondiale, le mouvement altermondialiste est certes l'un des mouvements les plus étudiés en ce début de troisième millénaire. Cette étude vise en particulier à enrichir la réflexion sur l'analyse des mouvements sociaux à l'aide des concepts de rescalorisation et de glocalisation. Plus particulièrement, cette recherche explore, via trois études de cas, les impacts de l'altermondialisation sur les organisations québécoises qui s'insèrent dans le mouvement et qui participent au Forum social mondial. L'approche géographique utilisée permet d'aborder l'objet d'étude sous trois angles différents. Premièrement, au niveau macro, le contexte de rescalorisation et de glocalisation qui a succédé à l'ère fordiste permet d'observer comment le mouvement altermondialiste déploie des actions locales, à l'aide de réseaux, afin de combattre le néolibéralisme et de revendiquer un approfondissement de la démocratie, en misant sur la participation et la diversité. Deuxièmement, au niveau méso, les réseaux permettent aux organisations et aux individus d'effectuer des sauts d'échelle afin de rejoindre les lieux de pouvoir et de s'engager ainsi dans des causes communes, tout en mettant leurs ressources en commun. Ce fonctionnement en réseau permet aussi l'émergence d'une nouvelle culture politique, basée sur l'horizontalité. Troisièmement, au niveau micro, l'altermondialisme amène les organisations à s'investir à de nouvelles échelles et en d'autres territoires, en s'engageant parfois dans un processus d'action locale à travers les réseaux, sans toutefois avoir à effectuer de compromis quant à leur identité spécifique. L'adhésion au mouvement entraîne aussi la diffusion d'innovations et d'alternatives entre les organisations. Ces alternatives et la culture altermondialiste en émergence sont à l'origine d'une nouvelle utopie, celle qui clame qu'un autre monde est possible.

**Mots-clés :** mouvement altermondialiste, action collective, rescalorisation, glocalisation, réseaux, Québec.



## INTRODUCTION

À Seattle, le 3 décembre 1999, le monde découvre le mouvement altermondialiste à l'occasion des manifestations contre la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. Les réactions sont mitigées. Si certains y voient l'expression d'un mouvement anti-mondialisation, d'autres reconnaissent dans cette mobilisation l'héritage des Zapatistes, des opposants au libre-échange et de plusieurs autres luttes contre les politiques et pratiques néolibérales aux quatre coins du globe.

Depuis, le mouvement a connu une croissance rapide et a effectué un important saut qualitatif. La célébration du premier Forum social mondial en 2001 à Porto Alegre au Brésil allait offrir plus qu'une tribune d'expression sociale à l'échelle du monde : il s'agit du premier espace public global. Ce n'est pourtant pas la seule nouveauté qu'offre l'altermondialisme. Aucun autre mouvement n'a pu rejoindre une telle variété de secteurs de lutte, ni n'a mobilisé des individus comme des organisations en provenance de tous les continents et appartenant à une telle diversité de traditions idéologiques.

L'orientation du mouvement commence à se préciser avec cette devise « un autre monde est possible ». L'objectif est de faire échec à la pensée unique guidée par les principes néolibéraux, de lutter contre l'impérialisme et de proposer non pas une, mais plusieurs alternatives et ce à plusieurs échelles.

### **Sujet de la recherche**

Le mouvement altermondialiste est un mouvement dont l'existence repose sur les milliers de mouvements locaux, régionaux, nationaux, transnationaux et globaux qui le composent et dont les appartenances sectorielles et idéologiques sont extrêmement variées. Dès lors, son

étude en tant que mouvement social pose problème, principalement en raison de la dispersion géographique des organisations qui s'insèrent dans le mouvement et des différentes échelles auxquelles elles déploient des actions collectives. La délimitation géographique de notre sujet d'étude répond à cet impératif. Nous avons choisi de nous concentrer sur le territoire québécois afin de mener notre enquête, qui comprend trois études de cas d'organisations, soit la Société de développement communautaire de Montréal (SodecM), la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ) ainsi que la Marche mondiale des femmes. Nous avons également utilisé le Forum social mondial afin d'aborder le mouvement de façon globale. L'horizon temporel se situe entre 1980, année qui marque la crise de la société fordiste au Québec, ainsi que la conséquente réorientation des mouvements sociaux, et 2005 soit l'année où nous avons réalisé l'enquête.

Cette stratégie nous permettra d'aborder trois sujets, qui correspondent en outre à différents domaines et environnements d'analyse: 1) macro, soit le mouvement social global, 2) méso, qui renvoie au réseau comme structure pour l'organisation et l'action, 3) micro, la rescalorisation de l'action collective des organisations.

### **Objectif, questions de recherche et hypothèses**

L'objectif principal de cette recherche est de contribuer à la compréhension des mouvements sociaux contemporains. Comme nous le verrons dans le deuxième chapitre de ce mémoire, les chercheurs qui s'intéressent à l'action collective constatent l'inadéquation de la plupart des analyses des mobilisations collectives qui avaient cours dans les années 1980 avec la situation actuelle à laquelle se confrontent ces mouvements. Ils ont donc recours de façon croissante aux concepts de réseau et de transnationalisation afin d'appliquer des approches plus appropriées.

D'un autre côté, les schèmes explicatifs des mutations accélérées que connaissent nos sociétés se multiplient. On parle de la *Crise de l'État-nation* (Habermas, 2000), de *l'Empire* et de sa *Multitude* (Hardt et Negri), de la *Seconde Modernité* (Beck, 2003), etc. Pour sa part, les géographes Erik Swyngedouw et Neil Brenner utilisent les concepts de *glocalisation* et de

« rescalorisation » (*rescaling*) afin d'expliquer les changements qui s'opèrent à la fois dans la sphère politique et dans celle du capital. Leur démarche nous apparaît pertinente et nous nous demandons si leur approche basée sur ces concepts pourrait nous permettre de mieux comprendre les mouvements sociaux contemporains. L'hypothèse que nous avançons est que les concepts de glocalisation et de rescalorisation permettent à la fois d'aborder le mouvement altermondialiste de façon globale (dans l'environnement macro), d'éclairer les dynamiques entre les diverses organisations de ce mouvement dans leur environnement (dans l'environnement méso) et de mieux comprendre les changements qui surviennent dans les organisations (dans l'environnement micro).

Afin d'alimenter notre réflexion, nous examinerons le cas des organisations québécoises qui participent au Forum social mondial et qui s'insèrent donc dans le mouvement altermondialiste à l'échelle mondiale. Dans le but de tester notre approche, nous essaierons de répondre aux questions suivantes :

- 1) Comment l'altermondialisme entend-il combattre le néolibéralisme?
- 2) L'altermondialisme contribue-t-il à rapprocher les groupes québécois qui s'insèrent dans le mouvement?
- 3) De quelle façon l'altermondialisme a-t-il un impact sur les organisations québécoises qui le composent?

En guise de réponses anticipées à ces questions, nous avançons les hypothèses suivantes :

- 1) Le mouvement altermondialiste a recours aux mêmes stratégies que le capital en entreprenant des actions globales au moyen de réseaux. Il est aussi à l'origine d'une nouvelle culture politique basée sur l'horizontalité. Cette *alterpolitique* encourage la diversité d'alternatives afin de combattre le néolibéralisme sur plusieurs fronts et de s'insérer dans la géométrie du pouvoir.

2) L'altermondialisme favorise en premier lieu les rapprochements entre des organisations qui partagent des causes communes. Au niveau spatial, les groupes auront plus de facilité à créer des liens à l'échelle locale. Nous croyons également qu'il y aura des dynamiques différentes selon les types de groupes.

3) Les organisations québécoises qui s'insèrent dans le mouvement altermondialiste opèrent une rescalorisation de leurs actions collectives et peuvent déployer, à l'aide de réseaux, de nouvelles pratiques de transnationalisation de l'action collective en mettant en oeuvre des stratégies globales. Par ailleurs, ces dynamiques ont de multiples impacts sur les organisations, notamment au niveau de la structure organisationnelle et sur la diffusion des innovations liées à l'action.

### **Méthodologie**

Nous avons mené une recherche exploratoire afin de répondre à nos questions et de tester nos hypothèses. Nos données proviennent d'une revue de la littérature sur les sujets abordés, d'entrevues exploratoires, d'un sondage par questionnaire, d'entrevues semi-dirigées, d'observation de terrain et d'observation participante. Nous jumelons donc une analyse quantitative à une analyse qualitative.

Le choix du Québec comme terrain d'analyse est essentiellement dû à des facteurs logistiques. Néanmoins, de nombreuses organisations québécoises participent à chaque année au FSM et plusieurs événements altermondialistes y ont eu lieu. Le mouvement y connaît donc une vitalité certaine.

Nous avons commencé notre recherche par une recension des écrits concernant les aspects théoriques et empiriques de ce mémoire, au moyen d'articles scientifiques, de livres, d'articles de journaux ainsi que de documents disponibles sur les sites Internet de nombreuses organisations. Nous avons également assisté à de nombreuses conférences sur le sujet à l'université comme dans les organisations. Durant cette première étape de la recherche, nous avons mené cinq entrevues exploratoires auprès d'organisations qui participent au FSM. Ces

entrevues furent d'une longueur de 45 minutes à 90 minutes, elles ont été enregistrées et retranscrites.

La seconde étape de notre démarche nous a menés au Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2005. Le Forum social mondial est le seul espace à l'échelle mondiale qui se présente clairement comme étant altermondialiste. Il s'agit donc d'une voie pertinente afin d'étudier le mouvement et les groupes québécois qui y participent. Les données quantitatives que nous y avons collectées proviennent d'un questionnaire distribué à 81 répondants québécois<sup>1</sup>.

Lors du FSM, nous avons également fait de l'observation de terrain. Nous avons assisté à neuf ateliers organisés par des groupes québécois afin de mieux connaître l'utilisation qu'ils faisaient du FSM.

Au retour du forum, nous avons analysé les données quantitatives et qualitatives recueillies. Nous avons ensuite construit un guide d'entrevue afin de mener nos études de cas (voir en appendice I). Les trois études de cas d'organisations ont été choisies en fonction de quatre critères. Premièrement, ces organisations devaient participer au FSM. Deuxièmement, cette partie de l'enquête devait refléter la diversité des organisations présentes dans le mouvement. Les groupes étudiés devaient donc avoir un territoire d'action principal différent. Troisièmement, avec en tête le même souci de tenir compte de la diversité du mouvement altermondialiste, nous voulions des organisations qui appartiennent à divers secteurs de lutte.

---

<sup>1</sup> Avant le départ, nous avons collaboré avec le professeur Dorval Brunelle qui avait obtenu le questionnaire de Antimo Farro, professeur au département de sociologie de l'Université La Sapienza, à Rome. M. Farro avait construit ce questionnaire dans le cadre d'une recherche interuniversitaire portant sur les participants aux forums sociaux européens. M. Brunelle nous a permis d'utiliser le questionnaire afin de sonder les Québécois au Ve Forum social mondial, alors qu'il supervisait une opération semblable mais afin d'enquêter sur l'ensemble des participants. Avec le concours de M. Brunelle lui-même, Raphaël Canet, Rachad Antonius, Émilie Joly, ainsi que Yves Chaloult, du département de sociologie de l'Université nationale de Brasília, nous avons bonifié le questionnaire et travaillé à sa traduction. Nous avons ajouté des questions afin d'enquêter sur certains aspects qui s'avéraient pertinents suite à la recension des écrits et à nos entrevues exploratoires. Voir le questionnaire en appendice H.

Quatrièmement, pour des raisons logistiques, ces groupes devaient avoir leur quartier général à Montréal.

Les études de cas ont été menées au moyen d'entrevues semi-dirigées. La majorité des questions ont été répondues par les trois répondants. Les entretiens ont duré entre 60 et 120 minutes. Elles ont été enregistrées et retranscrites.

En même temps, depuis notre retour de Porto Alegre en 2005, nous avons entrepris une expérience d'observation participante en nous joignant au groupe qui souhaitait organiser un Forum social québécois. Cette expérience nous a permis de mieux comprendre les dynamiques que connaissent les mouvements sociaux québécois et les difficultés que pose l'organisation d'un tel événement. Nous avons pu, grâce à ce parcours, aiguïser notre réflexion et nos connaissances sur l'altermondialisme. Notre rôle fut essentiellement le même que celui d'autres protagonistes dont la participation se faisait sur une base individuelle et bénévole.

Nous avons également participé au Forum social mondial polycentrique de Caracas au Venezuela en janvier 2006. Toutefois, nous n'y avons pas fait d'enquête supplémentaire. Cette expérience nous permettra cependant d'élargir notre réflexion sur certaines questions liées à l'évolution du mouvement altermondialiste et des forums sociaux mondiaux.

Notre recherche comporte certaines limites, aussi nous ne tentons pas de généraliser nos observations. La limite la plus sérieuse provient du niveau de connaissance variable que les répondants du questionnaire distribué à Porto Alegre avaient de leur organisation. C'est en grande partie cette limite qui nous a amené à procéder aux études de cas afin de valider les tendances suggérées par les résultats du sondage. Ensuite, vu la diversité qui caractérise le mouvement altermondialiste, il aurait fallu rencontrer la plupart des groupes québécois afin de donner l'heure juste sur la question de l'altermondialisme au Québec. Notre démarche visait plutôt à explorer les dynamiques de rescalorisation de l'action collective et de globalisation des mouvements sociaux. En ce sens, nous croyons fournir des éléments qui permettront de poursuivre les débats et les recherches sur les thèmes abordés.

## Structure du mémoire

Ce mémoire contient quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous abordons la pertinence de l'approche géographique afin d'analyser l'action collective. Cette approche nous amène tout d'abord à constater comment, par l'intermédiaire d'actions collectives d'un type nouveau, les mouvements sociaux s'insèrent dans la redéfinition des échelles de pouvoir. Nous abordons ensuite brièvement les dynamiques de rescalorisation et glocalisation qui seront développées dans le chapitre II et qui nous permettront de mieux comprendre le contexte global dans lequel évolue le mouvement altermondialiste. Nous traitons ensuite de l'émergence du mouvement altermondialiste. En plus d'aborder quelques exemples d'action glocale altermondialiste, nous touchons aux trois pôles identifiés par la théorie des nouveaux mouvements sociaux : l'identité, l'opposition et le projet sociétal. Nous traitons de ce dernier sujet à travers la culture politique, basée sur l'horizontalité, qui émane du mouvement, mais aussi via les tensions qui existent au sein du Forum social mondial.

Le deuxième chapitre contient les outils théoriques que nous avons utilisés afin d'aborder l'altermondialisme et les organisations qui le composent en terme de mouvement social. Nous nous référons d'abord aux travaux d'Alberto Melucci afin de cerner les aspects qui concernent essentiellement l'analyse de l'action collective selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux, des éléments que nous bonifions aussi des recherches d'autres chercheurs tels que Sydney Tarrow et Donatella Della Porta. Ensuite, grâce aux travaux de Neil Brenner, de Erik Swyngedouw et de Bob Jessop, nous observons comment la société post-fordiste, sous l'impulsion de l'idéologie néolibérale, est animée par un processus de rescalorisation qui transforme la géométrie du pouvoir et qui préside à la glocalisation. Ce processus a de nombreux impacts sur les mouvements sociaux. Il permet en outre aux mouvements sociaux de déployer des stratégies d'action globales, à l'instar du politique et du capital. Nous terminons ce chapitre en proposant une jonction entre l'approche des nouveaux mouvements sociaux et les concepts de rescalorisation et de glocalisation.

Dans le troisième chapitre, nous nous intéressons à l'évolution de certains mouvements sociaux au Québec depuis le début des années 1980. Nous observons les changements récents

auxquels se confrontent les mouvements sociaux québécois et comment ces mouvements, notamment les mouvements urbain et syndical, ont su changer leur tactique pour développer des approches partenariales qui ont favorisé l'innovation. Ensuite, nous nous attardons sur les luttes contre les traités de libre-échange auxquelles ont participé de nombreuses organisations québécoises et qui ont ouvert la porte vers l'adhésion au mouvement altermondialiste. Nous voyons ensuite comment les organisations québécoises ont adopté la structuration en réseau et les impacts que ce type d'organisation a eu sur leurs activités à diverses échelles. Nous effectuons ensuite un survol des événements altermondialistes qui ont eu lieu au Québec depuis le premier Forum social mondial. Nous terminons par l'analyse des données provenant du sondage qui nous donne certaines informations concernant la participation des organisations sociales au FSM. Nous y abordons entre autres les échelles de réseautage et d'action des organisations, les questions liées à l'identité et à l'adversaire et l'utilité des forums sociaux.

Le quatrième chapitre regroupe les éléments analysés lors des études de cas. Nous revenons plus précisément sur les échelles de réseautage et d'action des organisations et nous abordons les impacts de la mondialisation et de l'altermondialisation sur ces organisations. Nous terminons ce chapitre en présentant les résultats de notre enquête.

Enfin, en conclusion, nous reprenons l'essentiel de nos observations et nous revenons sur nos questions et hypothèses de départ. Ceci nous permet de constater comment les concepts de rescalorisation et de glocalisation permettent d'éclairer sous un jour nouveau l'analyse de l'action collective.



## **CHAPITRE I**

### **ALTERMONDIALISATION ET NÉOLIBÉRALISME : LES DEUX FACETTES DU POUVOIR GLOCALISÉ**

Les mouvements sociaux ont fait l'objet de nombreuses études depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'on s'y intéresse tant, c'est que les mouvements sociaux sont des vecteurs de changement social (Klein, Tremblay et Dionne, 1997 ; Swyngedouw, 1997 ; Melucci, 1996 ). Or, il semble que l'on se retrouve devant la difficulté d'utiliser les outils théoriques de l'action collective développés à des époques antérieures. De nombreux auteurs s'efforcent de revoir leurs modèles théoriques afin de prendre en compte les nouvelles réalités issues de la mondialisation. Pensons notamment à Tarrow (2005) et à Castells (2004). Ces auteurs introduisent les notions de réseaux, d'altermondialisation et de nouvelles technologies dans leurs analyses des mouvements sociaux.

On s'intéresse ainsi à la dimension spatiale de l'action collective ; c'est un besoin ressenti après le brassage opéré par ce que l'on nomme communément la mondialisation au cours des dernières décennies. Certes, une perspective géographique ne pourrait prétendre à elle seule éclairer, expliquer ces nébuleuses que sont, selon les mots de Melucci (1993), les mouvements sociaux. Elle est néanmoins extrêmement utile afin de saisir les changements qui s'opèrent dans la territorialité du pouvoir, un pouvoir qui est sans cesse l'objet de contestation par les mouvements sociaux.

Dans un premier temps, nous aborderons brièvement certains aspects de l'approche géographique afin d'en comprendre les potentialités. Nous annoncerons également les concepts de rescalorisation et de glocalisation qui seront abordés plus en détail dans le

chapitre II. Dans un deuxième temps, nous pourrions prendre la mesure de ces changements avec l'exemple d'un mouvement social qui lutte contre cette nouvelle configuration de pouvoir, le mouvement altermondialiste.

## **1.1 La perspective géographique pour éclairer l'action collective**

L'approche géographique peut apporter un regard nouveau à l'analyse de l'action collective grâce à la notion d'échelle. Tout d'abord parce que les changements sociospatiaux, les conflits, les compromis et les stratégies des acteurs qui luttent pour conserver ou accroître leur pouvoir se déroulent à une échelle et contribuent à créer de nouvelles échelles, ou à modifier les caractéristiques des échelles existantes (Swyngedouw, 1997). En ce sens, l'échelle peut être appréhendée comme un outil permettant de nous informer sur les stratégies des mouvements sociaux et leurs potentialités. Comme le dit Melucci (1997, p. 10),

Les mouvements sociaux sont la forme d'action qui se distingue le plus de ce qui est hérité et qui indique les lieux et les façons dont la société se construit elle-même. L'analyse de l'action collective est donc un territoire spécifique de l'exploration de nouvelles possibilités.

Dans un premier temps, nous aborderons plus en détail cette notion d'échelle et ses liens avec l'action collective. Dans un deuxième temps, nous montrerons la pertinence de la perspective géographique dans le contexte actuel où, à cause des différents facteurs qui ont causé, voire intensifié la mondialisation, l'échelle nationale n'est plus prédominante dans la géométrie du pouvoir mondial.

### **1.1.1 Les lieux du pouvoir et l'importance des échelles**

La théorie sociospatiale part de la prémisse que la vie quotidienne est constituée dans et par des relations sociospatiales temporaires qui s'expriment par des productions spatiales à diverses échelles (Swyngedouw, 1997). Les lieux sont à la fois l'incarnation et l'arène des relations sociales de pouvoir. Les lieux s'inscrivent ainsi dans la géométrie du pouvoir :

That is what Massery (1992, 1993) refers as the “geometry of power”, the multiple relations of domination-subordination and participation-exclusion through which social and physical nature are changed (Swyngedouw, 1997, p. 144).

Ces relations sociales sont ancrées dans des lieux, mais n’y sont pas confinées, de sorte qu’elles participent à la configuration des échelles :

The sociospatial relations operate over a certain distance. In fact, scale emerges out of the sociospatial character of the perpetual transformation of places. The scaling of the everyday, as Smith (1993) insists, is expressed in bodily, community, urban, regional, national, supranational, and global configurations whose content and relations are fluid, contested, and perpetually transgressed (Swyngedouw, 1997, p. 144).

Si les lieux possèdent des caractéristiques endogènes et des ressources qui nourrissent les relations socio-spatiales, ils sont aussi régulés par différentes règles et normes qui opèrent à différentes échelles, des échelles qui sont en outre l’objet d’incessantes contestations (Swyngedouw, 1997). De plus, les échelles ont sur les lieux une influence décisive car la configuration du pouvoir à une échelle donnée conditionne les possibilités en terme de contrôle et d’appropriation spatiale :

More importantly, as the power to appropriate space is always contested and struggled over, then the alliances social group or classes forge over a certain spatial scale will shape the conditions of appropriation and control over place and have a decisive influence over relative socio-spatial power positions (Swyngedouw, 2000, p. 70).

Ainsi, selon Swyngedouw (1997, 2000) les échelles géographiques sont à la fois le domaine et le résultat des luttes pour le contrôle de l’espace social. Les échelles sont donc aussi le reflet de compromis temporairement stabilisés entre différents acteurs.

In other words, spatial scale is what needs to be understood as something that is produced; a process that is always deeply heterogeneous, conflictual and contested. Scale becomes the arena and moment, both discursively and materially, where sociospatial power relations are contested and compromises are negotiated and regulated (Swyngedouw, 1997, p. 140).

Afin d’engager un changement dans les lieux, dans les territoires, les mouvements sociaux doivent ainsi composer avec différentes relations de pouvoir et donc, avec différentes échelles. Mais également avec la reconfiguration des échelles du pouvoir, qui est souvent opérée de façon à renforcer les positions existantes ou à les préserver. Le défi de l’action

collective est donc de neutraliser cette possibilité qu'a le pouvoir de se déplacer par un processus de « saut d'échelle » (*jumping scale*) :

This [stretching process] is a process driven by class, ethnic, gender and cultural struggles. On the one hand, domineering organizations attempt to control the dominated by confining the latter and their organizations to a manageable scale. On the other hand, subordinated groups attempt to liberate themselves from these imposed scale constraints by harnessing power and instrumentalities at other scales. In the process, scale is actively produced (Jonas, 1994, cite dans Swyngedouw, 199, p. 142).

Par leurs luttes, les mouvements sociaux contribuent donc également aux reconfigurations de la géométrie du pouvoir. En fait, l'histoire nous démontre que les mouvements sociaux participent activement à la reconfiguration du pouvoir, et ce, à toutes les échelles. Le mouvement ouvrier, qui est étroitement lié à la construction de l'État fordiste, montre le rôle du mouvement social dans la mise en place de l'échelle nationale. Et les mouvements qui revendiquent une autonomie locale à Montréal et Toronto illustrent les configurations du pouvoir à une échelle locale.

### **1.1.2 Les échelles de l'action collective dans un contexte de rescalorisation post-fordiste**

L'avènement du fordisme est l'exemple par excellence d'un compromis socioterritorial qui a permis de reconfigurer les échelles de pouvoir et faire de l'échelle nationale le lieu principal de la régulation sociale et économique (Swyngedouw, 1997). En fait, le fordisme a pu stabiliser, quoique temporairement, les trois éléments qui, selon la théorie de la régulation, codifient, organisent et régulent les pratiques sociales qui assurent la circulation du capital : les relations entre le capital et le travail, les formes de compétition et de coopération du capital ainsi que la gestion de la monnaie et de la finance (Swyngedouw, 1997). Comme le soutient Touraine (1997, p. 276), le mouvement ouvrier a contribué à l'instauration d'une « démocratie industrielle » qui a permis de lier le politique et le social au sein de l'État. Le rôle du mouvement ouvrier dans cette reconfiguration fut central (Swyngedouw, 1997, p. 153).

Mais ce compromis fut temporaire et, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre II, l'État a opéré une « rescalorisation » de ses prérogatives de telle façon que l'échelle nationale n'est plus, à l'ère du post-fordisme, l'échelle prédominante dans la division scalaire du pouvoir global, ni, en conséquence, pour la régulation des conflits (Swyngedouw, 1997, 2000; Jessop et Sum, 2000; Beck, 2003). Selon Beck (2003, p. 28), « c'est la mondialisation, et non « l'État », qui définit et modifie les scènes de l'action collective ».

Par « rescalorisation » nous nous référons au concept anglophone de *rescaling*, qui ne trouve pas de traduction satisfaisante dans la littérature. La rescalorisation se réfère au processus par lequel un acteur modifie la relation qu'il entretient avec une ou plusieurs échelles afin de déployer des stratégies et des actions à de nouvelles échelles. Il agit alors seul ou avec d'autres acteurs.

Ainsi, on assiste à une modification de l'espace de référence de l'action collective, qui n'est plus basé sur l'échelle nationale, sans pour autant que celle-ci ne perde son importance. Selon Beck, ceci s'inscrit au cœur d'une *Grande Transformation*, selon les termes de Polanyi :

Les États ne constituent plus à eux seuls le théâtre de l'action collective au sens où ils ne fixent plus l'espace ni les systèmes de règles du jeu de l'agir politique – y compris les institutions sociales indispensables à la prise de décision collective et à la mise en œuvre de ces décisions (Beck, 2003, p. 28).

Selon Boucher et Favreau (1997, p. 127), l'espace de référence s'élargit au global alors que l'espace de vie se rétrécit au local, à soi. Et ce changement a des impacts sur l'organisation des mouvements, sur la construction de l'identité, sur la reconnaissance sociale des organisations, qui auparavant se structuraient selon une logique nationale et qui y interagissaient avec l'État et le privé. « L'institutionnalisation de cette reconnaissance passait obligatoirement par l'État, dans un rapport qui colorait nécessairement les formes d'action collective d'un ensemble social à un autre » (Boucher et Favreau, 1997, p. 127).

Or, comme le soulignent Jessop et Sum (2000, p. 2310), l'on est toujours pas parvenu à un tel compromis permettant l'apparition d'une échelle capable de remplacer l'échelle nationale comme *locus* principal de la régulation de l'économie globale, ce que l'on associe par ailleurs

à la recherche d'une nouvelle forme de gouvernance « chronotopique » (temps-espace) des relations économiques, sociales et politiques, mais qui correspond également à l'idée de relativisation de l'échelle (*relativization of scale*), développée par Collinge, puis reprise par Jessop, et que l'on peut définir ainsi :

The relativization of scale in turn refers to a crisis of the dominant scale within a scalar hierarchy (such that actors operating on that scale can no longer secure an overall structured coherence within the scalar division of labour) and the failure of these actors (or others) to establish such dominance at another (possibly new) scale in a modified scalar division of labour (Jessop, 2004, p. 6).

Les luttes actuelles peuvent constituer une piste pour indiquer les potentiels de transformation pour les différentes échelles où évolue l'action collective, là où l'on peut situer le conflit, et les compromis éventuels qui pourront en surgir. Dans le contexte actuel, nombre d'auteurs ont par ailleurs souligné l'espoir que représentent les mouvements sociaux en tant qu'acteurs pour engager un changement à l'échelle planétaire (Castells, 2004; Deibert, 2001; Ramonet, 1997; Ekins, 1992).

Dans son étude sur les mouvements qui revendiquent une autonomie locale à Montréal et Toronto, Boudreau (2003) démontre que les mouvements sociaux contribuent à redéfinir l'échelle des politiques. Elle soutient également que ces mouvements ont su tirer profit des nouvelles possibilités qu'offrent les réorganisations de pouvoir à différentes échelles. La chercheuse nous invite à développer des analyses qui ne soient pas uniquement orientées sur le rôle structurant de l'État, rejoignant ici la critique que fait Beck (2002) du nationalisme méthodologique, et d'explorer la rescalorisation par la porte des mouvements sociaux afin de resituer les conflits politiques :

The interaction between intergovernmental reforms and polyscalar social movement mobilization strategies point towards what could perhaps be termed a rescaling of political struggles (Boudreau, 2003, p. 6).

Bien que Boudreau ait orienté son étude sur des mouvements urbains, nous croyons que cette piste mérite d'être explorée dans le cas de mouvements sociaux oeuvrant dans d'autres domaines. Pour ce faire, nous aurons également recours au concept de glocalisation afin de mieux comprendre la phase actuelle de rescalorisation et d'identifier les stratégies que

différents acteurs, dont les mouvements sociaux, déploient pour parvenir à leurs objectifs. Selon nous, la glocalisation correspond à un processus dynamique issu des distorsions du temps et de l'espace permises par l'expansion de la mobilité grâce aux nouvelles technologies et facilitées par de nouvelles instances de gouvernance chronotopique, transformant les relations entre toutes les échelles, du global au local, ainsi que les relations entre les échelles temporelles et spatiales, selon une géométrie réticulaire instable.

Enfin, ces changements en terme d'échelle de régulation limitent de façon croissante l'emprise démocratique des citoyens puisque de nouveaux pouvoirs s'exercent hors du champ institutionnel national de la démocratie représentative.

The double rearticulation of political scales (downward to the regional/local level, upward to the EU, NAFTA<sup>2</sup>, GATT, and so on, and outward to private capital) leads to political exclusion, a narrowing of democratic control, and, consequently, a redefinition (or rather a limitation) of citizenship. Local or regional public-private initiatives often lack democratic control of any sort, while supranational institutions are notoriously autocratic (Swyngedouw, 1995). In short, the glocalization or rescaling of institutional forms leads to more autocratic, undemocratic, and authoritarian (quasi-) state apparatus (Morgan & Roberts) (Swyngedouw, 1997, p. 158).

Ce constat explique la revendication des mouvements sociaux altermondialistes pour des formes de démocratie participative par lesquelles les citoyens auraient un impact plus grand en participant à l'élaboration de politiques, dont certaines guident la prise des décisions à des échelles dépourvues de structure démocratique<sup>3</sup>.

Depuis peu, le mouvement altermondialiste a déployé des stratégies que l'on pourrait qualifier de locales. Nous sommes donc potentiellement en présence d'un mouvement qui pourrait confronter le politique et l'économique aux différentes échelles du pouvoir et, éventuellement, engendrer un nouveau compromis... temporaire.

---

<sup>2</sup> EU, NAFTA et GATT sont les acronymes anglophones respectivement utilisés pour l'Union Européenne (UE), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

<sup>3</sup> L'échelle régionale au Québec, par exemple.

## 1.2 L'altermondialisme : l'histoire d'une utopie

Nombreux sont les sens que l'on peut conférer au concept d'utopie, et le plus étonnant est que l'on conteste beaucoup moins l'étiquette que sa signification. Étymologiquement, l'utopie – du grec *ou* (non) et *topos* (lieu), signifie « en aucun lieu ». Pour plusieurs de ses détracteurs, le mouvement altermondialiste est utopiste. Le concept est alors synonyme de chimère, de projet impossible, irréaliste, etc. Plusieurs militants du mouvement s'identifient effectivement à l'utopie. Mais l'on parle alors, comme Paul Ricœur, d'*utopie nécessaire*, « un objectif non précisé dans le temps, mais qui synthétise les aspirations collectives » (Houtart, 2002, p. 358). Anatole France disait : « L'utopie est le principe de tout progrès et l'esquisse d'un avenir meilleur » (cité dans Coutant, 2000), alors que pour Eduardo Galeano,

La utopia está en el horizonte - dice Fernando Birri -. Me acerco dos pasos, ella se aleja dos pasos. Camino diez pasos y el horizonte se corre diez pasos más allá. Por mucho que yo camine, nunca la alcanzaré. ¿Para que sirve la utopía? Para eso sirve: para caminar<sup>4</sup>.

Selon nous, ces définitions de l'utopie servent bien afin de décrire la culture altermondialiste car l'utopie permet également de s'éloigner du monde des idéologies et de s'engager dans un processus ouvert et inclusif :

En définissant l'utopie comme un processus, on se libère de la pression de trouver et de décrire la solution ultime à tous nos problèmes en de menus détails pour tous les peuples, partout et en tous temps. On se libère aussi du dogmatisme, ceci nous permettant de nous ouvrir à un dialogue constant avec notre environnement<sup>5</sup>.

Afin de saisir les potentialités du mouvement altermondialiste en tant que vecteur de changement dans la géométrie du pouvoir, nous allons dans un premier temps nous attarder sur ce qu'est le mouvement altermondialiste. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur sa structure organisationnelle afin de comprendre comment celle-ci est en fait porteuse d'une nouvelle culture politique, qui est se matérialise par une configuration spatiale apparentée à la globalisation. Dans un troisième temps, nous examinerons le rapport

---

<sup>4</sup> Propos recueillis lors de l'événement « Quijotes hoy: utopía y política », qui eut lieu le 29 janvier 2005 dans le cadre du Ve Forum social mondial, à Porto Alegre.

<sup>5</sup> Citation de T.R.O.Y., gagnant de la première édition du *Utopian World Championship* à Stockholm, en 2001. Voir le site (visité le 04/03/06) : [http://www.esse.ca/fr/editorial\\_a.php?no=53](http://www.esse.ca/fr/editorial_a.php?no=53)



d'opposition du mouvement face au néolibéralisme et à l'impérialisme, rapport qui a des impacts pour l'élaboration de l'action collective. Dans un quatrième temps, nous démontrerons, à l'aide de trois exemples, que le mouvement altermondialiste entreprend des stratégies d'action globales. Nous aborderons aussi certains éléments concernant le Forum social mondial et le Campement intercontinental de la jeunesse. Enfin, nous réfléchirons aux perspectives qu'offre le mouvement altermondialiste en terme de changement dans la géométrie du pouvoir.

### 1.2.1 L'altermondialisme ou la célébration de la diversité

Soutenant qu'un *autre monde est possible*, le mouvement altermondialiste conteste le néolibéralisme et l'impérialisme et prône une mondialisation solidaire. On retrouve les origines du mouvement dans les années 1970 et 1980. Naomi Klein souligne d'ailleurs comment, à partir des mouvements contre le libre-échange au Canada, plusieurs mouvements nationaux et autres représentants de la société civile ont convergé, luttant en fait pour la même cause, soit « la démocratie et la souveraineté » (Barrez, 2002, p. 57). En fait l'altermondialisme est intrinsèquement lié aux luttes contre le libre-échange (Canet, 2005).

C'est le soulèvement de l'*Ejercito Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) au Chiapas le 1<sup>er</sup> janvier 1994, précisément le jour où l'ALENA entrait en vigueur, qui va donner le ton aux futures mobilisations altermondialistes. D'abord l'insurrection zapatiste a été perçue comme une protestation contre l'ALENA, ce qui n'était qu'en partie exact. Cette révolte était liée à une situation beaucoup plus complexe (Tarrow et McAdam, 2005). Ce lien valut à l'EZLN la sympathie de nombreuses organisations nord-américaines opposées au libre-échange, qui répondirent, comme nombre d'autres groupes, à l'appel de solidarité des Zapatistes (Tarrow et McAdam, 2005). En fait, la façon dont l'information a circulé, depuis les discours de Marcos, à l'intérieur des réseaux de relations interpersonnelles et bien sûr via l'Internet, a fourni l'image marquante des impacts de la politique globale sur une réalité locale, en l'occurrence les Indiens du Chiapas (Tarrow et McAdam, 2005). Le réseau de solidarité global qui a émergé suite à la révolte a eu un impact dynamique sur les Zapatistes : « the

Zapatista program changed as its new international public interpreted it as a largely peaceful uprising of Chiapanean “civil society” with symbolic military overtones » (Olesen, 2002, cité dans Tarrow et McAdam, 2005, p. 144).

L’organisation d’événements comme la *Première Rencontre intercontinentale pour l’Humanité et contre le Néolibéralisme* au Chiapas en 1996 a ensuite donné l’envol à une série de rencontres de mouvements sociaux luttant contre le néolibéralisme et l’impérialisme états-unien, en passant par le Premier Sommet des Peuples à Santiago du Chili en 1998 dans le cadre de la lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), jusqu’à la célébration du premier Forum social mondial (Canet, 2005). Mais c’est lors de la manifestation contre l’Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle le 3 décembre 1999 que le mouvement, que l’on appellera alors antimondialisation, devient connu par le grand public (Bellerose, 2003).

Le glissement vers le terme altermondialisation est survenu peu de temps après les premiers balbutiements du mouvement, bien que l’on utilise parfois encore l’appellation antimondialisation. En fait, selon Veilleux et Canet (2004, p. 4), c’est avec l’avènement du Forum social mondial que « *l’antimondialisme contestataire* s’est mué en *altermondialisme créatif* ». Lévy et Lussault (2003, p. 641) posent bien l’enjeu de différencier altermondialisation et antimondialisation :

La question est de savoir si la mondialisation est un enjeu en elle-même (peut-on imaginer pour l’avenir un Monde non mondialisé?) ou si c’est un nouveau cadre d’émergence d’enjeux (un changement d’échelle faisant apparaître des problèmes inédits ou comparables à ceux qui animent les autres échelons), ou encore les deux à la fois, ne peut pas être éludée, tant pour la théorie géographique que pour la pratique politique.

Beck précise que les opposants à la mondialisation ne s’opposent pas au processus comme tel mais bien aux partisans de la mondialisation, ceux qui en profitent le plus. Ils veulent établir, selon les termes de Richard Falk, une résistance à la mondialisation par le haut en y opposant une mondialisation par le bas (Beck, 2003, p. 517).

Ce projet de mondialisation par le bas s'inscrit dans un discours d'inclusion, de participation, de solidarité et de mise en exergue de la diversité. La diversité, présente à plusieurs niveaux, est en fait le mot-clé pour décrire le mouvement. Tout d'abord, il y a une importante diversité au niveau de la représentation sectorielle. Les acteurs du mouvement proviennent des syndicats, des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes de défense des droits, des mouvements de femmes, des écologistes, des groupes religieux, des médias alternatifs, des groupes de recherche universitaires, des partis politiques alternatifs, etc. (Bellerose, 2003 ; Castells, 2004). C'est à juste titre qu'on le surnomme le « mouvement des mouvements ».

Ensuite, l'appartenance géographique constitue une deuxième source de diversité au sein du mouvement. L'altermondialisme est présent majoritairement en Europe et en Amérique Latine (Castells, 2004, p. 160) et il semble se développer rapidement en Afrique vu la prolifération de forums sociaux nationaux en 2004 et 2005, quoique de façon inégale selon les régions. Le Forum social mondial (FSM) de Mumbai en 2004 a évidemment contribué à la montée du mouvement en Inde, mais il est assez absent dans des pays comme la Chine et la Russie, les pays musulmans où les fondamentalistes jouent un rôle d'opposition à l'ordre mondial et l'Asie. Les États-Unis étaient l'endroit où le mouvement était le plus actif avant les événements de septembre 2001. Depuis, la participation a beaucoup chuté et il est plutôt actif au Canada, où plusieurs forums sociaux locaux ont eu lieu (Beaudet, 2004).

La diversité est également palpable au niveau de la participation. Selon Castells (2004, p. 148), deux catégories d'acteurs participent à l'altermondialisation : les participants aux protestations de masse et les mouvements sociaux réseautés ou ancrés à l'échelle locale. Enfin, le spectre idéologique du mouvement est très large, déployé entre les réformistes modérés et des radicaux.

En constatant l'ampleur de la diversité du mouvement altermondialiste, il est légitime de se demander quel est l'élément qui lie ses différentes composantes. En fait, il serait difficile d'affirmer que le mouvement altermondialiste soit défini par un sentiment identitaire unique; sa composition témoigne d'une variété de provenances géographiques, socioéconomiques,

culturelles, religieuses, politiques, idéologiques alors que le mouvement est également composé de groupes impliqués dans différentes luttes sectorielles et ce, de façon locale et/ou transnationale.

Malgré ces différences et certaines critiques voulant que le mouvement ne soit qu'une agglomération d'intérêts divers sans grande cohésion, le mouvement est caractérisé par une convergence qui s'articule autour de la dénonciation des effets néfastes de la mondialisation néolibérale. « Its specificity is precisely that it brings together multiple identities that join the common struggle against corporate, undemocratic globalization » (Castells, 2004, p. 161). Cependant, au fil des rencontres, le partage de valeurs communes a contribué à développer le caractère constructif du mouvement, sans chercher toutefois à proposer, à l'instar du néolibéralisme, un discours unique. Plusieurs projets de sociétés altermondialistes deviennent possibles avec ce respect de la diversité.

C'est ce qui alimente au sein du mouvement la valorisation des expériences locales, de l'agir local inscrit dans une compréhension globale des enjeux. Cependant, ceci ne doit pas occulter le fait que l'altermondialisme va plus loin que la somme des initiatives locales. La diversité est par ailleurs essentielle afin de mener la lutte contre le néolibéralisme. Selon Houtart (2002, p. 363),

[...] le marché est un rapport social et [...], dans le cadre de la mondialisation, sa transformation ne se fera qu'au sein d'un nouvel équilibre, exigeant une convergence des résistances et des luttes à la même échelle, afin de créer un autre rapport de force.

Cette alliance d'individus et de mouvements sociaux de façon transpatiale et transectorielle reflète donc une compréhension de l'importance des échelles de pouvoir de la glocalisation.

### **1.2.2 Contrer le néolibéralisme et l'impérialisme à toutes les échelles**

Plusieurs chercheurs soulignent l'importance de l'« autre » dans le processus de construction et dans l'orientation de l'action collective (Castells, 1997; Melucci, 1997). Le discours du mouvement altermondialiste regorge d'allusions à des adversaires précis, notamment le

Forum économique mondial, la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), et l'OMC, que l'on rend coupables de quantité de maux : le recul de la démocratie, la financiarisation de l'économie, les politiques de développement, la destruction de l'environnement, la pauvreté et les inégalités sociales, etc.

Mais de plus, selon Brunelle (2003, p. 3), l'État qui se ligue aux intérêts privés et aux institutions internationales délaisse peu à peu son rôle de protecteur et « élargit le cercle des prédateurs du bien commun qui inclut désormais les gouvernements eux-mêmes ». Il souligne également l'enjeu que pose la gestion des biens collectifs dans un tel contexte :

Les pouvoirs institués opèrent une véritable inversion de rôles et de fonctions quand ils renoncent à être les mandataires du bien public pour se transformer en propriétaires; c'est à ce *titre* qu'ils prétendent tenir la légitimité pour brader les avoirs collectifs, des avoirs qui sont souvent eux-mêmes le résultat de luttes gagnées de haute main par les citoyennes et les citoyens du pays. [...] les gouvernements n'en sont que les gestionnaires. [...] On voit alors pourquoi nous avons proposé de qualifier de prédateur l'État qui s'arroe le droit de transférer la propriété collective en propriétés privées (Brunelle, 2003, p. 4-5).

Cette désillusion face aux gouvernements et, de façon plus générale, cette méfiance envers le politique, soulèvent des inquiétudes quant à une possible instrumentalisation du mouvement par certains groupes d'intérêt particulier, notamment des partis politiques. Ce n'est pas par hasard que ces derniers sont exclus du Forum social mondial par l'article huit de la Charte du Forum social mondial, malgré la présence à chaque année de politiciens dits progressistes. Et ceci vient mettre en lumière l'une des grandes contradictions du FSM. Derrière la façade apolitique, on accepte tacitement que des politiciens s'emparent des tribunes à titre individuel et se fassent les défenseurs du Forum, comme dans le cas de Lula et de Chavez.

S'il l'on accepte la théorie du pouvoir diffus, ou de la glocalisation, combattre le néolibéralisme ne peut se limiter à protester contre les institutions financières internationales, l'État ou les multinationales :

La mondialisation néolibérale est une hydre aux multiples têtes, c'est un système complexe d'acteurs pluriels et d'institutions structurés en réseaux, évoluant au sein d'une multiplicité d'espaces, animés d'idéologies plus ou moins conservatrices et, surtout, qui génèrent des valeurs et des pratiques que l'on retrouve dans le quotidien des populations et des individus. Pour combattre la mondialisation néolibérale, il faut donc

multiplier les fronts, autant sur le plan des idées et des valeurs, que des institutions et de la pratique des acteurs sociaux et ce, à différentes échelles d'action (Canet, 2005, p. 10).

Or les actions du mouvement altermondialiste reflètent cette prise de conscience, comme nous le verrons maintenant.

### 1.2.3 Des actions collectives globales

Les actions collectives du mouvement altermondialiste reflètent une compréhension de la géométrie du pouvoir. Nous insisterons sur deux manifestations qui illustrent de façon différente comment le mouvement déploie des stratégies globales.

Le premier exemple est la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) dans le cadre de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), en 1998 (Bellerose, 2003). Selon Barrez,

Les propositions trahissaient une claire volonté d'augmenter surtout la liberté et la protection des investisseurs étrangers. L'accord était en fait rédigé sur mesure pour les multinationales : les droits des investisseurs y étaient étendus, mais il n'était guère question de leurs responsabilités et de leurs devoirs (Barrez, 2002, p. 57).

Les négociations se déroulent dans le secret jusqu'au moment où une brèche dans les communications permet le dévoilement de son existence grâce à l'Internet en 1997 (Barrez, 2002). D'ailleurs, Deibert (2001) souligne que le réseau Internet a joué un rôle prépondérant dans cette lutte, en permettant l'échange stratégique d'information au sein des groupes du réseau, en effectuant une pression sur les politiciens et en révélant les aspects critiques de l'accord. Parmi les détracteurs de l'AMI se retrouvent certains groupes de recherche connus comme le Global Citizens aux États-Unis et l'Observatoire de la mondialisation en France (Bellerose, 2003). Ailleurs dans le monde, des militants entreprennent diverses actions afin de dénoncer l'accord, comme le procès politique effectué au Québec par l'Opération SalAMI suite à l'action de désobéissance civile non-violente contre la quatrième Conférence de

Montréal sur la mondialisation des économies en mai 2005<sup>6</sup>. Le résultat de cette mobilisation fut l'échec de la ratification de l'AMI.

Le deuxième exemple est la lutte contre l'élargissement de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) entre les membres de l'OMC, qui reprend dans les grandes lignes les dispositions de l'AMI. En bref, l'accord vise une libéralisation complète des services afin que « l'ensemble des services soit rendu sur une base *concurrentielle* » (Attac-Québec, 2005a). Et ceci inclut tous les services publics, à l'exception des missions traditionnellement étatiques comme la monnaie, la défense, etc. Selon Attac-Québec, l'AGCS représente un recul démocratique :

Le déni de démocratie est double : non seulement nul n'est véritablement informé de l'évolution des négociations, mais encore l'exercice par les élus de leur pouvoir sera extrêmement limité par les dispositions de l'accord : en effet, il ne s'agit pas seulement d'attaquer les *services publics* (2); mais aussi les *subventions* (3); les *marchés publics* (4) ainsi que la capacité de mener une *politique sociale* (5) (Attac-Québec, 2005a).

Dans ce contexte, plusieurs mouvements liés à l'altermondialisme à travers le monde, comme Attac<sup>7</sup>, informent les citoyens et les pouvoirs publics, en démontrant comment l'AGCS limitera le pouvoir des élus, puis exercent une pression auprès de municipalités afin qu'elles se déclarent Zone non-AGCS. Le but est ensuite de passer le flambeau à ces municipalités pour qu'elles fassent pression sur les gouvernements nationaux pour qu'ils décrètent un moratoire afin de mener une évaluation indépendante des conséquences des politiques de libéralisation de l'OMC (Attac-Québec, 2005a). Dans d'autres cas par exemple, des dizaines de villes canadiennes ou des coalitions, comme la Conférence des élus de la Côte-Nord, exigent que les municipalités soient exemptées de l'accord, ce à quoi s'oppose systématiquement le gouvernement fédéral (Attac-Québec, 2005b).

---

<sup>6</sup> Voir la section 3.3.3 pour plus de détails sur l'Opération SalAMI.

<sup>7</sup> Attac signifie l'Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens. Plusieurs Attac se sont formées dans divers pays suite à la fondation de la première Attac en France en 1998. Cependant, Attac-Chili a modifié la signification de l'acronyme pour : Association pour la taxation des transactions et l'action citoyenne.

Et ceci s'inscrit dans un vaste éventail de stratégies à travers le monde afin de faire échoir l'accord. Par exemple, une nouvelle coalition, *Our World is not for Sale*, regroupant quelques 168 organisations à travers le monde s'adresse directement à l'OMC et aux chefs de mission nationaux (Attac-Québec, 2005c), notamment par l'envoi de lettres aux ministres du commerce qui siègent à l'OMC<sup>8</sup>. L'utilisation d'Internet permet également à des groupes comme Attac-Québec d'inciter le public à envoyer une lettre (disponible sur le site) à leurs élus afin de leur demander de se déclarer Zone non-AGCS.

#### 1.2.4 Le Forum social mondial

Le Forum social mondial (FSM) est un événement qui se répète à chaque année depuis 2001, en même temps que le Forum économique mondial (FEM). Le FSM est d'ailleurs né en opposition directe au FEM<sup>9</sup>. Mais le FSM est plus qu'une rencontre ; la formule permet l'expression et la connexion de milliers d'organisations provenant des quatre coins du globe et contribue ainsi à donner à l'espace mondial une tribune d'expression sociale. Le FSM illustre par ailleurs la pertinence d'une échelle globale de contestation des enjeux de la part des mouvements sociaux. Le FSM est en soi une action car elle implique une prise de position politique (pour participer au forum il faut adhérer à la charte qui confirme l'opposition des participants au néolibéralisme et à l'impérialisme) qui a contribué au fil des ans à faire opposition au discours de la pensée unique néolibérale et à diffuser le message qu'un *autre monde est possible*.

Plusieurs insistent sur le fait que l'utilité du Forum social mondial réside dans l'un des traits du forum, soit la connexion du local par le global, qui s'illustre également par les centaines d'ateliers et rencontres proposés, permettant ainsi de délocaliser les problèmes locaux en les portant à une échelle globale<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Voir le site de la coalition (visité le 01/07/06) : <http://www.ourworldisnotforsale.org/index.asp>

<sup>9</sup> En ayant lieu au Sud, plutôt qu'au Nord et en étant ouvert plutôt que fermé.

<sup>10</sup> Ce point fut mis en lumière lors de la conférence « Le FSM comme espace politique alternatif », donnée par Anik Veilleux et Raphaël Canet le 19 février 2004 à l'UQAM.



Le FSM est un exemple d'action de réseaux qui cherchent à s'organiser dans la durée (Favreau, Larose et Fall, 2004, p. 8), comme on le constate d'ailleurs au tableau 1.3. Le premier Forum social mondial a eu lieu à Porto Alegre en janvier 2001, rassemblant environ 20 000 personnes en provenance de 120 pays. Les deuxième et troisième éditions du forum, également tenues à Porto Alegre, ont attiré, respectivement, 50 000 et 100 000 personnes, la quatrième édition à Mumbai en Inde en a regroupé plus de 100 000 (Veilleux et Canet, 2004, p. 1) et celle de Porto Alegre en 2005 en a regroupé 155 000<sup>11</sup>. En 2006, le FSM devait avoir lieu en Afrique, en accord avec la décision prise par la Secrétariat international du FSM de délocaliser le forum de Porto Alegre une année sur deux. Cependant, faute d'un contexte propice en 2006, l'Afrique ne recevra le FSM qu'en 2007 à Nairobi au Kenya.

**Tableau 1.1**  
**Participants aux forums sociaux mondiaux, de 2001 à 2006**

Année	Lieu	Nombre de participants
2001	Porto Alegre, Brésil	20 000
2002	Porto Alegre, Brésil	50 000
2003	Porto Alegre, Brésil	100 000
2004	Mumbai, Inde	100 000
2005	Porto Alegre, Brésil	155 000
2006	Polycentrique (total)	120 000
	<i>Bamako, Mali</i>	<i>10 000</i>
	<i>Caracas, Venezuela</i>	<i>80 000</i>
	<i>Karachi, Pakistan</i>	<i>30 000</i>

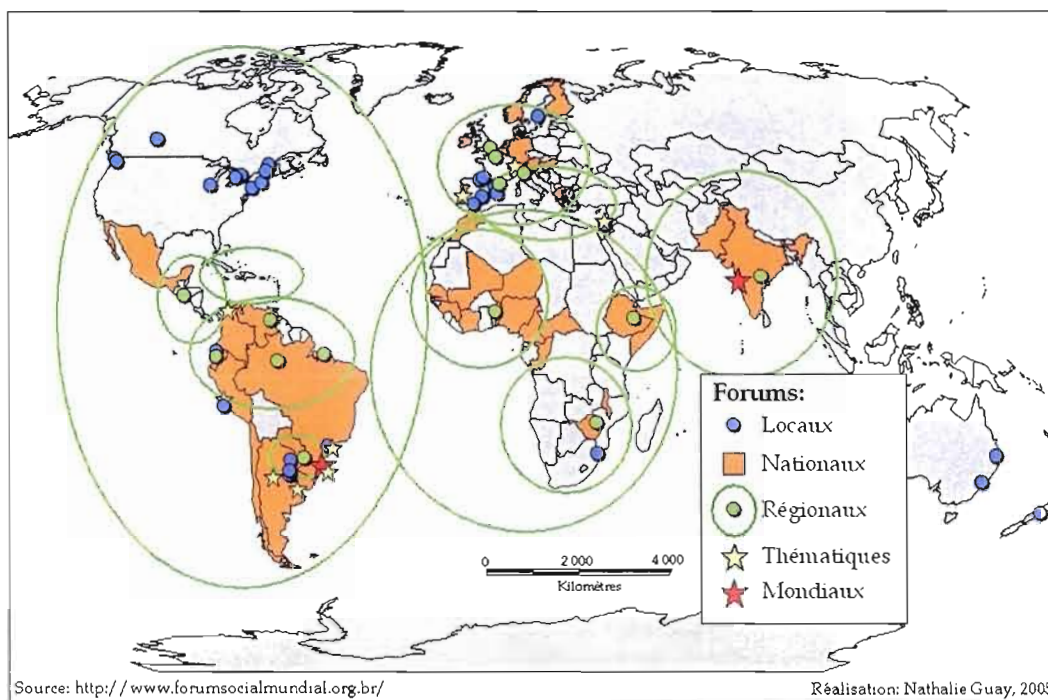
Le compromis pour l'édition de 2006 fut de créer un FSM polycentrique. À l'origine, trois événements devaient avoir lieu au même moment, ce qui n'a finalement pas été possible. Ainsi, 10 000 personnes se sont données rendez-vous à Bamako au Mali du 18 au 23 janvier pour le premier événement qui devait accueillir 20 000 personnes de plus. Une semaine plus tard, afin de permettre à ceux qui le désiraient de participer à tous les événements, avait lieu

<sup>11</sup> Voir le site du Forum social mondial : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

l'édition Amérique à Caracas, au Venezuela, qui a rassemblé 80 000 personnes. Deux mois plus tard, du 24 au 28 mars, eut lieu le troisième événement à Karachi au Pakistan. Malgré le contexte politique difficile et le tremblement de terre survenu quelques mois plus tôt, l'événement a attiré 30 000 participants. À la fin de l'année 2005 s'est également ajouté un quatrième événement qui aura lieu en octobre 2006 à Bangkok en Thaïlande.

Notons également que depuis la création du Forum social mondial en 2001, des centaines de forums locaux, régionaux, nationaux, supranationaux ou thématiques ont eu lieu dans le monde. La figure 1.1 illustre partiellement la multiplication des forums sociaux. Les données proviennent du site du Forum social mondial et ne comptabilisent pas tous les événements<sup>1</sup>, on sait notamment que pour la seule année 2004, il y a eu plus de 100 forums sociaux locaux en France, les forums locaux deviennent impossibles à retracer.

**Figure 1.1**  
**Les forums sociaux dans le monde, 2001 à 2005**



<sup>1</sup> Comme le Forum social régional Québec-Appalaches par exemple.

De plus, la formule du forum est adoptée par des groupes qui ne sont pas clairement insérés dans l'altermondialisme, les forums sociaux de l'éducation ou des magistrats par exemple (Brunelle, 2005). Le forum cherche donc aussi à se reproduire dans diverses unités spatiales, ce qui renforce l'idée que le mouvement altermondialiste déploie des stratégies de mobilisation territoriale locales.

À l'instar du mouvement, le FSM est caractérisé par une intense diversité au niveau de la participation. Il existe cependant une tension sérieuse au sein du forum et qui pourrait remettre en question ce respect peu commun de la diversité. L'article six de la charte fait en sorte que le FSM ne peut devenir un acteur développant un agenda unique sur l'espace mondial :

Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement de ceux qui participent au Forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du Forum en tant que Forum. Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie (Charte du FSM).

Plusieurs organisations défendent cette conception d'un espace horizontal, notamment afin d'éviter qu'une « avant-garde éclairée » ne s'approprie la direction politique du FSM, ou alors qu'il soit noyauté par des organisations politiques. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, ce n'est pas par hasard que l'article huit de la charte exclue les partis politiques de la participation au FSM, ce qui n'empêche pas cependant les politiciens de participer au FSM sur une base individuelle.

Comme le soulignent Veilleux et Canet (2004) plusieurs soutiennent la nécessité de faire en sorte que le Forum Social Mondial soit un espace où des décisions puissent être prises, des actions planifiées et des alternatives élaborées. D'autres tiennent à ce que le forum demeure

un espace ouvert de discussion. Tel qu'il s'est développé, le Forum Social Mondial se rapproche de la conception d'espace public proposée par Melucci (1997, p. 17) :

La fonction principale des espaces publics est de rendre visibles et collectives les questions soulevées par les mouvements. Ils permettent aux mouvements de ne pas être institutionnalisés et, réciproquement, ils s'assurent que la société en son entier sera capable de prendre la responsabilité – c'est-à-dire de traiter institutionnellement – les enjeux, demandes et conflits que les mouvements soulèvent à propos des finalités et de la signification de l'action sociale. En ce sens, la consolidation d'espaces publics indépendants est une condition indispensable pour ouvrir la dimension paradoxale de la démocratie postindustrielle – sans chercher à la résoudre fausement.

Le Manifeste de Porto Alegre<sup>13</sup>, publié par 19 personnalités à la suite du FSM de 2005 et qui rassemble 12 propositions pour un autre monde possible, avait créé une certaine commotion au sein du mouvement et de vives réactions de la part des membres brésiliens du Comité international partisans du forum-espace (Cândido Grzybowski et Chico Withaker), malgré la timidité des résolutions adoptées et le fait que les signataires s'exprimaient à titre individuel (Canet et Guay, 2006). Le document revêt en fait une portée symbolique assez forte, qui permet, selon Ignacio Ramonet, l'un des signataires, de l'opposer au Consensus de Washington<sup>14</sup>.

Puis, l'année suivante, le 27 janvier 2006, à Caracas, le discours du président vénézuélien Hugo Chavez allait plus loin que le manifeste en critiquant le risque de folklorisation du FSM et en lançant un appel à l'unité des mouvements à l'échelle mondiale afin de faire advenir ce qu'il appelle le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le clivage entre réformistes et radicaux est, tout en étant moins préoccupant, dans la même lignée. La tenue du forum parallèle *Mumbai Resistance* lors du Forum social mondial en 2004, illustre ce clivage et est symptomatique de cette carence en terme de construction d'options de rechange<sup>15</sup>.

---

<sup>13</sup> Le texte du manifeste est disponible sur le site de Attac-France (visité le 04/11/05) : <http://www.france.attac.org/a3993>

<sup>14</sup> Voir à ce sujet : Terraviva Team, «A divide consensus», *Terraviva*, 31 janvier 2005. En ligne (visité le 25/02/06) : <http://www.ipsterraviva.net/TV/WSF2005/>

<sup>15</sup> Pour en savoir plus sur Mumbai Resistance, voir le site : <http://www.mumbairesistance.org/>

En fait, le problème semble double car c'est précisément l'absence d'un projet de société clairement défini qui assure la cohésion du mouvement. La promotion d'un tel projet mis de l'avant par certaines parties au nom du mouvement altermondialiste pourrait provoquer sa chute où à tout le moins réduirait l'ampleur de ses effectifs.

### **1.2.5 Le terrain du FSM en 2005 à Porto Alegre : miroir de l'altermondialisme**

Au sein de ce que l'on a appelé le Territoire social mondial, il y avait deux événements principaux : le FSM, et le CIJ. Le CIJ, qui est beaucoup plus qu'un lieu d'hébergement, et qui est également né en 2001, était pour la première fois au cœur du site du FSM. Fréquenter le Territoire social mondial n'impliquait pas nécessairement la participation aux deux événements, qui sont, comme nous le verrons, très différents.

Depuis la création du premier FSM en 2001, des centaines de forums locaux, régionaux, nationaux, supranationaux ou thématiques ont eu lieu dans le monde, et, comme nous le verrons plus loin, la formule est adoptée par des groupes qui ne sont pas clairement insérés dans l'altermondialisme. C'est pourquoi nous avons choisis, dans la section précédente, de parler du FSM en tant qu'espace public selon la définition que nous en donne Melucci (1997, p. 17). Un espace qui, dans le cas du FSM, est d'abord et avant tout orienté vers la discussion, le partage d'initiatives et le réseautage. Il s'agit également d'une innovation sociale et organisationnelle, qui n'est pas, malgré sa charte, dénuée d'une importante dimension politique.

En janvier 2005, le FSM a rassemblé 155000 personnes, sur un site immense, long de plus de quatre kilomètres. Cette année, plusieurs efforts ont été faits pour rendre le forum plus horizontal en bonifiant la participation sur une base individuelle et en offrant des salles plus petites et conviviales. Mais, surtout, on a appliqué, de façon partielle, des principes d'autogestion en laissant le soin aux participants d'organiser tous les événements via

l'Internet, de sorte qu'aucune grande conférence n'a été organisée par le Comité organisateur du Forum social mondial.

De son côté, le CIJ, la « Ville des villes » comme on le surnomme, a rassemblé 35000 personnes, dont 500 à 600 Québécois, soit environ le trois quart des Québécois qui ont fait le voyage jusqu'à Porto Alegre, et ce sur un site de 0,65 km<sup>2</sup>, particulièrement restreint si l'on considère que les gens vivaient dans cette ville. Depuis sa deuxième édition en 2002, le CIJ se présente comme un laboratoire d'expérimentation d'alternatives développées au forum et au campement, et dans lequel les gestes et habitudes de la vie quotidienne, mais également les relations humaines, sont revus et repensés afin de vivre un *autre monde*.

La clé est donc de mettre en pratique certaines des idées véhiculées au FSM et au CIJ. Le principe de base est l'horizontalité, dans le sens « où toutes les personnes sont les agents transformateurs des espaces qu'ils utilisent »<sup>16</sup>. Au CIJ, tous ont le même droit de parole, tous ceux qui désirent s'impliquer dans l'organisation sont invités à le faire, et tous ont des responsabilités. Le moyen utilisé pour atteindre cet objectif est l'autogestion, autant dans l'organisation de l'événement, lors des réunions et via l'Internet, que dans la vie au campement. Il s'agit donc principalement d'un espace d'action, qui se reproduit également à diverses échelles, quoique surtout en Amérique du Sud et au Québec. Comme nous le verrons dans le chapitre III, il y a eu trois Campement québécois de la jeunesse et un quatrième est prévu pour l'été 2006. Il s'agit d'une innovation sociale et organisationnelle moins politique que le FSM, mais beaucoup plus radicale<sup>17</sup>.

Enfin, il n'y avait pas que ces deux activités à Porto Alegre en janvier 2005. Il y avait également, avant, pendant ou après : « le premier Forum social des migrations, le cinquième Forum mondial sur l'éducation, le premier Forum social de la santé, le quatrième Forum mondial des juges, le quatrième Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale, le

---

<sup>16</sup> Sur le site du CIJ : <http://français.acampamentofsm.org/>

<sup>17</sup> Pour plus de détails sur le CIJ, voir le site Internet du CIJ : <http://www.acampamentofsm.org/> et le texte suivant: Guay, Nathalie (2005). « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion? », *Chronique des Amériques* no. 05-14. En ligne sur le site de l'Observatoire des Amériques : <http://www.ameriques.uqam.ca>

premier Forum mondial de l'information et des communications, le cinquième Forum parlementaire mondial et, enfin, le quatrième Forum syndical mondial», en plus du quatrième Forum social pan-amazonien qui s'est déroulé à Manaus du 18 au 22 janvier (Brunelle, 2005, p. 4).

Ainsi le FSM transforme le site d'accueil en lieu de rendez-vous où différents groupes et individus, qui ne sont pas clairement insérés dans l'altermondialisme, profitent de l'affluence et de l'ambiance générées par l'événement. Le FSM semble ainsi avoir un pouvoir d'attraction qui dépasse ses propres rangs.

#### **1.2.6 Une autre culture politique : l'importance du réseau et de l'horizontalité**

Le mouvement altermondialiste dispose de plusieurs espaces de discussion, d'élaboration de stratégies et d'actions, lesquelles s'expriment sous plusieurs formes, parmi lesquelles il est pertinent de mentionner l'utilisation de l'Internet et des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) afin de partager l'information<sup>18</sup> et de communiquer. L'Internet favorise la connexion et la mobilisation des individus et des réseaux d'activistes afin de participer aux différentes actions<sup>19</sup>. Il permet en outre le renouvellement de l'action collective, notamment par diverses formes de cybermilitantisme<sup>20</sup>. Pour Castells (2004, p. 156), le fonctionnement en réseau, via l'Internet, permet de nouvelles formes d'interaction sociale, de mobilisation et de prise de décision. Plus encore, il s'agirait d'une nouvelle culture politique dépourvue d'autorité centrale permettant une relation instantanée entre le local et le global.

L'image du réseau se rencontre effectivement dans la culture politique altermondialiste, dans l'*alterpolitique* (Canet, 2005, p. 6), soit « la volonté affichée de faire la politique autrement,

---

<sup>18</sup> Par exemple, le site de Cybersolidaires : <http://www.cybersolidaires.org/>.

<sup>19</sup> Voir par exemple la section des Forums Sociaux Régionaux et Thématiques sur le site du Forum Social Mondial : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

<sup>20</sup> Les pétitions électroniques en sont un bon exemple. Il s'agit d'une pratique de plus en plus répandue chez certains groupes comme Amnesty Internationale : <http://efai.amnesty.org/>

sur le mode de l'horizontalité ». Une alterpolitique mise en pratique qui est au diapason de la glocalisation et en rupture avec la conception moderne de la politique. Selon la théorie de l'horizontalité, le pouvoir est diffus, malgré l'existence de certaines chronotopies qui viennent contredire une éventuelle uniformité (Canet, 2005). Cette vision du pouvoir diffus engage les individus et les organisations dans un réseau, dont la géométrie rompt avec les hiérarchies des structures organisationnelles verticales :

Pour concrétiser l'alternative à la mondialisation néolibérale, il ne faut pas reproduire une structure de pouvoir hiérarchique, verticale, afin de rallier les masses à la *Cause*, il faut plutôt multiplier les initiatives, déployer des stratégies d'action à tous les niveaux, initier un vaste mouvement global de transformation par la base. Selon le slogan, *plutôt qu'une solution de masse, privilégions des masses de solution* (Canet, 2005, p. 8).

Enfin, la théorie de l'horizontalité est légitimée par l'inclusion qui confère à tous les mêmes modalités dans l'exercice d'une démocratie qui se veut participative (Canet, 2005).

En fait, il est tout à fait logique que le mouvement altermondialiste s'organise en réseau et s'inscrive dans cette autre culture politique car le mouvement est né de différents réseaux et mouvements présents dans divers pays et régions du monde :

It is made up of a plurality of social struggles from around the world. These struggles are inter-related and communicated through a combination of Internet networks, media diffusion, discussion forums, and convergence in protests events that move around the globe, from Washington to Quito, and from Durban to Geneva. [...] What is significant is the combination of multiple local sources of global opposition to unfettered globalization. (Castells, 2004, pp. 151-152).

Étant en soi un réseau, un mouvement réseau selon Castells (2004), il adopte la même configuration que le capital et se meut dans un espace transnational.

### 1.3 Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons vu comment la notion d'échelle est fondamentale pour l'analyse de l'action collective et des relations sociospatiales de pouvoir. Cette lecture nous a d'abord laissé entrevoir les stratégies de rescalorisation qui ont provoqué des transformations dans l'environnement politique, économique et social désormais glocalisé. Cette analyse a



également permis de comprendre comment la rescalorisation, telle qu'elle s'est opérée au cours des dernières décennies, prive la société de tout contrôle démocratique sur les institutions qui régulent les dimensions les plus importantes de la vie humaine. Or la géométrie du pouvoir est sans cesse l'objet de contestation et sujette à des transformations qui reflètent la cristallisation de compromis temporairement stabilisés.

Le mouvement altermondialiste, lui-même issu de la glocalisation, des réseaux, semble apte à épouser la nouvelle géométrie du pouvoir ; déjà il en a adopté, tel un miroir, la configuration spatiale et les stratégies locales. Ainsi, il offre la possibilité de participer à la redéfinition des échelles de pouvoir. En faisant référence au mouvement altermondialiste, Castells (2004, p. 147), affirmait d'ailleurs que,

[...] what this movement affirms by its existence, regardless of its content and future evolution, is the oldest rule in the dynamics of human societies: where there is domination, there is resistance to domination; where new forms of domination emerge, new forms of resistance ultimately surge to act upon the specific patterns of domination.

La question est de savoir si l'altermondialisme pourra déstabiliser ce pouvoir par la promotion de l'horizontalité et forcer le compromis. Il ne nous appartient pas de spéculer sur cette question hautement hasardeuse. Néanmoins, il convient de rappeler l'obstacle majeur à la réalisation d'une telle mission : l'impossibilité, pour le mouvement, de défendre un projet global alternatif.

Mais ce débat entre espace ou acteur cache le véritable rôle de l'altermondialisme, soit le rôle de dénoncer le néolibéralisme et de faire naître l'espoir d'une autre mondialisation, d'une utopie. L'altermondialisme est en ce sens porteur d'un renouvellement de la démocratie. La seule chose qui apparaît incontestable à propos du mouvement altermondialiste est qu'il revendique de nouvelles pratiques démocratiques afin de permettre aux citoyens de participer à l'élaboration de projets de société. Et c'est également au moyen de ces nouvelles pratiques que l'on veut changer les rapports de domination, en favorisant dès maintenant des actions inscrites dans des valeurs de solidarité qui prennent place à différentes échelles. Les forums sociaux sont l'illustration de ce projet:

À l'intérieur du processus des forums sociaux, nous tentons de réfléchir et d'agir en même temps aux quatre échelles de la transformation : locale, nationale, continentale et mondiale. Les forums sociaux locaux qui émergent sont en train de construire de nouvelles manières d'organiser le politique. Nous ne sommes pas seulement un mouvement social, nous constituons aussi un mouvement civique, un mouvement citoyen et un mouvement culturel. Cette intrication forme le politique et notre conception du monde (Massiah, 2003a).

Dans ce cas, plus qu'un espace ou un acteur, le Forum social mondial, mais également le mouvement altermondialiste, tel que nous le connaissons, aura été un *moment* (Canet, 2005), un moment qui a donné naissance à une nouvelle utopie.

## **CHAPITRE II**

### **L'ALTERMONDIALISME : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MOUVEMENTS SOCIAUX**

Comme nous l'avons montré au chapitre précédent, le mouvement altermondialiste suscite depuis quelques années un vif intérêt chez plusieurs chercheurs, notamment dans le domaine de l'étude des mouvements sociaux où il a contribué à la naissance de nouvelles approches théoriques (Noiseux, 2004). En fait, les principales théories sur les mouvements sociaux utilisées au cours des dernières décennies, comme la théorie de la mobilisation des ressources et celle des nouveaux mouvements sociaux, ne parviennent pas à outiller le chercheur qui s'intéresse aux mobilisations actuelles de façon tout à fait adéquate pour comprendre le nouveau phénomène que constitue l'altermondialisme.

Le concept même de mouvement social est remis en question lorsque l'on aborde le mouvement altermondialiste. Dans la littérature, on le désigne sous différentes appellations, notamment « le mouvement des mouvement » (Bellerose, 2003), « mouvement citoyen mondial » (Brunelle, 2005), « alliance sociale » (Seoane et Taddei, 2001), « mouvement d'expression » (McDonald, 2004) ou encore « regroupements de citoyens organisés » (Rada Donath, 2003). Touraine est même passé de « mouvement historique » (Touraine, 2002, p. 93) à « mouvement politique » (Touraine, 2004, p. 724), alors que Castells (2004, p. 147) le qualifie de mouvement-réseau et de mouvement global. Pendant ce temps, le concept de société civile gagne de plus en plus d'adeptes afin d'expliquer l'univers contemporain de l'action collective.

Néanmoins, nous croyons que le concept de mouvement social, en tant qu'acteur qui vise une transformation sociale de son environnement, est encore pertinent afin d'aborder les mobilisations sociales actuelles. De même, les théories traditionnelles se renouvellent et proposent des éléments qui demeurent très utiles. Nous croyons cependant que les dynamiques de rescalorisation et de glocalisation méritent d'être intégrées dans un nouveau cadre conceptuel. C'est ce que nous proposons dans ce chapitre.

À la suite de la conférence internationale de Gatineau de septembre 2003, Favreau, Larose et Fall (2004, p. 3) ont avancé l'hypothèse suivante : « une nouvelle tendance a surgi qu'il ne faut pas sous-estimer, à savoir que, avec la dernière décennie (1990-2000), de nouveaux mouvements socioéconomiques et sociopolitiques sont apparus ». Noiseux (2004) observe d'ailleurs une seconde rupture dans l'évolution des théories et approches des mouvements sociaux qu'il situe en 1989 avec la chute du mur de Berlin et la progression de la mondialisation néolibérale. Selon Boucher et Favreau (1997), la montée du néolibéralisme entraîne les mouvements sociaux à se redéfinir et à adopter une attitude défensive, par exemple la protection des programmes sociaux, et offensive, notamment en mettant de l'avant un nouveau modèle de développement.

Le cadre théorique qui sous-tend cette recherche postule que le contexte actuel, marqué par un processus de glocalisation et l'avènement d'une société post-fordiste, a donné naissance à un nouveau type de mouvement social, qui se distinguerait des générations précédentes au niveau des répertoires d'action collective, de l'identité collective, des valeurs promues, du mode d'organisation et du rapport à l'adversaire. Ce nouveau type de mouvement est un mouvement glocal qui se structure en réseau à l'échelle globale et qui est composé de groupes et d'individus enracinés dans des contextes territoriaux spécifiques.

Dans un premier temps, nous traiterons de l'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS), et plus spécifiquement les travaux d'Alberto Melucci, afin de nous doter d'outils pour l'analyse de l'action collective et des mouvements sociaux, tout en bonifiant ces perspectives avec les travaux d'autres chercheurs afin de rendre compte des nouvelles opportunités offertes aux mouvements sociaux et qui ont un impact sur leurs actions

collectives. Dans un deuxième temps, nous aborderons les études des chercheurs Neil Brenner et Erik Swyngedouw, sur la rescalorisation, et Ulrich Beck, sur le contre-pouvoir, afin d'identifier les impacts de la rescalorisation sur les mouvements sociaux et les nouvelles opportunités qui se présentent à eux. Enfin, nous proposerons une conceptualisation des stratégies locales qu'entreprennent certains mouvements sociaux contemporains.

## **2.1 La théorie des nouveaux mouvements sociaux revisitée**

Selon Melucci, le mouvement social se présente comme une « nébuleuse aux contours incertains et à la densité variable » (Melucci, 1993, p. 189). Les mouvements sociaux contemporains prennent la forme de réseaux de solidarité dans lesquels les significations culturelles sont très prégnantes. Ce sont des systèmes d'action complexes où l'identité collective se construit au fil des échanges, dans les négociations et conflits entre les acteurs. En outre, les relations externes, notamment avec le politique et les opposants définissent une partie des possibilités et des contraintes des mouvements sociaux (Melucci, 1996, p. 4).

La définition que propose Melucci du mouvement social constitue un concept analytique et non pas une généralisation empirique. Selon lui, les mouvements sociaux doivent rencontrer trois caractéristiques:

A movement is the mobilization of a collective actor (i) defined by specific solidarity, (ii) engaged in a conflict with an adversary for the appropriation and control of resources valued by both of them, (iii) and whose action entails a breach of the limits of compatibility of the system within which the action itself takes place (Melucci, 1996, p. 30).

Nous retrouvons ici les trois phares de la théorie des NMS, que Touraine désigne comme l'identité, l'opposition et la totalité, alors que Castells parle d'identité, d'adversaire et de projet sociétal. Nous nous attarderons maintenant plus en détail sur ces dimensions de l'action collective, car c'est par leur analyse que l'on peut appréhender le concept de mouvement social.

### 2.1.1 Le concept d'identité collective

Le concept d'identité collective est au cœur de l'analyse des mouvements sociaux. Melucci (1996) accorde de l'importance au concept d'identité parce que c'est une façon de comprendre comment un collectif devient un collectif. Pour les précédentes générations de mouvements sociaux, notamment le mouvement ouvrier, c'était la condition, la classe sociale qui était plus pertinente pour expliquer la naissance d'un mouvement et qui déterminait son identité. Aujourd'hui, les mouvements sociaux ne proviennent pas d'une classe ou d'une condition sociale homogène, l'identité n'est donc pas construite selon un rapport de production (Boucher et Favreau, 1997).

L'identité collective implique un travail de *définition cognitive* de la finalité, des moyens et du domaine de l'action, qui s'opère au moyen d'un langage commun à une partie ou à l'ensemble de la société. Bien qu'orienté sur des facteurs culturels partagés, ce processus cognitif n'implique pas des structures de production de sens homogène, données à l'avance, mais est plutôt construit dans l'interaction et n'est pas exempt d'un calcul rationnel. Il y a donc un réseau de *relations actives* entre les acteurs qui s'influencent et négocient pour prendre des décisions. En outre, l'identité collective se construit nécessairement grâce à un *investissement émotionnel* qui permet aux individus d'avoir le sentiment d'appartenir à une unité commune. Cette part d'émotion ainsi que la construction de sens orientée par l'identité collective garantissent que l'action collective ne sera pas guidée par un simple calcul rationnel.

Toujours selon Melucci (1996, p. 71), le concept d'identité doit nécessairement rencontrer les trois critères suivants : la continuité d'un sujet dans le temps et son adaptation à l'environnement, la délimitation de ce sujet par rapport aux autres, ainsi que l'habilité à reconnaître les autres et à être reconnu.

Le premier critère souligne le caractère contradictoire de l'identité qui a un aspect de permanence et un aspect constructiviste, où l'identité évolue dans l'interaction. Melucci (1996) souligne d'ailleurs qu'il faudra revoir le concept d'identité collective afin de mieux

mettre en lumière la dialectique entre structure et production de sens qui opère dans la construction de l'identité. Afin de surmonter cette contradiction, Melucci (1996, p. 70), suggère que l'identité collective est un processus qu'il faut comprendre avec une approche constructiviste. Il souligne alors l'habileté d'un acteur collectif de reconnaître les effets de ses actions et de s'en attribuer la responsabilité (Melucci, 1996, p. 73). Ceci implique que les acteurs sont capables de réflexivité, qu'ils partagent un sentiment d'appartenance et qu'ils peuvent apprécier l'effet de la durée.

Individuals and groups acting collectively construct their action by means of organized investments: in other words, they define in cognitive and affective terms the field of possibilities and limits which they perceive, and they simultaneously activate their relationships to create meaning out of their joint behaviour, so as to give sense to their 'being together' and to the goals they pursue (Melucci, 1996, p. 39).

Toutefois, ces explications apparaissent insatisfaisantes pour comprendre la formation des identités collectives des mouvements sociaux sans l'apport structurant des classes sociales. Nous proposerons ici quelques pistes issues d'une littérature plus large concernant l'impact de la mondialisation sur les mouvements sociaux, l'identité territoriale ainsi que l'identité individuelle.

Selon Boucher et Favreau (1997, p. 126), les identités collectives, qui sont multiples, deviennent prioritaires par rapport à l'opposition à un adversaire pour les mouvements sociaux. On pourrait postuler que ceci est en lien avec un adversaire devenu flou, comme nous le verrons dans la section suivante. Dans le contexte actuel, l'identité collective serait plus circonscrite, davantage ancrée à l'échelle locale, ce qui n'exclue pas des liens internationaux, au moyen des réseaux.

En effet, la mondialisation et l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication engendrent des reconfigurations territoriales qui renforcent et facilitent la connexion d'éléments en réseau (Klein 1999; Castells 2004), l'identité semble obéir à cette logique. «Par ailleurs, les réseaux renforcent l'identité locale en favorisant le passage au-dessus de certains niveaux intermédiaires dans l'architecture identitaire» (Simard 2000, p.

16). Pour Isin et Wood (1999), l'organisation des identités est fragmentée et se présente en une toile qui s'étend à l'échelle globale.

Tarrow et Della Porta (2005, p. 237) identifient d'ailleurs un nouveau type d'activistes qu'ils nomment les « rooted cosmopolitans », soit des individus et des groupes enracinés dans des contextes spécifiques, mais qui s'engagent dans des activités régulières qui nécessitent leur implication dans des réseaux transnationaux de contacts et de conflits. Ils ont par ailleurs des appartenances multiples, provenant d'une base sociale diversifiée et sont souvent membres de plusieurs organisations, ainsi que des identités flexibles qui voient la diversité comme un apport positif. C'est aspect est selon nous très important car il indique que l'engagement de l'individu envers une cause est prioritaire à l'enrôlement au sein d'une organisation. Ceci indique également que les réseaux peuvent accueillir à la fois des organisations et des personnes, et que les mouvements sociaux ne sont pas seulement formés par des organisations mais aussi par des individus.

L'identité serait donc à la fois locale, ou circonscrite, et connectée au global. L'hypothèse qu'avancent Boucher et Favreau est que « cette tendance [à s'identifier à une échelle locale] rencontre une volonté de solidarité plus proche et immédiate, dans le but de se protéger des effets du néolibéralisme » (Boucher et Favreau, 1997, p. 127), ce qui ne conduit pas uniquement à l'adoption d'une attitude défensive.

Mais plus encore, l'identité n'est pas donnée à l'avance, elle est plutôt construite par l'individu qui, par l'exercice de sa subjectivité, acquiert des caractéristiques collectives : « [...] l'appropriation des caractéristiques collectives reçues est le vecteur d'une singularisation personnelle. L'appartenance est subjectivante parce qu'elle est revendiquée, et elle est cultivée par la subjectivation qu'elle produit » (Gauchet, 1998, p. 92).

Enfin, la construction identitaire d'un mouvement social doit être basée sur un principe de solidarité plutôt que d'agrégation. La définition de solidarité, soit la reconnaissance de former une même unité sociale (Melucci, 1996, p. 23) est plutôt vague, notamment en raison du terme unité sociale. Par contre, la définition de l'agrégation est plus claire:



(a) Aggregative orientations do not involve solidarity and they only express spatio-temporal contiguity; (b) they can be broken down to the level of the individual without the loss of their morphological features; and (c) they are wholly oriented towards the outside rather than towards the group (Melucci, 1996, p. 23).

Compte tenu de cette définition, un mouvement où l'on rencontre de la solidarité implique davantage qu'une simple proximité spatio-temporelle des acteurs. Ensuite, la solidarité implique que le mouvement est davantage que la somme de ses différentes composantes. Enfin, la solidarité conduit les acteurs à déployer des actions qui assurent un *entretien* du mouvement afin de garantir son évolution à long terme.

### 2.1.2 Le rapport à l'adversaire

La définition analytique du mouvement social de Melucci impose l'identification d'un adversaire avec qui le mouvement entre en conflit pour l'appropriation de ressources qui ont de la valeur pour les deux parties. Cependant, à l'instar du mouvement social, qui ne se fonde plus sur la provenance d'une même classe sociale, l'adversaire ne peut être identifié à un ensemble homogène d'acteurs ni à une position précise. Il peut également être qualifié de « nébuleuse ».

En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre I avec la réorganisation du pouvoir et le processus de rescalorisation, nous savons que certaines fonctions et pouvoirs autrefois assumés par l'État se retrouvent maintenant à d'autres échelles, sans pour autant être totalement abandonnés par l'État. Tarrow et Della Porta soulignent d'ailleurs l'apparition de nouveaux opposants identifiés par les mouvements sociaux contemporains. Certaines institutions internationales comme le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale sont de plus en plus ciblées et tiennent un rôle important dans la structuration des luttes domestiques et internationales, ce qui engendre aussi de nouvelles campagnes et de nouvelles organisations, par exemple Attac. Le rôle de l'adversaire apparaît donc toujours structurant puisque de nouveaux types d'action collective ont vu le jour pour protester contre ces cibles

internationales, notamment les contre-sommets ainsi que le boycott de certaines multinationales.

Ainsi, on multiplie les échelles avec lesquelles les mouvements sociaux entrent en conflit. Le passage de prérogatives de l'État vers le privé rend également l'adversaire plus insaisissable puisqu'il échappe au besoin de légitimation démocratique. De plus, selon Beck (2003) le capital transnational n'est pas un acteur mais une myriade d'intérêts convergents bien qu'hétérogènes, ce qui fait sa grande force.

Le « capital » est un terme cumulatif désignant des actes non coordonnés qui sont le fait d'entreprises isolées, de flux financiers, d'organisations supranationales (l'OMC, le FMI), et dont les *résultats* – au sens d'une *politique comme conséquence secondaire* – font pression, de façon plus ou moins inaperçue ou involontaire, sur les États, et accélèrent ainsi la dissolution de l'ancien jeu « État national » (Beck, 2003, p. 48).

Dubet (2004) fait le constat de ce caractère flou et insaisissable de l'adversaire lorsqu'il parle des mouvements syndicaux contemporains, ce qui génère nombre de tensions au sein du mouvement lorsque vient le temps de déterminer l'échelle d'action. Dans ce contexte, il est logique que l'identité collective des mouvements sociaux se structure moins qu'auparavant dans le rapport d'opposition. Cela ne signifie évidemment pas que les conflits n'existent plus, mais tout le contraire alors que l'on voit surgir de nouveau types de conflits « qui prennent l'allure de la révolte et en même temps d'un cri pour un droit à l'existence » (Dubet, 1987, cité dans Boucher et Favreau, 1997, p. 126). Et bien sûr, ceci a un impact sur les stratégies d'action collective.

### **2.1.3 Les structures organisationnelles**

Il est largement admis que les mouvements sociaux contemporains se structurent en réseau (Castells, 2004 ; Melucci, 1996). Selon Beck (2003, p. 439), un des atouts des mouvements est justement qu'ils se meuvent dans un espace transnational, par des réseaux, tout comme le capital. Les sociétés actuelles ne sont plus dorénavant limitées par la géographie et suivent le même parcours que les appartenances identitaires, dans un maillage glocal.

Cependant, comme le souligne Melucci (1996, p. 328), cette architecture est celle qui prévaut pour la majorité des mouvements sociaux lors de la période d'émergence. Ce fut le cas pour le mouvement ouvrier et autres mouvements imbriqués dans les premières étapes du capitalisme. Puis, normalement, une structure plus formelle, qui comprend une division du travail et la spécialisation des fonctions, de même qu'un leadership et un système de normes, est mise en place. Toutefois, en ce qui concerne les mouvements sociaux contemporains, Melucci (1996) souligne que la structure organisationnelle est plus informelle et flexible.

Les possibilités ouvertes par les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), particulièrement via Internet, ont certainement un rôle important à jouer dans cette nouvelle tendance. Elles favorisent non seulement la connexion de réseaux d'activistes, le renouvellement de l'action collective et la création de nouvelles formes de lutte sociale, par exemple le cybermilitantisme, mais serait également, selon Bennett (2005), la base d'une nouvelle forme organisationnelle, à l'instar des forums sociaux et d'autres types de réseaux faiblement structurés (Tarrow et Della Porta, 2005, p. 241). Comme nous l'avons mentionné au cours du chapitre I, le fonctionnement en réseau, via l'Internet, permet non seulement de nouvelles formes d'interaction sociale, de mobilisation et de prise de décision mais aussi l'avènement d'une nouvelle culture politique dépourvue d'autorité centrale permettant ainsi une relation instantanée entre le local et le global (Castells, 2004).

En faisant référence à Derrick de Kerckhove (*L'intelligence des réseaux*, 2000), Bellerose (2003, p. 293) souligne que la figure du réseau apparaît comme la structure organisationnelle permettant, non seulement la mise en commun des savoirs de la planète entière, mais également la rencontre des identités multiples et diverses dans une logique ouverte et non-totalisante.

#### 2.1.4 Les actions collectives

Melucci (1996, p. 20) définit l'action collective comme étant :

[...] a set of social practices (i) involving simultaneously a number of individuals or groups, (ii) exhibiting similar morphological characteristics in contiguity of time and space, (iii) implying a social field of relationship and (iv) the capacity of the people involved of making sense of what they are doing.

Toutefois, action collective n'est pas synonyme de mouvement social et il faut prendre en compte l'orientation de l'action ainsi que le système de relations sociales affectées par l'action afin d'attribuer ou non une action collective à un mouvement social (Melucci, 1996).

Il faut d'abord déterminer si l'action collective est une réaction à une crise ou l'expression d'un conflit :

[...] the crisis denoting breakdown of the functional and integrative mechanisms of a given set of social relations. [...] A *conflict*, on the other hand, is defined by a struggle between two actors seeking to appropriate resources regarded by each as valuable (Melucci, 1996, p. 22).

Melucci identifie trois niveaux d'analyse afin de saisir l'orientation de l'action collective. Le premier concerne l'acteur collectif. Certaines actions impliquent une *solidarité*, c'est-à-dire que les acteurs sont reconnus et se reconnaissent entre eux comme étant issus de la même unité sociale. D'autres actions impliquent un processus d'*agrégation*, qui résulte de la proximité spatio-temporelle d'une multiplication répétée de comportements individuels (Melucci, 1996, p. 23). Ces actions sont normalement en réaction à des crises et joignent, au moyen d'une croyance commune qui amène une certaine identification, des actions séparées. L'action d'un mouvement social, caractérisée par la solidarité, peut toutefois connaître des processus d'agrégation sporadique, par exemple lors d'une manifestation de masse.

Le deuxième niveau concerne le contrôle des ressources qui ont de la valeur pour les différents acteurs. Il peut y avoir *conflit* pour le contrôle de ces ressources ou *consensus* sur les règles et procédures qui en assurent le contrôle. Le troisième niveau se rapporte aux limites de compatibilité du système de relations sociales dans lequel se déroule l'action,

c'est-à-dire « the range of variability in systemic states that enables a system to maintain its structure (or the set of elements and relations that identify the system as such) » (Melucci, 1996, p. 24). Certaines actions occasionnent des brèches dans ces limites, ainsi elles altèrent la structure du système, alors que d'autres actions ne les atteignent pas.

Mais le conflit doit rencontrer plus de critères qu'une simple rupture avec les limites de compatibilité du système; il doit y avoir identification d'un adversaire et présence de ressources ou de valeurs en jeu. Sans ces deux éléments, on parle de *déviance*. Ensuite, lorsque le conflit demeure dans les limites de compatibilité du système, selon la volonté des acteurs en présence et où l'on rencontre de la solidarité, on parle de *compétition*. C'est normalement la forme d'action qui correspond aux grandes organisations ainsi qu'aux systèmes politiques. Enfin, une autre forme d'action collective est la *réaction*, lorsque la solidarité s'emploie à défendre l'ordre social même s'il faut creuser une brèche dans les limites de compatibilité du système (Melucci, 1996).

Il faut enfin définir le système de relations sociales, interprété comme une structure analytique différenciée par la nature des liens sociaux, dans lequel se déroule l'action (Melucci, 1996, p. 25). On distingue quatre types de système de relations sociales :

(1) the system that *ensures the production* of a society's resources; (2) the system that *makes decisions* about the distribution of these resources; (3) the system of roles which *governs the exchange* and deployment of the latter; and (4) the lifeworld or the system of *reproduction* in everyday life (Melucci, 1996, p. 27).

## 2.2 Rescalorisation et transnationalisation de l'action collective

L'ensemble des perspectives fournies par l'approche des nouveaux mouvements sociaux de Melucci est riche et utile pour analyser un mouvement social mais demeure toutefois limitée quand vient le temps d'aborder les caractéristiques spatiales du système de relations multiples dans lequel se déploie l'action collective. Or nous croyons qu'un regard plus large mérite d'être posé sur le contexte dans lequel s'insèrent les mouvements sociaux contemporains puisque ce dernier fournit de nouveaux défis et de nouvelles possibilités aux mouvements sociaux, notamment en terme de stratégies territoriales.

Selon Swyngedouw (1997), la crise du modèle fordiste tire ses origines d'un processus progressif de reconfiguration des échelles avec l'internationalisation de l'économie dans la période d'après guerre, ainsi que des tensions issues de ces transformations. Dans les années 1980, les institutions étatiques ont utilisé l'idéologie néolibérale afin de légitimer leur propre rescalorisation et ainsi donner naissance à une nouvelle géométrie du pouvoir, la glocalisation. Il ne convient pas ici d'analyser les changements qui ont entraîné la crise du fordisme<sup>21</sup>, mais bien de voir comment l'État a redistribué ses pouvoirs de régulation depuis une configuration nationale dominante vers une géométrie du pouvoir qu'il convient de qualifier de globale, et comment la glocalisation qui en résulte est porteuse de nouvelles stratégies pour les mouvements sociaux.

Nous reviendrons donc sur les concepts annoncés dans le chapitre I. Tout d'abord la phase actuelle de rescalorisation, qu'il convient de situer suite à la crise du fordisme. Nous verrons également quel est l'impact des processus de rescalorisation du capital et du politique sur les mouvements sociaux. Nous poserons finalement un regard nouveau sur le concept de glocalisation afin de situer les stratégies globales des mouvements sociaux face à celles d'autres acteurs.

### **2.2.1 Le néolibéralisme, un capitalisme renouvelé**

Le compromis qui avait donné naissance au fordisme et à l'État keynésien s'est étiolé progressivement au cours des années 1970. Des travaux de Hayek et Friedman allait naître une nouvelle idéologie qui apporterait un sang neuf au capitalisme : le néolibéralisme (Peck et Tickell, 2002).

Dans les années 1980, suite à un test réalisé au Chili de Pinochet à partir de 1974 par les économistes de l'école de Chicago (les « Chicago Boys ») formés par Milton Friedman, deux

---

<sup>21</sup> Nous référons le lecteur au texte de Swyngedouw (1997) sur cette question.

figures politiques majeures, Reagan et Thatcher, allaient s'emparer du néolibéralisme pour lui donner un rôle nouveau : l'État néolibéral. Ses tenants tiennent le keynésianisme responsable des crises économiques des années 1970 et lui opposent le libéralisme économique (Peck et Tickell, 2002).

Le néolibéralisme a essaimé dans nombre de contrées à travers le monde, sous le poids d'une doctrine chaque fois plus étendue et avec une foi renouvelée dans les promesses du marché, auquel les États cédaient de plus en plus de terrain. Jusqu'à ce que, selon Peck et Tickell (2002), le néolibéralisme dicte les règles du jeu à l'échelle mondiale et se présente comme une macro structure de pouvoir, une forme de « métarégulation », malgré son discours prônant l'*antirégulation*. Mais il s'agit selon Hardt et Negri (cités dans Peck et Tickell, 2002) d'un projet idéologique en construction, qui fonctionne comme un système de pouvoir diffus, que l'on ne peut isoler, que ce soit au niveau de l'OMC ou d'un État.

Cette idéologie amène les États à changer et à revoir leurs interventions en ce qui concerne l'économie, les politiques sociales et la gestion de l'environnement. Ces aspects sont soumis à des soucis de compétition au sein du marché mondial. Brunelle et Deblock soulignent les effets de cette dynamique :

Depuis une décennie surtout [...] la globalisation des marchés et la sanction des politiques néo-libérales absolvent les États de leurs responsabilités en matière de défense des droits sociaux et de redistribution de la richesse, tout en confortant les entreprises dans leur stratégie d'expansion à tout prix, à n'importe quel prix. [...] Depuis lors, tout se passe en effet comme si chaque projet bilatéral, régional ou multilatéral d'intégration par les marchés venait confirmer un peu plus la marginalisation dont sont victimes les forces sociales en général, et le mouvement syndical en particulier. (Brunelle et Deblock, 1999, p.1).

Et ceci s'inscrit dans une entreprise de rescalorisation (*rescaling*) du pouvoir de l'État, rescalorisation dont il fut le premier protagoniste. Selon Bourdieu (1998a), ce sont les acteurs politiques qui ont le pouvoir d'aménager les conditions afin de transformer l'idéologie néolibérale en programme politique d'action et ce, au détriment des acquis collectifs :

Ce qui est affaibli, c'est ce que j'appelle la « main gauche » de l'État, (hôpitaux, services sociaux), les dominés du service public [...]. De son côté, la « main droite » de l'État (hauts fonctionnaires, énarques, etc.) professe et impose (aux autres) les principes néolibéraux (Bourdieu, 1998b, p. 11).

### 2.2.2 La rescalorisation stratégique de l'État

Ce changement en terme de rôle et de lieu de pouvoir rejoint les travaux de plusieurs chercheurs (Brenner, 2003; Boudreau, 2003 ; Swyngedouw, 1997, 2000 ; Jessop et Sum, 2000) qui soutiennent que l'État a rescalorisé une partie de ses prérogatives. La rescalorisation ou « rescaling » exprime le redéploiement et la redéfinition de l'autorité, de la politique et des fonctions étatiques de régulation vers d'autres échelles territoriales, infranationales et supranationales, mais également vers les sphères du privé ou du semi-privé (Brenner, 2003; Boudreau, 2003). L'application de politiques néolibérales dans les années 1980 est à l'origine du processus de rescalorisation que connaissent les sociétés contemporaines, un processus qui n'est d'ailleurs pas nécessairement opéré de façon consciente et explicite par un ensemble complexe d'acteurs, dont les représentants élus.

Swyngedouw (1997) illustre ce processus de rescalorisation avec certains changements opérés dans le contexte national lors de la transition vers le néolibéralisme. Le capital rompt avec le compromis historiquement établi avec les mouvements ouvriers et relocalise la régulation travail-capital, en particulier en ce qui a trait au salaire et aux conditions de travail. En fait, plusieurs missions étatiques sont abandonnées au marché ou réorganisées au niveau local, ce dernier étant entendu comme une échelle infranationale. Ceci occasionne des impacts importants :

Needless to say, this jumping of scales alters relative power positions, as interlocal cooperation is replaced by interlocal competition. This situation increases the power of those that can jump scales vertically or horizontally at the expense of those trapped in the confines of their local, community space (Swyngedouw, 1997, p. 157).

Par ailleurs, la même tendance se répète en ce qui concerne l'État providence qui est soit altéré, localisé et/ou privatisé. Dans ce cas ce n'est pas la relation entre les lieux qui est transformée, mais la relation entre les individus par des processus d'exclusion sociale, culturelle, économique ou ethnique.



Dans ce contexte, l'intervention de l'État est transférée vers des instances infranationales où elle devient l'apanage des partenariats public-privé (PPP) qui engagent les lieux dans une pratique et une idéologie entrepreneuriales afin de prendre place dans une compétition interurbaine de plus en plus intense (Harvey, 1989). Mais l'intervention de l'État s'est également déplacée vers le haut, vers des institutions supranationales qui s'efforcent de réguler l'économie globale, par exemple celles vouées au commerce comme l'Union Européenne, l'OMC, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ou l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), ainsi que d'autres regroupements informels comme le G-8 ou le Forum économique mondial.

Ce processus illustre certains des changements qui ont eu cours progressivement dans l'économie mondiale sous le fordisme, alors que certaines formes de capital, le capital financier par exemple, ont réussi à s'affranchir des institutions de régulation nationale et ainsi à transnationaliser leurs opérations. Le compromis entre le capital et l'État fut graduellement remplacé par une compétition accrue entre des firmes « globales » (Swyngedouw, 1997) qui, grâce à une mobilité grandissante, capitalisèrent sur les avantages comparatifs des lieux (Jessop et Sum, 2000). En outre, la financiarisation de l'économie mondiale allait soumettre chaque jour davantage le monde de la production à la spéculation du capital. Cette rescalorisation ne peut être attribuée au seul effet de l'idéologie néolibérale et cette « métaréglulation » répondait aux besoins de rejoindre les nouvelles échelles d'accumulation du capital.

Cependant, cette rescalorisation ne saurait se limiter à la description de l'actuelle phase de reconfiguration des espaces et des échelles de pouvoir. Swyngedouw (2000) insiste sur le fait que les processus de circulation et d'accumulation du capital renversent, transforment les configurations spatiales et les échelles du pouvoir par un travail continu de reconfiguration spatiale qui donne aussi naissance à de nouveaux espaces. En fait, les changements engendrés par le capitalisme auraient toujours des impacts spatiaux :

The essence of capitalism, as Schumpeter showed a long time ago, about perpetual creative destruction in which 'everything that is solid melts into air', but this always happens through geographical change and geographical restructuring (Swyngedouw, 2000, p. 64).

En fait, le processus de rescalorisation entamé dans les années 1980 a ceci de particulier qu'il transfère la régulation politique vers d'autres instances, et à de nombreuses échelles dans le spectre scalaire et jusque dans le monde du privé. Il apparaît clairement qu'à l'instar du capital, le politique a pu, grâce à sa rescalorisation, accroître à la fois sa liberté et sa mobilité. Il s'agit là d'une stratégie glocale.

### 2.2.3 La glocalisation, ou le processus actuel de rescalorisation

La phase actuelle de rescalorisation trouve une nouvelle compréhension dans le concept de glocalisation, qui permet d'éclairer les nouvelles dynamiques et la rescalorisation à la fois dans les domaines politique et économique, mais encore dans le social et le culturel. On a souvent attribué une définition très spécifique au concept de glocalisation. Originellement, la glocalisation fut utilisée pour décrire les stratégies de localisation des firmes japonaises, que l'on voulait différencier des stratégies de globalisation des firmes états-uniennes (Jessop et Sum, 2000, p. 2294)

Mais le concept de glocalisation a évolué et est utilisé aujourd'hui pour décrire différentes dynamiques. Brenner se réfère par exemple à quatre phénomènes distincts lorsqu'il définit les concepts de glocalisation, de glocal ou d'orientation glocale :

- (1) The impact of the after-Fordist global– local restructuring or rescaling of the national territorial state so that it becomes a 'glocal' state—i.e. a polymorphic, hollowed-out, denationalised, multitiered or multiscalar form of state territorial organisation that is the national equivalent to the urban 'exopolis' as an expression of post-Fordist capital accumulation.
- (2) The 'glocally oriented' rescaling strategies of national states to enhance the locational advantages and productive capacities of cities and regions in their territorial jurisdictions as maximally competitive nodes in the global economy and/or to enforce the devalorisation and revalorisation of capital within declining cities and regions.
- (3) Changes in cities themselves as they become massive, polycentric urban regions, megalopolises or exopolises that are turned 'outside in' and 'inside out' due to new global– local scale geometries, which entail an increasingly dense 'superimposition and interpenetration' of multiple, overlapping sub-state and suprastate scales.

- (4) The internationalisation of policy regimes through the roles of supranational agencies such as the EU, the IMF and the World Bank in regulating and restructuring the internal territorial spaces of national states (Brenner, 1997a, 1997b, 1998, 1999a, 1999b, dans Jessop et Sum, 2000, p. 2294).

Pour Jessop et Sum (2000), la glocalisation apparaît comme un concept utilisé à toutes les sauces dès lors que l'on veut évoquer des interactions entre le global et le local. Pour les auteurs, la véritable glocalisation demeure l'apanage des firmes qui cherchent à tirer profit de particularités locales afin de rehausser leurs opérations globales. Les autres stratégies que l'on dit globales proviennent de différentes catégories d'acteurs qui déploient plutôt des stratégies multiscalaires, des liens directs entre le global et le local ou encore des stratégies transversales.

Par ailleurs, ils différencient la glocalisation de ce qu'ils appellent la *glurbanisation* et qui correspond aux stratégies des villes qui veulent améliorer les avantages comparatifs relatifs à leur localisation afin d'attirer un type de capital mobile et/ou pour sécuriser un capital local (Jessop et Sum, 2000, p. 2295). Dès lors, ils proposent des distinctions opératoires entre les concepts de glocalisation et de glurbanisation, tel que reproduites dans le tableau 1.1. Pour les auteurs les deux concepts sont complémentaires et permettent de saisir les éléments extra-économiques qui sont souvent oubliés lors d'analyses de dynamiques de glocalisation. Ils insistent également sur la nécessité d'incorporer la dimension temporelle, elle aussi trop souvent oubliée, dans l'analyse de ces processus.

Ainsi, ils mettent en lumière l'importance de la dimension temporelle avec l'exemple d'une forme de gouvernance chronotopique à Hong Kong qui a créé de nouvelles pratiques organisationnelles. Cette structure permet aux détenteurs des capitaux de s'entendre avec les détenteurs du pouvoir afin de faciliter leurs opérations, mais également afin d'entrer en contact avec une série d'acteurs locaux qui font office de sous-traitants pour les entreprises, leur permettant ainsi de maximiser leurs opérations et de sauver du temps.

**Tableau 2.1**  
**Glurbanisation versus glocalisation**

	<b>Glurbanisation</b>	<b>Glocalisation</b>
<b>Strategic Actors</b>	Cities (perhaps as national champions)	Firms (perhaps in strategic alliances)
<b>Strategies</b>	Place – and space – based strategies	Firm – or sector – based strategies
<b>New scales of activities and temporalities</b>	Create local differences to capture flows and embed mobile capital	Develop new forms of scalar and/or spatial division of labour
<b>Chronotopic governance</b>	Re-articulate time and space for structural or systemic competitive advantages	Re-articulate global and local for dynamic competitive advantages

Source: Jessop et Sum, 2000, p. 2296

De son côté, Swyngedouw (1997, p. 156) propose la définition suivante de la glocalisation qui nous renvoie également aux sphères du politique et de l'économique :

[Glocalization] refers to (1) the contested restructuring of the institutional level from the national scale both upward to supranational and/or global scales and downward to the individual body, the local, the urban, or regional configurations, and (2) the strategies of global localization of key forms of industrial, service, and financial capital (see Cooke et al., 1992).

Mais tant de définitions différentes et pourtant logiques indiquent que l'on ne peut restreindre le concept de glocalisation aux stratégies d'un acteur particulier, qu'il s'agisse de la firme ou de l'État, bien qu'éventuellement ces stratégies correspondent à des formes, objectifs et résultats différents pour l'économique et le politique. Selon nous, la glocalisation correspond davantage à un processus dynamique issu des distorsions du temps et de l'espace permises par l'expansion de la mobilité grâce aux nouvelles technologies et facilitées par de nouvelles instances de gouvernance chronotopique, transformant les relations entre toutes les échelles, du global au local, ainsi que les relations entre les échelles temporelles et spatiales, selon une géométrie réticulaire instable. Les nouvelles technologies d'information et de communication

(NTIC) accroissent en effet la mobilité du social, de l'économique, du culturel et du politique en « annihilant l'espace par le temps », permettant ainsi un mouvement rapide d'un endroit à l'autre (Swyngedouw, 1997, p. 155). Cette configuration ouvre donc la voie vers de nouvelles possibilités.

Par la mise en place de nouveaux espaces de gouvernance, les acteurs peuvent réarticuler le temps et l'espace, c'est-à-dire opérer des réarticulations chronotopiques, selon le concept de Jessop et Sum (2000), afin de déployer des stratégies glocales pour atteindre leurs objectifs, stratégies qui peuvent prendre des formes variées. L'une des figures de cette stratégie spatiale est l'utilisation de l'Internet qui permet un lien instantané entre le local et le global (Castells, 2004). Il s'agit donc d'une nouvelle façon d'utiliser l'espace, de voyager pour atteindre une échelle avec un minimum de déplacement.

Ainsi, la distinction entre la glocalisation et la glurbanisation proposée par Jessop et Sum (2000) et celles de Swyngedouw (1997) entre la rescalorisation de l'État et les stratégies du capital pourraient être remplacée par une distinction entre les stratégies glocales du politique et les stratégies glocales du capital, que l'on pourrait également distinguer des stratégies glocales d'autres types d'acteurs, notamment les mouvements sociaux.

#### **2.2.4 Les changements dans la dimension spatiale de l'action collective**

Les mouvements sociaux réagissent à la glocalisation du pouvoir. Ils opèrent une contestation à de nouvelles échelles et ciblent de nouvelles institutions.

Those strategies have become one of the few avenues open to contest and express citizenship rights. In sum, the rise of the 'glocal' state is accompanied by new forms of social movements and new sorts of voicing and mediating social conflict (Swyngedouw, 2000, p. 74).

Ce renouveau s'explique aussi par ce que Beck (2003) appelle *Deuxième Modernité*. Beck démontre que l'État possède une forte légitimation mais une faible domination alors que le marché, à l'inverse, comporte une faible légitimation et une forte domination. C'est ce qu'il

nomme une « asymétrie de la légitimation et de la domination » (Beck, 2003, p. 431). Dans tous les cas, on assiste à une baisse de la légitimation démocratique puisque l'exercice du pouvoir, surtout de l'économie mais aussi des gouvernements, s'exerce hors du champ institutionnalisé de l'espace national. Ce phénomène entraîne de nombreuses conséquences :

La *délégitimation de la domination* est donc la résultante, la ligne évolutive centrale du passage de la Première à la Deuxième Modernité ; elle se rapporte à :

- la domination transnationale de l'économie mondiale ;
- elle inclut d'une part la privatisation des missions étatiques ainsi que la migration des fonctions propres à l'État vers l'économie mondiale ;
- d'autre part, la transnationalisation des États conduit à des formes et à des stratégies de coopération interétatiques,
- ainsi qu'à l'apparition de régimes internationaux : *governance without government* (Beck, 2003 : 432).

Dans ce contexte, les mouvements réagissent aux dangers que représentent pour eux le déficit démocratique occasionné par les décisions et l'exercice du pouvoir du capital transnational. « En ce sens, les mouvements de défense de la société civile globale sont les avocats, les créateurs et les juges des valeurs et des normes globales » (Beck, 2003, p. 435). De cette façon, ils jouent le rôle des gardiens de la conscience des populations et ils opèrent une certaine dramaturgie dans la dénonciation des injustices afin de soulever le courroux et l'irritation de l'opinion publique, en présentant des témoignages de vie. L'instrument de contre-pouvoir de la société civile, qui est également une société de consommation, un « client global » (Beck, 2003), réside donc aussi dans l'opinion publique, par la révélation de la vérité que les États et les acteurs de l'économie mondiale cachent à la population. De plus, ils imposent de nouvelles exigences, par exemple, au niveau de l'environnement : « ils transforment aussi les concepts et les cadres perceptifs des controverses publiques. Il en résulte que les réseaux ne sont pas seulement des « entrepreneurs *moraux* » mais aussi des « entrepreneurs *catégoriels* » » (Beck, 2003, p. 439). La légitimation de ces mouvements est donnée par ce rôle qu'ils exercent de manipulation stratégique de l'information, qui les installe dans le triangle de pouvoir État – capital – société civile. Cette position est tout de même fragile puisqu'ils doivent sans cesse soutenir leur autoproclamation et leur autolégitimation.

Le rapport des mouvements sociaux à l'État est transformé sous le coup de cette nouvelle géométrie du pouvoir. Le redéploiement de fonctions et le réaménagement des institutions accroissent le nombre de responsables politiques et redistribuent le pouvoir. Ainsi, on assiste à une modification de l'espace de référence de l'action collective, qui n'est plus basé sur l'échelle nationale, sans pour autant que celle-ci ne perde toute importance. En conséquence, les mouvements sociaux investissent de façon croissante l'échelle mondiale, notamment par des actions collectives transnationales. Pour Tarrow et Della Porta (2005, p. 2), la transnationalisation de l'action collective correspond à des campagnes internationales coordonnées par des réseaux d'activistes contre des acteurs internationaux, d'autres États ou des institutions internationales. Il ne s'agit pas d'un phénomène particulièrement récent. Néanmoins, certaines expériences de transnationalisation réalisées depuis la moitié des années 1990 se démarquent des pratiques antérieures car de nouvelles opportunités de mobilisation se sont offertes aux mouvements sociaux.

Mais les mouvements sociaux ont aussi révisé leurs stratégies d'action à l'échelle nationale, notamment en forçant une redéfinition de l'intervention étatique et en favorisant des relations soutenues et des partenariats avec des acteurs locaux, comme l'ont illustré la Marche des femmes et le Sommet socioéconomique de 1996 au Québec:

En même temps, ils tendent à repenser leurs stratégies sur le plan national, comme l'ont montré au Québec la Marche des femmes et le Sommet socioéconomique, pour contrecarrer le projet néolibéral de privatisation des services, en proposant des modes de prestation plus communautaires, plus participatifs, plus décentralisés et proches de la population, dans des partenariats négociés entre les institutions publiques et les groupes communautaires, ainsi que dans une réorganisation du travail dans les services publics (Boucher et Favreau, 1997, p. 129).

Le cadre national n'est donc pas délaissé par les mouvements sociaux contemporains car les acteurs responsables du politique demeurent les États (Beck, 2003), c'est pourquoi les mouvements continuent de s'adresser à eux, ce qui les met dans une situation paradoxale où ils sont, d'une certaine façon, pour l'État car ils défendent sa légitimité institutionnelle, et contre lui, parce qu'il prend part à la mondialisation.

Les acteurs de la société civile globale sont pris dans un double dilemme : d'un côté, ils sont dépendants des États pour parvenir à imposer leurs objectifs, mais d'un autre côté, ils sont des adversaires fondamentaux des États et des grands groupes. D'un côté, la

condition de leur succès est qu'ils convertissent pour ainsi dire les États aux valeurs de la société civile – droits de l'homme, protection de l'environnement, etc. -, mais de l'autre, leur succès les rendent superflus et l'accolade coopérative des États et des grands groupes les étouffe – les deux à la fois, comme c'est généralement le cas (Beck, 2003, p. 451).

Dans son étude, Boudreau (2003, p. 4) avance également que la rescalorisation aurait fourni de nouvelles occasions de mobilisation territoriale à l'échelle locale :

One of the hypotheses explored in this research is that there has been a strategic reterritorialization of citizen mobilization in the past decade and that this has explicitly politicized state territorial restructuring processes. It is suggested that the intensification of intergovernmental reform processes has created a situation of territorial flux, which has opened opportunities for citizens to develop their own territorial mobilization strategies, and thus challenging the state's monopoly over decisions on the territorial organization of the polity. Claims for local autonomy could be conceptualized as one manifestation of this strategic territorialization of civil society movements.

Cette hypothèse semble également valable pour des mouvements qui évoluent au niveau international et qui, plus spécifiquement, contestent le processus de mondialisation néolibérale. Selon Favreau, Larose, et Fall (2004), au cours des années 1990, les dynamiques internationales et transnationales liées à l'action collective ont connu un second souffle. Pour les auteurs, ces mouvements recherchent des alternatives à la mondialisation néolibérale et font la promotion d'expériences locales en branchant le « local » et le « global » (Favreau, Larose, et Fall, 2004).

Cependant, comme le souligne les auteurs, « [...] la seule mise en réseau à l'échelle internationale ne tient pas complètement la route si ces mouvements veulent pouvoir peser sur les politiques des États, des grandes organisations internationales et même des multinationales » (Favreau, Larose, et Salam Fall, 2004, p. 4). Il faut donc, selon eux, aménager des espaces de rencontre, à l'échelle mondiale, qui permettent l'élaboration de projets collectifs, et ce, pour plusieurs raisons : afin de saisir les grands enjeux, de plus en plus globaux, afin de développer des options qui prennent en compte la dimension globale reliée aux problèmes locaux, afin de produire une information alternative à celle des médias de masse, puis afin de créer de nouvelles alliances avec certaines institutions internationales, sensibles à ces alternatives (Favreau, Larose, et Fall, 2004, pp. 4-5).



La rescalorisation de l'action collective n'implique donc pas le passage d'un mouvement local ou national à un mouvement transnational ou global, ni le remplacement de leurs revendications, mais bien une transposition de ces revendications à l'échelle transnationale (Tarrow et McAdam, 2005) qu'ils enrichissent ensuite de leur expérience internationale. Melucci (1997, p. 18) affirmait d'ailleurs que,

Par leur action, [les mouvements sociaux] contribuent déjà à rendre visibles les défis planétaires et à établir une nouvelle zone politique transnationale au sein de laquelle les gens et les gouvernements pourront prendre la responsabilité des choix dramatiques auxquels les humains ont à faire face pour la première fois.

Nous retiendrons donc que l'impact majeur pour les mouvements sociaux de la reconfiguration du politique et du pouvoir est la perte de leur rapport central à l'État. Si les mouvements sociaux interagissent toujours avec l'État, ce rapport avec le politique s'est complexifié. Ils interagissent avec des acteurs publics et privés qui oeuvrent à plusieurs échelles ce qui a des implications importantes car les mouvements sociaux se confrontent à des entités, souvent insaisissables, dépourvues de légitimation démocratique. Dans ce contexte, les mouvements sociaux doivent s'adapter et ces changements sont visibles dans les formes organisationnelles ainsi que dans les actions collectives.

Comme nous l'avons suggéré dans le chapitre I, des mouvements sociaux comme le mouvement altermondialiste sont à l'origine d'actions collectives globales, ce qui les fait rejoindre des organisations économiques et politiques qui participent de la rescalorisation et donc de la mondialisation. Ils développent donc, à l'instar du politique et du capital, des stratégies d'action globales. Nous verrons maintenant plus en profondeur les distinctions à opérer entre les stratégies de ces différents acteurs.

### **2.2.5 Les stratégies d'action globale du politique, du capital et des mouvements sociaux**

À la lumière des réflexions amenées précédemment, nous avons pris la liberté de reprendre certaines des caractéristiques de la glurbanisation et de la glocalisation telles que proposées par Jessop et Sum (2000) afin de proposer des distinctions entre les stratégies glocales du capital, du politique et des mouvements sociaux que nous retrouvons dans le tableau 2.1.

Ainsi, l'objectif du politique lorsqu'il s'engage dans des stratégies glocales est d'imposer une certaine régulation au capital dans l'espace en l'attirant à l'aide d'avantages comparatifs qui le distingueront d'autres lieux potentiels de génération de capitaux. Il opère ainsi une rescalorisation de ses pouvoirs afin de créer, conjointement avec le capital, de nouveaux lieux de gouvernance chronotopique. Il peut, pour ce faire, créer de nouvelles institutions, accueillir le capital au sein d'institutions existantes ou sceller de nouvelles alliances à l'aide de partenariats public-privé. En rescalorisant ses pouvoirs, le politique, de nature peu mobile lorsqu'il est confiné dans des institutions dont la juridiction est territorialement ou sectoriellement limitée, accroît sa mobilité en multipliant les espaces où s'exerce le pouvoir. Comme bon nombre de ces espaces de pouvoir se situent hors des sphères démocratiques institutionnalisées, le politique échappe aussi, en partie du moins, aux exigences et contraintes de l'imputabilité. Le politique rescalorisé depuis l'État vers le réseau dynamique du pouvoir glocal opère en coulisse ou à de nouveaux endroits. L'action glocale du politique s'inscrit dans un horizon temporel à court terme, puisqu'il est soumis aux mouvements de capitaux qui fonctionnent à court terme. Il y a cependant une action à moyen terme puisque les structures peuvent être réaménagées afin d'attirer de nouveaux capitaux.

De son côté, l'objectif du capital lorsqu'il déploie des stratégies glocales est d'accroître l'accumulation du capital au moyen des avantages comparatifs offerts par les lieux de gouvernance chronotopique. En fréquentant ainsi ces nouveaux lieux, il accroît son pouvoir de même que sa liberté puisqu'il y est protégé par le politique. Il obtient ainsi des avantages compétitifs. Grâce à sa structure en firme, qui lui permet de déconcentrer ses activités en des unités spatiales, il se déplacera à nouveau rapidement et tirera profit d'avantages comparatifs à de nouveaux endroits.

Tableau 2.2

**Distinction entre les stratégies locales du politique, du capital et des mouvements sociaux**

<b>Acteur</b>	<b>Politique</b>	<b>Capital</b>	<b>Mouvements sociaux</b>
<b>Objectif</b>	Contrôler le capital dans l'espace	Accumulation de capital	Transformation sociale
<b>Relation à l'espace</b>	Immobile	Très mobile	Mobilité variable
<b>Stratégie</b>	Rescalorisation des pouvoirs	Fréquentation des lieux de pouvoir/dispersion	Mobiliser l'opinion publique
<b>Moyen</b>	Attirer le capital par des avantages comparatifs	Tirer profit des avantages comparatifs	Information
<b>Instrument</b>	Institutions, PPP	Firme, institutions, PPP	Réseau
<b>Gouvernance chronotopique</b>	Réarticuler le temps et l'espace pour offrir des avantages comparatifs structurels	Réarticuler le temps et l'espace pour obtenir des avantages compétitifs dynamiques	Réarticuler le temps et l'espace par le réseau pour des avantages qualitatifs et quantitatifs
<b>Impact</b>	Accroissement de la mobilité et réduction de l'imputabilité	Accroissement du pouvoir et de la liberté	Accroissement de la mobilité pour rejoindre les échelles de pouvoir
<b>Horizon temporel</b>	Court à moyen terme	Court terme	Long terme

Nous constatons que les stratégies locales du politique et du capital sont intimement liées. Swyngedouw (1997, p. 159) insiste d'ailleurs sur la réciprocité des processus de rescalorisation du politique et du capital : « Quite clearly, "glocalization" cannot be separated from "glocalizing" levels of governance ».

Pour leur part, les stratégies glocales des mouvements sociaux se distinguent de celles déployées par le politique et le capital sur plusieurs aspects : relation à l'espace et horizon temporel des acteurs, objectifs, moyens, instrument, gouvernance chronotopique, etc.

Ainsi, l'objectif des mouvements sociaux est d'engager une transformation de la société. Dans le cas des mouvements sociaux glocalux, comme le mouvement altermondialiste, ils doivent pour ce faire mobiliser l'opinion publique afin que la société dans son ensemble, en tant qu'électeurs et consommateurs, remettent en question les pratiques du politique et du capital et imposent de nouvelles exigences. Certes, d'autres stratégies telles que les pressions exercées par des lobbys ou encore les partenariats et d'autres formes de collaboration soutenue avec des acteurs politiques et économiques peuvent être mises de l'avant par des groupes qui composent le mouvement. Il n'empêche qu'afin de pouvoir s'insérer dans un rapport de force suffisant afin de déployer de telles actions, les mouvements doivent pouvoir compter avant tout sur une large base de militants.

Les réseaux permettent à divers mouvements sociaux de créer des alliances et de colliger l'information nécessaire parmi les différentes expertises des organisations impliquées afin de susciter cet effet. Les réseaux accroissent aussi le nombre d'activistes, ce qui permet d'avoir un poids plus important face à leurs adversaires et de rendre l'information qu'ils divulguent plus crédible. En mettant leurs ressources en commun au sein du réseau, les mouvements sociaux gagnent du temps et opèrent une division des tâches afin d'agir à diverses échelles. La mobilité des mouvements, qui est variable selon les ressources des différentes organisations, s'accroît ainsi et leur permet de rejoindre les diverses échelles de pouvoir. L'objectif de transformation sociale des mouvements sociaux les place dans un horizon à long terme. Les réseaux se présentent donc comme des structures qui peuvent survivre à la première action glocale.

### **2.3 Conclusion**

Le cadre conceptuel développé dans ce chapitre nous permettra d'aborder les trois objets d'étude que nous avons identifié en introduction. Il était selon nous indispensable de

conceptualiser comme nous l'avons fait le processus d'action globale car nous croyons, comme Melucci nous l'indiquait, que c'est par l'action collective que l'on peut analyser les mouvements sociaux. Le mouvement altermondialiste que nous étudions entreprend précisément des actions globales, en somme des actions liées à un objectif commun, qui se déroulent à différentes échelles et en différents lieux et qui sont coordonnées de façon plus ou moins intenses via les réseaux. Cette dynamique d'action et les effets qu'elle génère se situent à un domaine d'analyse macro.

Les organisations sont les cellules qui forment, avec les individus, les mouvements sociaux. Leur analyse se situe au niveau micro et elle est indispensable afin de comprendre le processus d'action globale puisque c'est d'elles qu'émane l'essentiel de l'action. Les organisations sont donc également la porte d'entrée afin d'étudier les mouvements sociaux. L'analyse méso correspond au point de contact de diverses organisations et qui deviendra potentiellement un réseau. Il peut s'agir d'organisations appartenant au même territoire, au même secteur d'action, ou les deux à la fois. Ce niveau est plus difficile à aborder puisqu'il se situe dans l'univers des relations sociales et ces interactions n'entraînent pas nécessairement une action. Dans les chapitres suivants nous pourrions néanmoins aborder, à l'aide de la dynamique québécoise, ces trois dimensions de l'action collective du mouvement altermondialiste.

### CHAPITRE III

#### LE QUÉBEC : UNE TERRE FERTILE POUR L'ALTERMONDIALISME

Au cours de l'histoire, il n'a pas été fréquent pour des mouvements sociaux d'investir l'échelle globale de façon directe<sup>22</sup>. Non seulement parce que de nombreux obstacles se présentent inévitablement en cours de route, mais encore parce que l'État représentait l'échelle hégémonique de régulation politique, et que le capital était beaucoup moins mobile et donc plus facile à confronter. Avec la crise du fordisme, la montée de l'idéologie néolibérale et les progrès technologiques, l'État « rescalorise »<sup>23</sup> ses instances de pouvoir et le capital accroît sa mobilité.

La rescalorisation du pouvoir de l'État est accompagnée de celle des actions collectives des mouvements sociaux et l'émergence de l'altermondialisme est le fruit d'un processus d'adaptation à cette nouvelle réalité qui s'est inscrit dans la durée. L'étude approfondie de ce mouvement pose la question de l'opérationnalisation de cette transformation. L'altermondialisme n'a pas surgit à travers le monde comme un mouvement *ex novo*, composé uniquement d'organisations nouvellement actives à l'international. Bien sûr, il rassemble des organisations récentes, plusieurs ONG internationales, mais également des groupes de plus longue tradition, dont plusieurs étaient surtout actifs à l'échelle locale, ou nationale et qui ont élargi leur échelle d'action.

---

<sup>22</sup> Certes, la plupart des mouvements sociaux, comme les mouvements ouvrier, des femmes, écologiste, etc., avaient des relations avec d'autres mouvements à l'international.

<sup>23</sup> En référence au processus de rescalorisation, de l'anglais *rescaling* auquel nous faisons référence dans la section 2.2 du chapitre II.

Les sociétés étant différentes, l'altermondialisme s'est répandu de façon inégale à travers le monde. La vitalité de ce mouvement dans les différents contextes nationaux est donc le fruit d'une évolution différenciée des luttes des organisations. Or, au Québec, le mouvement est particulièrement actif et nous essaierons, dans ce chapitre, de retracer les éléments particuliers qui ont permis l'émergence de ce mouvement avec tant de vigueur, ainsi que ceux qui ont pu ralentir sa progression en certaines occasions.

Dans la première section de ce chapitre, nous aborderons le contexte québécois du début des années 1980 afin de nous attarder aux premières réactions des mouvements sociaux québécois à la crise du fordisme et à la progression du néolibéralisme. Deuxièmement, nous nous pencherons sur la participation des organisations québécoises aux luttes contre les traités de libre-échange, des mobilisations que l'on situe fréquemment à l'origine de l'altermondialisme. Troisièmement, par l'exploration de certains mouvements sociaux altermondialistes, nous traiterons des changements qui s'opèrent graduellement au niveau des organisations et de l'importance de leur mise en réseau. Quatrièmement, nous nous attarderons sur les événements altermondialistes qui ont eu lieu au Québec depuis l'émergence du mouvement. Cinquièmement, nous divulguerons les résultats d'un sondage effectué au Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2005 afin de mieux comprendre comment les organisations québécoises s'insèrent dans l'altermondialisme.

### **3.1 La fertilisation du terreau social québécois**

Le monde social du Québec des années 1980 est riche d'une tradition de luttes où se croisent des mouvements sociaux anciens, notamment les syndicats, et une nouvelle génération de mouvements issue des périodes contestataires des années 1960 : les mouvements féministes, étudiants, urbains, pacifiques, etc. Ces années furent prolifiques en ce sens pour les mouvements urbains et communautaires, particulièrement à Montréal. Elles furent témoins d'une transformation des actions collectives émanant de ces mouvements alors que plusieurs acteurs passèrent d'une position contestataire à une position partenariale qui a abouti à l'institutionnalisation de certaines pratiques innovatrices. Les centrales syndicales ont connu un cheminement semblable et se sont également investies dans le domaine du

développement de la province à l'aide d'outils financiers. Si cette nouvelle position partenariale fut critiquée, les syndicats se sont également rapprochés des autres mouvements sociaux avec l'expérience de Solidarité populaire Québec, qui a certainement semé le terreau au Québec pour qu'émergent les coalitions et réseaux qu'on lui connaît aujourd'hui. Nous nous pencherons maintenant plus en détail sur l'ensemble de ces éléments.

### **3.1.1 L'héritage du tiers-mondisme**

Pour Favreau et al. (2005) le mouvement altermondialiste tire ses origines du mouvement tiers-mondiste des années 1970 et qui se traduisait dans les pays Occidentaux par un appui des mouvements sociaux aux mouvements de libération nationale dans certains pays du Sud. Au départ, le tiers-mondisme est associé à la décolonisation des pays asiatiques et africains, mais l'idéologie évolue vers une vision de développement qui vise à émanciper les pays du tiers-monde de la domination des puissances états-unienne et soviétique et à revendiquer une répartition plus juste des richesses mondiales. La révolution cubaine de 1959 a alors un impact important sur le courant qui gagne par la suite les pays latino-américains (Klein, 2006).

Ce mouvement se distingue alors des autres domaines de la lutte sociale dans les pays occidentaux, notamment de celui des mouvements ouvriers et syndicaux, en cela qu'il a mobilisé de nouvelles catégories sociales internationalistes. La participation grandissante de ces nouveaux acteurs a (re)mis certaines propositions alternatives à l'ordre du jour en ce qui a trait au développement des sociétés :

L'émergence de nouveaux acteurs dans les années 1980-1990 – les femmes, les associations des bidonvilles, les jeunes, les écolos – ont du coup provoqué la réouverture des débats notamment la sortie de l'éclipse des alternatives économiques populaires et de développement local dans le contexte où l'État n'est plus considéré comme le seul garant du développement et de l'intérêt général (Favreau et al., 2005, pp. 4-5).

Toutefois, la différence fondamentale entre le tiers-mondisme et l'altermondialisme est que le premier mouvement était mis en œuvre et majoritairement défendu par les États du Tiers-monde eux-mêmes, alors que ce sont principalement les mouvements sociaux qui sont à



l'origine de l'altermondialisme et qui aliment son évolution, bien que certains dirigeants le supportent, notamment à l'occasion des forums sociaux (Klein, 2006). De plus, dans le cas de l'altermondialisme, si les revendications s'apparentent à celles du tiers-mondisme, le cadre géographique s'élargit pour englober la planète entière. Ainsi, si certaines visions de développement prônées par des réseaux altermondialistes, comme l'Alliance sociale continentale, qui oriente essentiellement son projet « autour de l'idée de développement national fondé sur la réaffirmation de la souveraineté étatique et sur la défense du marché intérieur » (Canet et Guay, 2005, p. 6), s'inscrivent dans la lignée de la vision tiers-mondiste, on peut s'attendre à ce que de nouvelles propositions émergent afin de dépasser ce cadre, inscrit dans un *nationalisme méthodologique* (Beck, 2003). Selon Beck, à l'opposé du cosmopolitisme, cette optique nationale est inadéquate afin de résoudre les inégalités sociales et confronter l'inaction politique. Ainsi,

La science zombie de l'optique nationale, qui pense et cherche en terme de commerce international, de dialogue international, de souveraineté nationale, de communautés nationales, de « peuple » ou de « nation », etc., se transforme en une science de l'irréel, une « sociologie nationale » : tout comme l'économie nationale, la sociologie nationale arrive en bout de course. Car ce qu'elle méconnaît, et qui reste de ce fait inédité, c'est à quel point les modes de vie transnationaux, les transmigrants, les élites mondiales, les organisations et les dynamiques supranationales déterminent déjà les rapports à l'intérieur des réservoirs de pouvoir nationaux et entre eux (Beck, 2003, p. 65).

La question à savoir si le mouvement altermondialiste peut effectivement contribuer à l'émergence du modèle cosmopolitique demeure entière, pour l'instant. Toutefois, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, les stratégies d'action globales déployées par le mouvement prennent acte des limites de la logique stato-centrée et s'engagent dans des mobilisations innovatrices, qui entraînent une rescalorisation du pouvoir. Nous verrons maintenant comment certains mouvements sociaux québécois ont pu forcer une telle reconfiguration suite à la crise du modèle fordiste.

### 3.1.2 Crise du fordisme et réponses socio-économiques

Avec la crise du fordisme, les mouvements sociaux québécois revoient leurs stratégies en ce qui concerne le développement social et économique et sont à l'origine de nouvelles

pratiques institutionnelles. Deux tendances principales peuvent être observées : les mouvements urbains et communautaires s'investissent dans le développement local et les centrales syndicales réinvestissent l'argent des travailleurs dans l'économie québécoise au moyen de fonds conçus pour lutter contre la perte d'emplois (le Fonds de solidarité de la FTQ et le FondAction de la CSN).

La mondialisation fait des villes les lieux majeurs de pouvoir et d'activité économique. Les villes, qui s'insèrent dans une hiérarchie désormais globale, deviennent des acteurs incontournables dans ce réseau glocal en reconfiguration constante, et subissent en retour les effets pervers de cette nouvelle dynamique. L'action collective des mouvements urbains et communautaires dans les années 1980 vient donc répondre aux impacts de cette nouvelle phase de la mondialisation, ou glocalisation. Ces mouvements deviennent de nouveaux acteurs du développement dans un contexte où l'État tarde à s'adapter au contexte de la mondialisation.

À cet égard, on peut dire que les mouvements urbains sont révélateurs des nouveaux conflits qui marquent les rapports sociaux à l'espace et auxquels la classe politique n'est pas en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes d'un point de vue social (Hamel et Silvestro, 2005, p. 93).

Impulsée par les mouvements communautaires, la création des Corporation de développement économiques et communautaires (CDEC) dès 1984 se situe dans le contexte d'un renouvellement de l'action collective et des stratégies des mouvements urbains montréalais afin d'investir le champs du développement urbain et local, grâce à une approche partenariale où ils s'associent avec les pouvoirs publics et le secteur privé (Hamel et Silvestro (2005, p. 93). Plus spécifiquement, la création des CDEC devait répondre à quelques objectifs précis : « la démocratisation de la gestion locale, la redéfinition des politiques publiques en fonction d'exigences d'insertion sociale et la relance économique de leur milieu » (Hamel et Silvestro, 2005, p. 96).

La décennie de 1990 donne naissance à une deuxième génération de CDEC. La différence fondamentale entre ces deux générations est que les premières CDEC furent créées par des acteurs du milieu communautaire et social, alors que cette deuxième version est née en

accord avec la volonté de la ville de Montréal d'étendre ce modèle d'intervention à l'ensemble de son territoire, et avec les groupes du milieu mobilisés pour leur obtention (Hamel et Silvestro, 2005, p. 98). Puis, à la fin des années 1990, une troisième génération voit le jour et commence à étendre le modèle des CDEC à la région métropolitaine. L'une des différences fondamentales est que ces CDEC de nouvelle génération étaient surtout issues de la volonté municipale, et non pas de la mobilisation sociale.

La prise en compte des dimensions économiques du développement urbain par les mouvements communautaires et la volonté de s'impliquer dans le domaine institutionnalisé des politiques urbaines provoquent une transformation dans leurs cadres d'action collective. Les mouvements urbains montréalais émergent ainsi au début des années 1980 d'une position contestataire et radicale, pour devenir des partenaires dans le domaine du développement local. Ainsi, leur action se situe dans la même ligne que leurs revendications nées à partir des années 1960, situées « autour des enjeux du logement, de l'aménagement urbain et des conditions de vie » (Hamel et Silvestro, 2005, p. 97) pour créer une nouvelle forme de démocratie locale, à l'écoute des besoins du milieu et qui favorise le développement endogène :

Le pari des CDEC est de mettre à la disposition du milieu – à commencer par les travailleurs qui y résident – des ressources et un savoir-faire qui permettront aux acteurs locaux de rompre avec une position attentiste et de susciter des initiatives susceptibles de favoriser la renaissance économique, urbaine et sociale de ces quartiers (Hamel et Silvestro, 2005, p. 97).

L'institutionnalisation de cette stratégie d'action ne se fait pas sans heurts. La dépendance des CDEC aux fonds publics et les nouvelles responsabilités issues de la rescalorisation des prérogatives de la ville et des gouvernements, à laquelle elles ont par ailleurs contribué, ont dans certains cas un effet pervers sur le développement local, qui se fait parfois au profit des priorités de l'État et au détriment des valeurs sociales et communautaires à l'origine de ces organisations. Ainsi, malgré leur impact en terme d'autonomie des acteurs locaux communautaires et de déconcentration des pouvoirs liés au développement, « il en résulte un

espace public d'affrontement et de négociation où l'enjeu principal demeure celui d'une redéfinition des rapports entre l'État et la société civile » (Hamel et Silvestro, 2005, p. 111).

Du point de vue des mouvements syndicaux, la mondialisation a également un impact sur leurs pratiques, notamment sur les dynamiques internationales préexistantes, mais aussi, de façon générale et spécifiquement au Québec, dans leur contexte national respectif. Les syndicats québécois ont connu un virage semblable à celui des mouvements urbains et communautaires vers la même époque, en passant du combat au partenariat (Piotte, 1998). Selon Piotte (1998, pp. 6-7), « au nom de la défense de l'emploi et sous le mot d'ordre de partenariat, les syndicats en arrivent peu à peu à soutenir l'intégration des syndicats aux objectifs de l'entreprise et, en définitive, à la logique du marché ». L'un des impacts les plus importants de cette intégration est la dégradation des conditions de travail, que l'on négocie souvent à la baisse afin de conserver les emplois.

Toutefois, ce virage du monde syndical québécois a des effets positifs. Ainsi, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), née en 1957, a créé en juin 1983 son Fonds de solidarité des travailleurs (FSTQ), dont le projet avait émergé lors du Sommet socioéconomique de 1982. Il s'agit d'une société de capital de risque qui investit majoritairement l'épargne des Québécois qui y adhèrent dans les moyennes et petites entreprises de la province. Soumis à des objectifs de rendement, les fonds investis doivent de plus rencontrer certains critères afin de favoriser l'emploi, le développement régional et local, l'environnement, la formation des travailleurs, etc. Ce fonds fait une contribution socioéconomique significative pour le Québec et a un poids non négligeable dans l'économie avec des actifs de plus de 6,2 milliards de dollars au 31 décembre 2005.

La Confédération des syndicats nationaux (CSN), créée en 1921, a elle aussi mis sur pied un fonds semblable en 1996, le Fonds de développement pour la coopération et l'emploi (FondAction). Plus modeste que celui de la FTQ avec un actif de plus de 400 millions de dollars en 2005, les investissements du FondAction sont également dirigés en majorité vers les entreprises québécoises, toutefois avec une attention particulière pour les coopératives et autres entreprises dotées d'un processus de gestion participative. La CSN allait aller un peu

plus loin en 2001 avec la création du Fonds pour l'investissement local (FilAction) qui finance principalement des entreprises d'économie sociale et solidaire avec des actifs de sept millions de dollars en 2002 (Mendell et Lévesque, 2003).

Le mouvement communautaire est aussi devenu un acteur du développement local en passant, à l'instar des syndicats, de stratégies contestataires à des stratégies partenariales. Ils ont contribué à opérer une rescalorisation de l'État en récupérant un financement et des responsabilités en matière de développement. C'est parce qu'il devient un acteur de développement local que le mouvement communautaire, par exemple certaines CDEC, investissent l'échelle internationale, tel le Forum social mondial, à cause de la prise en compte des impacts de la mondialisation sur le développement des villes et des quartiers. D'autre part, elles peuvent aller chercher à cette échelle mondiale de nouveaux partenariats, les jumelages entre des villes par exemple, mais aussi de nouvelles idées, comme le budget participatif de Porto Alegre.

De leur côté, les syndicats investissent la scène internationale depuis les années 1950. La FTQ, tout comme la CSN, est membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), créée en 1949. Or, l'activité internationale des organisations syndicales ne se limite pas à cette affiliation, elle va bien au-delà, visant l'établissement de stratégies communes (Lamarche, 2004, p. 239). Les conclusions du 18<sup>e</sup> congrès de la CISL en décembre 2004 ouvrait la porte à la formation d'une nouvelle confédération internationale du mouvement syndical en 2006, afin de rassembler les organisations de la CISL, de la Confédération mondiale des travailleurs (CMT) ainsi que d'autres organisations non affiliées. L'objectif de cette nouvelle confédération serait de mieux représenter les travailleurs, d'unir leur force et de mettre leurs ressources en commun. Lors de ce congrès, des résolutions engagent la CISL à développer des actions afin de mettre en oeuvre une mondialisation plus juste pour les travailleurs, les chômeurs et les plus démunis, et à avancer sur le terrain des « responsabilités sociales des entreprises dans l'économie mondiale »<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Informations sur le site de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais : <http://www.uqo.ca/ries2001/Mouvements/Syndicats>

Si la filiation du mouvement syndical à l'altermondialisme apparaît visible, non seulement dans le cadre de ces résolutions, mais encore en raison de l'importante participation d'organisations syndicales au Forum social mondial, la participation des syndicats aux campagnes contre les traités de libre-échange est systématique.

S'inscrivant souvent dans de larges coalitions comme l'Alliance sociale continentale couvrant les trois Amériques, ces interventions visent notamment la transparence des négociations commerciales, la reconnaissance de la responsabilité des États en matière de services publics et de politiques sociales, le respect de la diversité culturelle et l'inclusion de clauses sociales garantissant les normes fondamentales du travail (Lamarche, 2004, p. 239).

Mais les organisations syndicales se mobilisent également dans leurs contextes nationaux avec d'autres groupes afin de contrer les effets des politiques d'inspiration néolibérale. Ceci ne se fait pas toutefois sans hésitations, comme nous le verrons plus loin avec l'exemple des diverses tentatives d'organiser un forum social au Québec. Nous nous attarderons d'abord à l'expérience de Solidarité populaire Québec, un réseau précurseur de l'altermondialisme au Québec de par sa nature et ses propositions.

### **3.1.3 L'expérience de Solidarité populaire Québec**

Solidarité populaire Québec (SPQ) est une coalition formée en 1985, afin de s'opposer aux politiques du gouvernement conservateur de Brian Mulroney et proposer des alternatives au libéralisme, mais également pour former un lieu de cohésion entre les mouvements sociaux québécois, dont l'objectif de militer pour la « répartition équitable de la richesse et l'élimination de la pauvreté » sera confirmé au fil des ans<sup>25</sup>. La coalition a été dissoute en novembre 2001. Elle se présentait comme une « structure permanente de concertation entre les différents grands réseaux syndicaux, populaires, communautaires et féministes du

---

<sup>25</sup> Voir le site de Place publique (visité le 22/11/05) : <http://www.place-publique.fr/obs/montreal.html> Elle

Québec »<sup>26</sup>, avec différentes coordinations régionales, dont l'une, celle de l'Estrie, est toujours active.

L'une des réalisations principales de SPQ fut la rédaction et l'adoption en 1994 d'une Charte pour un Québec populaire. Les objectifs de cette charte sont de « respecter les droits individuels et collectifs, renforcer la démocratie et les moyens concrets pour assurer l'équité, protéger l'environnement, promouvoir un État au service des gens et des collectivités et favoriser le respect des différentes cultures »<sup>27</sup>. Élaborée au fil des ans, cette charte fut le fruit de discussions avec la base militante de la coalition, constituée d'environ 120 groupes (regroupements nationaux, fédérations et organismes) des mouvements communautaire, populaire, étudiant, féministe et syndical. Par ailleurs, la coalition tenait un plan annuel d'activités, guidé par sa ligne directrice, soit « la répartition équitable de la richesse et l'élimination de la pauvreté »<sup>28</sup>. Enfin, Solidarité populaire Québec fut dès le début impliqué dans le Réseau Québécois sur l'intégration continentale (RQIC), et participa activement au II<sup>e</sup> Sommet des Peuples des Amériques de Québec en avril 2001.

Bien que tout le monde reconnaisse la nécessité d'un espace de concertation québécois entre les différents mouvements, les membres de la coalition décidèrent sa dissolution lors de la dernière assemblée de novembre 2001. Selon l'un des intervenants que nous avons rencontré, son but était de construire une option politique au Québec, qui passerait nécessairement par le système électoral :

Une grande difficulté d'un réseau comme SPQ était de réussir à concerter d'aussi nombreux groupes dans tellement de secteurs à une action politique qui ne pouvait avoir de débouchés qu'au plan de la politique électorale. Il y avait une limite, les groupes [syndicaux et populaires] n'étaient pas capables de se rendre là (Entrevue 8).

À cette démobilisation s'ajoutait aussi une multiplication d'autres coalitions, celles-ci sectorielles, le manque de mobilisation dans certaines régions et l'arrêt de l'appui financier

---

<sup>26</sup> Voir à ce sujet le site de l'AQOCI (visité le 22/11/05):  
[http://www.aqoci.qc.ca/archives/inter\\_mondes/2001/26nov2001.html#4](http://www.aqoci.qc.ca/archives/inter_mondes/2001/26nov2001.html#4)

<sup>27</sup> Voir le site de Place publique (visité le 22/11/05) :  
<http://www.place-publique.fr/obs/montreal.html>

<sup>28</sup> *Idem*

en provenance des syndicats<sup>29</sup>. Mais l'expérience de SPQ a ceci de fondamental qu'elle a permis une première plate-forme de contact, de mise en réseau et de collaboration entre différentes organisations québécoises. Cette expérience a été mise à profit par les multiples réseaux et coordinations sectorielles qui sont nées suite à sa disparition.

### **3.2 L'opposition aux traités de libre-échange : trois actes pour annoncer l'altermondialisme**

La deuxième moitié des années 1990 marque un point tournant dans les modalités de lutte des mouvements sociaux en général, et des mouvements de lutte contre les traités de libre-échange en particulier. L'opposition aux traités de libre-échange dans les Amériques est caractérisée par une alliance sans précédent des groupes des différents pays. Plusieurs s'accordent pour dire que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), puis la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ainsi que les autres accords du même type, ont pavé la voie à l'émergence d'un mouvement altermondialiste qui agite aujourd'hui le monde entier. Plus précisément, plusieurs chercheurs (Le Bot, 2003 ; Corrêa Leite, 2003 ; Benasayag et Sztulwark, 2002) intéressés à l'altermondialisme voient dans l'irruption sur la scène politique de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le 1<sup>er</sup> janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, le premier signe de la réaction sociale face à la mondialisation néolibérale.

Les groupes québécois, spécialement les centrales syndicales, ont toujours été très actifs dans ces luttes et dans la formation de nouvelles alliances afin de combattre ces projets économiques d'intégration. Depuis les années 1980, ils ont tissé de façon grandissante des liens avec d'autres groupes des Amériques et ceci a eu de nombreux impacts dans le cadre de leurs luttes domestiques. Ces luttes se déclinent en trois actes : l'opposition à l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis de 1989, la lutte contre l'ALENA de 1994 et, finalement la campagne hémisphérique contre la ZLEA, qui devait être entérinée en janvier 2005.

---

<sup>29</sup> Voir à ce sujet le site de l'AQOCI (visité le 22/11/05):  
[http://www.aqoci.qc.ca/archives/inter\\_mondes/2001/26nov2001.html#4](http://www.aqoci.qc.ca/archives/inter_mondes/2001/26nov2001.html#4)



### 3.2.1 Premier acte : l'ALE

L'opposition au libre-échange dans les Amériques connaît ses premiers balbutiements avec l'Accord de Libre-échange Canada - États-Unis (ALE) qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Dès 1986 au Québec et au Canada, des représentants des milieux syndicaux, artistique et populaires se mobilisent contre l'ALE. Selon Bakvis (1999, p. 2),

Ces groupes estiment que le libre-échange va à l'encontre de leurs intérêts, jugeant qu'il aurait un effet dévastateur sur l'emploi, les programmes sociaux et l'identité culturelle canadienne. Ils commencent aussi à sentir que c'est une menace aux droits démocratiques et à la possibilité de confier au gouvernement la réalisation d'une vision d'avenir pour le pays.

L'opposition est exacerbée par la rigidité du gouvernement devant le discours des opposants, qui créeront le Réseau pro-Canada, lequel donnera naissance au Réseau canadien d'action, de même qu'à la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange, un regroupement composé de quatre grandes centrales syndicales québécoises, soit la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), la FTQ, la CSN et l'Union des producteurs agricoles (UPA)<sup>30</sup>. L'opposition à l'ALE se transpose dans le contexte électoral de novembre 1988 d'où le Parti Conservateur sorti vainqueur et signa l'accord avec les États-Unis, bien que la majorité des votes alla au Nouveau Parti Démocratique (NPD) et au Parti Libéral, opposés à l'accord (Robinson, 1994 ; Bakvis, 1999). Il importe toutefois de souligner qu'à lui seul, le Québec a fourni 63 des 169 sièges aux conservateurs, contre 106 pour le reste du Canada, et que le pourcentage des votes pour cette formation politique y a atteint 52,68%<sup>31</sup>. Des résultats que l'on peut lier avec l'appui de la plupart des cercles politiques et d'une majorité d'entrepreneurs québécois aux traités de libre-échange (Brunelle, 1999), le débat toujours vif sur la question constitutionnelle, notamment les discussions autour de l'Accord du lac Meech, qui n'avait pas encore échoué, et l'occasion que la création d'un espace nord-américain offre aux nationalistes d'atténuer l'ingérence du gouvernement fédéral canadien. La lutte des groupes

<sup>30</sup> Selon les informations disponibles sur le répertoire des mouvements sociaux (visité le 22/12/05) : [http://www.social-movements.org/fr/org\\_informations/view/377/fr/long](http://www.social-movements.org/fr/org_informations/view/377/fr/long)

<sup>31</sup> Voir le site de QuébecPolitique.com (visité le 04/04/06) : [www.quebecpolitique.com](http://www.quebecpolitique.com)

opposés à l'ALE a tout de même eu un impact puisque en 1985, près des deux tiers des Canadiens se disaient prêts à appuyer un tel projet de libre-échange, alors que dans les jours qui précédaient les élections, l'appui à l'ALE a baissé à 38%, alors que 43% des Canadiens se disaient contre le projet (Robinson, 1994).

Quelques années plus tard, les réseaux nord-américains se mobilisent à nouveau contre le projet d'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui sera finalement signé en décembre 1992.

### 3.2.2 Deuxième acte : l'ALENA

L'insurrection de l'Ejercito Zapatista de Liberación Nacional (EZLN) le 1<sup>er</sup> janvier 1994, précisément le jour où l'ALENA entrait en vigueur a été, en quelque sorte, une protestation contre l'ALENA. Ce parallèle valut à l'EZLN la sympathie de nombreux groupes nord-américains opposés au libre-échange, qui répondirent, comme nombre d'autres groupes, à l'appel de solidarité des Zapatistes (Tarrow et McAdam, 2005).

Mais c'est avec les groupes mexicains réunis dans la *Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio* (RMALC), réseau fondé en 1991 et composé de groupes syndicaux, environnementaux et populaires du Mexique que les groupes québécois, canadiens et états-unien s'allieront contre l'ALENA. Selon Benasayag et Sztulwark (2002), les actions des zapatistes témoignent d'une sensibilité révolutionnaire, qui vise à dépasser le néolibéralisme. Ces actions se situent donc dans une tendance beaucoup plus radicale que celles déployées par la RMALC et cette distance pourrait expliquer une division du mouvement altermondialiste mexicain, qui se traduit par l'absence des zapatistes dans les réseaux continentaux, comme l'Alliance sociale continentale (ASC), qui se formera quelques années plus tard, et par une désertion graduelle du terrain de lutte contre l'ALENA par la RMALC et autres organisations nord-américaines.

Néanmoins, selon Bakvis (1999), le RMALC a été le premier groupe à proposer des alternatives à l'ALENA. Sans rejeter l'idée d'une intégration économique, le réseau mexicain insistait sur la nécessité d'inclure dans les négociations les préoccupations d'ordre social.

Il s'agit par exemple d'énoncer l'obligation de respecter des normes élémentaires en matière d'environnement et de relations du travail, d'adhérer à des codes de droits sociaux et de droits de la personne, et de protéger l'agriculture de subsistance (Bakvis, 1999, p. 3).

De nombreuses organisations québécoises, canadiennes et états-uniennes ont adhéré à cette vision à travers des réseaux tels *Fair Trade Campaign*, *Citizen's Trade Watch Campaign*, *Coalition for Fair Trade and Social Justice*, *Federation for Industrial Retention and Renewal* et *Alliance for Responsible Trade*, aux États-Unis, *Common Frontiers*, *Action Canada Network* et *Council of Canadians*, au Canada et la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange qui devint dès lors la Coalition québécoise sur les négociations trilatérales (CQNT). La CQNT proposait une stratégie d'action basée sur trois objectifs :

Premièrement, critiquer l'approche réductrice, c'est-à-dire exclusivement commerciale et tarifaire, adoptée par les trois partenaires tout au long de leurs délibérations, deuxièmement, porter le débat sur la place publique en organisant rencontres, colloques et conférences de presse, tout en sollicitant des entrevues auprès des responsables de ce dossier au niveau politique et, troisièmement, participer à la mise sur pied de rencontres et d'échanges avec des syndicats, des associations ou des groupes qui, à l'échelle du continent, partageaient cette approche critique vis-à-vis du projet d'intégration en cours d'implantation<sup>32</sup>.

Dans le contexte des réunions trinationales des négociations de 1991-1992 et d'ententes informelles en 1993, la CQNT et les autres réseaux unirent leurs forces afin de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques sociales et environnementales aptes à limiter le pouvoir des multinationales et à défendre les intérêts de la société face aux intérêts du marché. En ce sens, il se distinguaient de positions plus radicales, venant notamment des cercles de droite aux États-Unis, qui rejetaient de façon unilatérale les projets d'intégration économique (Bakvis, 1999 ; Robinson, 1994). Mais l'offensive d'une majorité des groupes opposés à l'ALENA se situait déjà dans le cadre d'une option face à la mondialisation néolibérale, que l'on critiquait de plus en plus fréquemment, surtout en ce qui

---

<sup>32</sup> Voir le site du RQIC (visité le 23/12/05) : <http://www.rqic.alternatives.ca/RQIC-fr.htm>

concerne les programmes d'ajustement structurel du Fond monétaire international et de la Banque Mondiale (Robinson, 1994). Pour Robinson (1994), la lutte contre l'ALENA a également obligé les syndicats nord-américains à se renouveler et a favorisé les alliances avec d'autres types de mouvements sociaux. L'auteur rapporte les propos de Thorup (1991) qui décrivait la rencontre trinationale à l'Université de Chicago, qui a eu lieu du 26 au 28 avril 1991, où se rendirent 70 délégués d'organisations nord-américaines :

As the meeting progressed, stereotypes that had caricatured the position of some of the interest groups in the eyes of other such groups were removed and areas of overlapping interest emerged. For example, environmentalists and labor representatives coincided in their concern over workplace environmental standards in the border maquiladora plants. Agricultural representatives and environmentalists began to explore measures that would promote sustainable rural development. Union representatives from all three countries agreed to meet in Mexico to further discuss a variety of common concerns. Finally, participants in the meeting emphasized that they should begin to regularly take into account the collateral impact of their activities on the interests of other NGOs. Environmentalists, for example, were encouraged to incorporate a concern for job creation into their thinking. As the discussion evolved further, the participants began to look beyond the immediate procedural issues surrounding the Fast Track to examine jointly the prospects for the elaboration of an alternative vision of continental integration (Thorup, 1991 cité dans Robinson, 1994, p. 678).

D'autres rencontres suivirent celle de Chicago et à la veille de l'entrée en vigueur de l'ALENA, les groupes opposés à l'accord avaient jeté les assises d'un projet pour une mondialisation alternative, autour de trois propositions :

[...] (1) a more democratic process of foreign economic policy formation and ratification, (2) the subordination of market liberalization to sustainable development rather than the reverse, and (3) to that end, the creation of an international "social dimension", comprised of enforceable international labour and environmental standards (a "Social Charter") and intergovernmental transfers to the poorer regions and countries ("Structural Funds") (Robinson, 1994, pp. 679-680).

Encore une fois, la libéralisation des échanges fut au cœur de la campagne électorale fédérale de 1993. À la veille des élections, 46% des Canadiens s'opposaient à l'ALENA, alors que 43% étaient pour (Robinson, 1994). Cette fois-ci, cependant, le système électoral canadien a permis de refléter cette opposition en favorisant les libéraux au détriment des conservateurs. Au cours de la campagne, les libéraux avaient promis qu'ils tenteraient de renégocier cinq des questions névralgiques de l'accord, faute de quoi ils s'engageaient à ne pas l'entériner. Pourtant, l'ALENA fut adopté par le Parlement, sans modifications majeures (Robinson,

1994). Conscients toutefois de leur impact auprès de l'opinion publique, les organisations québécoises relevèrent leurs manches pour s'attaquer à un troisième projet d'intégration continentale : la ZLEA.

### 3.2.3 Troisième acte : la ZLEA

Après l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994, les principaux groupes d'opposition au libre-échange en Amérique du Nord lancèrent un appel aux organisations des Amériques afin de lancer une coalition contre la ZLEA, déjà en préparation :

En 1994, l'ALENA est en vigueur et on se prépare au sommet des chefs d'État qui aura lieu à Miami en décembre pour inaugurer le processus de la ZLEA. À ce moment, la RMALC et ses alliés canadiens et états-uniens, principalement l'ART, Common Frontiers et le RQIC, lancent un appel aux organisations des autres pays des Amériques qui partagent leurs appréhensions. La proposition reçoit un accueil enthousiaste, surtout chez les organisations de la société civile du cône Sud qui cherchent aussi des alliés dans d'autres régions de l'hémisphère (Bakvis, 1999, p. 4).

C'est à cette époque, en 1994, que le CQNT devint le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Dès lors, d'autres groupes joignirent graduellement le réseau, pour la plupart des ONG, des syndicats et autres fédérations et réseaux, en plus de quelques organisations à but non lucratif (OBNL) (voir la liste en Appendice A) avec une intensité grandissante à l'approche du II<sup>e</sup> Sommet des Peuples des Amériques à Québec en avril 2001. D'autre part, la coalition Cap-Monde fut formée à l'instigation de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) et de quelques autres organisations, notamment des syndicats non-affiliés, Attac-Québec et d'autres groupes communautaires. Sur fond de relations intersyndicales tendues, les deux coalitions ont travaillé séparément à l'organisation du Sommet des Peuples, créant quelques impairs au niveau de la coordination d'action commune. Puis dans un contexte d'essoufflement des mobilisations contre la ZLEA, qui n'est pas étranger à l'essoufflement des négociations du même accord, le besoin d'un

regroupement plus serré a finalement vaincu la division dans les années qui ont suivi le Sommet de Québec<sup>33</sup>.

Dès 1995, des organisations du Sud, notamment la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT) au Brésil, répondirent à l'appel des organisations du Nord afin d'unir leurs forces et leur expériences particulières contre le projet de ZLEA. Le point tournant eut lieu en 1997 alors qu'un millier de représentants de diverses organisations des Amériques répondirent à l'appel de l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT) et participèrent à une rencontre à Belo Horizonte, Brésil. À la diversité des provenances géographiques et sectorielles des délégués (groupes de femmes, de paysans, d'environnementalistes, etc.), il faut encore ajouter la diversité de dimensions auxquelles on souhaitait voir s'élargir le contenu du traité:

On voit affluer à la conférence, des quatre coins des Amériques, un millier de représentants de la société civile dénonçant le caractère néolibéral et exclusif du processus de la ZLEA et réclamant l'élargissement des négociations pour qu'elles portent sur diverses préoccupations sociales, depuis les droits de la personne jusqu'aux droits syndicaux, en passant par le développement durable et la dette extérieure des pays du Sud (Bakvis, 1999, p. 6).

L'Alliance sociale continentale (ASC) fut le fruit de cette convergence et devint d'office le réseau principal de coordination et d'organisation des luttes contre la ZLEA et les traités de libre-échange dans les Amériques, particulièrement en Amérique Latine. Elle put compter sur des réseaux déjà alliés dans leur lutte contre l'ALENA, *Common Frontiers* au Canada, le RCIQ, l'Alliance pour un Commerce Responsable aux États-Unis et le RMALC, en plus du Réseau Chilien pour l'Intégration des Peuples (qui se nomme maintenant l'Alliance Chilienne pour un Commerce Juste et Responsable), le Réseau Brésilien pour l'Intégration des Peuples, la ORIT et la Coordination latino-américaine d'organisations de la campagne (CLOC – *Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo*).

---

<sup>33</sup> Selon nos sources, notamment par l'entrevue 8, cette intégration au sein du RQIC est taboue et il n'a pas été possible de connaître la date exacte d'intégration de certains groupes de Cap-Monde, d'autant plus que les organisations intégrés dans le RQIC ont maintenu leur participation dans Cap-Monde, laquelle coalition était toujours active à l'été 2003 puisque certains individus ont signé en son nom un article sur le site d'Alternatives le 29 juillet 2003. Voir le site (visité le 20/12/05): <http://www.alternatives.ca/article765.html>

C'est également lors du rendez-vous de Belo Horizonte que les groupes présents décidèrent d'organiser le Premier Sommet des peuples des Amériques à Santiago, Chili, en 1998, parallèlement au deuxième Sommet des Amériques. C'est à cette occasion que fut officiellement lancée l'ASC, et avec elle la première mouture d'un document qui deviendra au fil des ans *les Alternatives pour les Amériques* :

Au Sommet des peuples de Santiago, on organise onze forums sectoriels ou thématiques auxquels participent au total un millier de représentants de la société civile, et on adopte une déclaration d'appui à 'nos objectifs d'intégration fondés sur les valeurs de la démocratie, de l'égalité et de la justice sociale'. Le Sommet se démarque par la rédaction d'une contre-proposition détaillée à la ZLEA appelée *Des alternatives pour les Amériques*. Ce document de soixante pages est produit en quatre langues dans les quelques mois qui suivent le Sommet et connaîtra par la suite une vaste diffusion sur le continent en tant qu'instrument d'information et de revendication (Bakvis, 1999, p. 6).

C'est à Florianopolis (Brésil) en octobre 2001, que l'Alliance sociale continentale (ASC) jeta les bases d'une vaste campagne continentale orientée par un cadre commun d'action collective, la *Consulta*, qui devait répondre à une lacune, à savoir que la grande majorité de la population des Amériques méconnaissait le projet de ZLEA et ignorait la portée de son éventuelle application (Brunelle et Dagenais, 2004). Cette campagne s'insérait dans une stratégie commune aux différents groupes, autour de trois axes principaux développés à l'issue du Sommet des Peuples :

D'abord, la mise à jour du document de base de l'ASC, *Des Alternatives pour les Amériques*; ensuite, la dénonciation de ce qui représentait, à leurs yeux, les deux principales carences du processus de négociation de la ZLEA, à savoir son manque de transparence et son caractère profondément antidémocratique et, enfin, l'interpellation des pouvoirs politiques et des parlementaires (Brunelle et Dagenais, 2004, p. 2).

La *Consulta* devait se dérouler de façon autonome dans les différents pays des Amériques et se structurer autour des trois éléments suivants :

[...] (i) l'organisation d'une consultation populaire (« *consulta* », en espagnol) dans chacun des pays, précédée d'une campagne d'information et de formation dont la forme et le contenu seraient adaptés aux situations particulières prévalant dans chaque cas; (ii) si cette consultation populaire prenait la forme d'un référendum, elle devrait incorporer une question commune qui serait définie ultérieurement; et (iii) la *consulta* serait menée à l'intérieur d'un échéancier qui devait, au départ, s'étendre de septembre 2002 à mars

2003. Chaque coalition membre de l'ASC était ensuite appelée à s'emparer de ce projet et à l'adapter à son contexte propre (Brunelle et Dagenais, 2004, p. 2).

Les Rencontres de luttes hémisphériques contre la ZLEA, notamment la première rencontre à La Havane en 2001, ainsi que les forums sociaux sont autant d'espaces mis à profits par les groupes et réseaux de l'ASC afin de développer leurs stratégies et d'informer les groupes sur les enjeux de la ZLEA. C'est d'ailleurs au deuxième Forum social mondial à Porto Alegre en février 2002 que la Consulta est finalement lancée. L'idée était de laisser de la latitude aux différentes organisations nationales sur la façon de consulter la population, depuis la pétition au vote formel. La campagne devait se dérouler dans les différents pays représentés à l'ASC entre les mois de septembre 2002 et de mars 2003.

Ainsi, les résultats de la Consulta diffèrent selon les pays et même entre différents territoires au sein d'un même espace national, comme ce fut le cas au Canada. La campagne au Québec se distinguait de celle opérée dans les autres provinces. Si deux réseaux avaient principalement oeuvré au Canada, à l'extérieur du Québec, pour allonger une pétition de 60000 noms, ils furent un peu plus nombreux à s'exprimer au Québec, soit environ 64500 personnes (qui se sont exprimées à 93 % contre la ZLEA), alors que plus d'une centaine d'organisations ont participé à la fois pour donner des formations à plus de 10000 personnes et pour informer la population dans la plupart des régions du Québec.

De la Gaspésie à Montréal, en passant par la Mauricie, les Bois-Francs et la région de Québec-Appalaches, et ce, jusqu'en Abitibi-Témiscamingue, des coalitions régionales ont vu le jour afin de mettre en commun les ressources et soutenir le travail de formation et d'information sur la ZLEA. Au total, ce sont plus de 10 000 personnes qui ont participé aux différentes formations données sous une forme ou sous une autre : soirées, soupers, « 5 à 7 », en plus de la centaine de sessions intégrales de formation (d'une durée de 3 heures) qui ont été dispensées à la grandeur du Québec. [...] Tout ce travail a été soutenu par une vingtaine d'organisations nationales qui ont collaboré avec des centaines d'organisations et groupes locaux (Brunelle et Dagenais, 2004, p. 5).

Le succès de la campagne hémisphérique fut relatif : seulement deux pays, le Brésil et le Paraguay, ainsi que deux régions, le Chiapas et le Québec, ont tenu une consultation dans l'esprit des objectifs de 2002. Mais, bien que l'on n'ait pu réaliser une véritable consultation populaire à l'échelle hémisphérique, la *Consulta* a contribué à informer les citoyens des Amériques au sujet des enjeux liés à la ZLEA. Plus encore, selon Brunelle et Dagenais (2004,



p. 5), la campagne expliquerait, du moins en partie, la nouvelle stratégie issue de la huitième Rencontre ministérielle tenue à Miami les 20 et 21 novembre 2003, dont l'objectif principal visait à mettre l'accent sur les traités bilatéraux afin de faire progresser l'intégration des économies des Amériques, pour éventuellement faciliter la réalisation du projet de ZLEA.

La lutte contre les traités de libre commerce s'est donc dans un premier temps développée dans différents contextes nationaux ou régionaux pour ensuite devenir transnationale, à l'échelle des Amériques, puis de retour à de multiples territoires au sein des Amériques, et plus spécifiquement à l'intérieur de contextes nationaux où le réseau hémisphérique a donné naissance à de nouveaux groupes. Ce sont ces nouveaux groupes, ainsi que les plus anciens, qui assureront la continuité des luttes contre les divers traités de libre-échange dans une rescalorisation de l'action collective vers les échelles nationale ou régionale.

En optant pour une stratégie d'action décentralisée et flexible, les divers groupes et réseaux de l'ASC ont favorisé une réappropriation de la lutte contre la ZLEA par les mouvements de la base, une intensification des actions, la création de nouveaux mouvements et, de façon générale, des changements dans les pratiques des organisations moins récentes.

D'ailleurs, l'alliance trinationale est de nouveau sollicitée devant les tractations en cours visant à approfondir l'ALENA, par le Partenariat sur la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord (PSPAN). Après 11 ans d'exercice, les groupes nord-américains exigent une plus grande réflexion sur les impacts négatifs de l'ALENA sur les droits sociaux, économiques, environnementaux et culturels. Ils critiquent l'exclusion des citoyens dans la définition du projet et la volonté du triumvirat États-Unis - Canada - Mexique d'étendre les principes de l'ALENA à l'Amérique entière. Ils réclament enfin une révision publique et en profondeur de l'ALENA avant de considérer toute amplification (RQIC et *al.*, 2005).

### **3.3 Renouveau des structures organisationnelles : l'importance des réseaux**

Les réseaux d'organisations qui se multiplient autour de l'an 2000 au Québec n'apparaissent pas seulement grâce aux nouvelles technologies. Ils répondent à un besoin de demeurer autonome et ancré localement tout en participant à diverses actions et ce sur divers fronts et à plusieurs échelles. Ces réseaux permettent aux organisations de devenir globales, d'être ainsi plus efficaces dans leurs luttes spécifiques et d'avoir accès à d'énormes sources d'information. Tout comme le réseau est la figure par excellence de la mondialisation, elle devient aussi une forme privilégiée afin de participer à l'altermondialisme. Nous le constaterons successivement avec deux exemples principaux, celui des acteurs de l'économie sociale et celui des groupes de femmes liés à la Marche Mondiale des Femmes.

### **3.3.1 L'économie sociale**

L'émergence de l'économie sociale a coïncidé avec la naissance des État-providences et a été portée par la classe ouvrière. Il s'agissait alors de fonder des mutuelles, des coopératives de travail et des associations ouvrières « qui étaient perçues comme une protection sociale complémentaire à celle qu'assuraient les pouvoirs publics » (Vaillancourt et Favreau, 2001, p. 78).

De nos jours, « l'économie sociale est perçue comme une occasion de revaloriser la société civile, de démocratiser la réponse à plusieurs besoins laissés en plan, de questionner à la fois le marché et l'État et de générer de nouveaux emplois » (Vaillancourt et Favreau, 2001, p. 75). En effet, l'économie sociale tire son origine de la société civile et met ainsi de l'avant les besoins qui se font sentir en son sein et qui ne sont pas comblés par l'entreprise ou par l'État.

Mais il s'agit aussi d'un mode d'entrepreneuriat qui donne la priorité à l'humain face à la recherche de profit. Concrètement, cette préoccupation se manifeste par un mode de gestion plus participatif et démocratique, par une volonté de participer au développement des communautés dans lesquelles ces entreprises s'insèrent, notamment en mettant à contribution les ressources locales, dont les ressources humaines, et avec un objectif plus général de

transformer l'économie. Les Rencontres internationales de globalisation des solidarités de Lima (1997) et de Québec (2001) ont retenu la définition suivante :

[...] l'économie sociale et solidaire place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen.<sup>34</sup>

À la fin des années 1990, l'économie sociale québécoise générait près de 100000 emplois et regroupait environ 8000 entreprises ou organisations, dont 3000 coopératives (Lévesque et Mendell, 1999). Ces résultats sont le fruit d'une évolution et de réalisations concrètes issues majoritairement de deux types d'acteurs, les syndicats et les groupes communautaires, particulièrement les groupes de femmes.

L'évolution de l'économie sociale au Québec offre un nouvel exemple de partenariat entre la société civile et l'État, à l'instar des mouvements communautaires et des syndicats. Ces changements, ainsi que la forte mobilisation de différents secteurs de la société, qui incluent le patronat, ont mené vers l'institutionnalisation progressive de l'économie sociale au Québec. Le mouvement des femmes est très impliqué dans l'économie sociale et a joué un rôle capital dans l'évolution de l'économie sociale au Québec; c'est d'ailleurs la *Marche des femmes contre la pauvreté, du Pain et des roses* en 1995 qui a le plus significativement contribué à diffuser les principes d'économie sociale au sein de la société québécoise. Cette marche « a été suivie de la mise sur pied d'un Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale et de comités régionaux d'économie sociale (CRES), animés dans un premier temps exclusivement par les femmes » (Lévesque et Mendell, 1999, p. 111).

Cette reconnaissance nouvelle a amené les groupes de femmes, divers acteurs socio-économiques, ainsi que des syndicats à travailler avec le gouvernement du Québec dans le cadre du sommet socioéconomique afin notamment de mettre en place le Chantier de l'économie sociale en 1996 (Lévesque et Mendell, 1999, p. 111) qui contribue à

---

<sup>34</sup> Déclaration de Lima, 1997, voir le site (visité le 15/05/06) : <http://www.uqo.ca/ries2001/LesRencontres/Lima/DecLima.pdf>

institutionnaliser l'économie sociale québécoise. On peut ainsi identifier l'apport du Chantier concernant l'évolution de l'économie sociale :

La première mesure concerne la reconnaissance du statut de "partenaire à part entière" des acteurs de l'économie sociale pour les grands enjeux de développement et leur représentation dans les instances partenariales et dans les démarches de concertation. Le Gouvernement du Québec a rapidement donné suite à cette reconnaissance dans les réformes récentes touchant le développement local et régional, l'emploi et la solidarité sociale. Ces mesures contribuent à désenclaver l'économie sociale. La seconde série de mesures concerne le financement de l'économie sociale, soit la création de fonds spécifiques et l'ouverture de certaines institutions publiques de capital de risque y compris aux organismes à but non lucratif (OBNL). La troisième série de mesures concerne le cadre législatif, notamment la création d'un nouveau type de coopérative, la coopérative de solidarité qui s'inspire du modèle italien (Lévesque et Mendell, 1999, p. 112).

Les expériences d'économie sociale à l'échelle locale et les organisations vouées notamment au développement local et communautaire au Québec permettent de constater les effets bénéfiques, bien que non généralisables, de la progressive institutionnalisation de l'économie sociale au Québec<sup>35</sup>.

L'institutionnalisation peut aussi être vue comme un processus constructif qui permet la diffusion et l'extension, dans plusieurs lieux d'un même territoire, d'une pratique innovante qui, sans institutionnalisation, serait confinée dans de rares lieux et ne serait accessible qu'à une partie seulement des gens qui en ont besoin (Vaillancourt et Favreau, 2001, p. 82).

Cependant, l'institutionnalisation de l'économie sociale a aussi des effets négatifs. Dans un premier temps, « l'économie sociale est perçue comme une menace pour un certain nombre d'acquis sociaux et syndicaux et comme une adaptation aux contraintes du néolibéralisme » (Vaillancourt et Favreau, 2001, p. 75). Plusieurs organisations, dont les groupes de femmes, soulèvent le danger d'une dégradation de l'universalité et de la gratuité de certains programmes sociaux.

Elles [les femmes] aussi soulèvent le grand danger de substitution des emplois du secteur public, qui transformerait l'économie sociale en ghetto d'emplois de piètre qualité pour les femmes. [...] Enfin, elles appréhendent un assujettissement des valeurs d'égalité, de justice sociale et de solidarité, propres à une vision solidaire de l'économie, aux contraintes d'opérationnalisation et de financement. (Vaillancourt et Favreau, 2001, p. 76).

---

<sup>35</sup> Lire à ce sujet le texte de Favreau et Lévesque (1995).

*Le Rendez-vous national des acteurs de l'économie sociale* qui s'est tenu le 28 novembre 2003 à l'UQAM a mis en lumière la diversité des mouvements sociaux impliqués dans l'économie sociale, ce qui met en jeu une diversité d'allégeances et d'identités qui renvoient à des besoins et des visions différentes. Il est également apparu que l'économie sociale doit se présenter de façon unifiée et dépasser le cadre des échanges sectoriels ou territoriaux si elle désire maintenir ses acquis et élargir ses champs d'action, particulièrement dans le contexte actuel au Québec.

Mais l'économie sociale québécoise ne se cantonne pas au territoire de la province. Les premiers pas de l'internationalisation de l'économie sociale au Québec remontent aux années 1970 avec la fondation de Développement international Desjardins (DID) dont la mission est de soutenir financièrement les projets de mutuelles d'épargnes et de crédit (Favreau et al., 2005, p. 8). La Caisse développe aussi dans les années 1990 un volet afin d'investir dans le développement au Québec et à l'étranger :

La Caisse d'économie solidaire Desjardins, c'est, à l'origine, l'utilisation de l'argent des syndicats de la CSN pour en faire un outils de développement économique alternatif au Québec mais qui se traduit aussi par des engagements internationaux conséquents avec cette option (Favreau et al., 2005, p. 9).

Plusieurs autres initiatives ont eu lieu depuis de la part d'organisations québécoises. Mentionnons par exemple Mae-Mae, le programme de coopération de paysans à paysans mise de l'avant par l'Union des producteurs agricoles Développement international (UPA-DI) dès 1993. Ces initiatives se situent dans le domaine de la solidarité internationale. Ces initiatives québécoises émergent dans un contexte où « une solidarité internationale nouvelle prend forme au sein des mouvements sociaux » (Favreau et al., 2005, p. 10). Les ONG de développement québécoises s'investissent alors dans des projets de coopération Nord-Sud mis de l'avant par des organisations locales et communautaires au Sud, des projets qui peuvent prendre plusieurs formes :

[...] elles soutiennent l'organisation de communautés dans des bidonvilles; elles accompagnent des initiatives de d'économie sociale et solidaire au sein du secteur informel de nombreuses villes du Sud; elles travaillent souvent dans le cadre de projets

structurants pour les communautés dans une perspective de développement durable (Favreau *et al.*, 2005, p. 10).

Il n'est pas étonnant de constater que le mouvement de l'économie sociale soit très présent au Forum social mondial, un espace qui fait la promotion d'une mondialisation solidaire. En retour, selon Favreau *et al.* (2005, p. 12), le FSM et « le mouvement citoyen international » a des impacts sur le renouvellement de l'économie sociale québécoise. Pour les auteurs, la nouveauté dans la participation à des événements comme le FSM et des missions de coopération et de solidarité à l'étranger est que les organismes locaux communautaires s'engagent à l'international sans avoir recours aux organisations de coopération internationale.

Cette tendance participe toutefois d'un processus amorcé dans les années 1990 de réorientation de l'action des organisations jusqu'alors principalement actives à l'échelle nationale, en incluant une participation à des réseaux internationaux et des actions de niveau international, ce qui confirme la pertinence de nos hypothèses concernant la rescalorisation des mouvements sociaux et de l'action collective.

L'inédit des années 1990, c'est que bon nombre de mouvements, de caractère et de portée surtout nationale et spécifique, ont commencé à investir l'espace international en participant à l'émergence d'un mouvement citoyen international (Favreau *et al.*, 2005, p. 4).

Ce mouvement au Québec a prit beaucoup de force suite à la participation de nombreux Québécois à la première Rencontre internationale sur la globalisation des solidarités à Lima en 1997, notamment via Relais-femmes, Développement et Paix, Solidarité – Union – Coopération (SUCO), ainsi que de nombreux participants provenant du mouvement des femmes, du milieu syndical et de groupes communautaires. C'est à la suite de cette rencontre que les organisations québécoises ont décidé de former le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), qui fut l'organisateur principal de la II<sup>e</sup> Rencontre internationale de globalisation de la solidarité en 2001 à Québec. Le GESQ s'est par la suite appliqué au Québec à contribuer à l'organisation, ainsi qu'à la participation, de la III<sup>e</sup> Rencontre internationale de Dakar à l'automne 2005 et d'en faire le suivi. Les principaux axes d'intervention du GESQ sont les suivants :

- La mobilisation des réseaux, des organisations et des entreprises d'économie sociale du Québec;
- La construction du RIPESS<sup>36</sup> et le développement de partenariats Nord-Sud;
- Le développement d'outils de connaissance, d'information et de diffusion d'analyses et de débats<sup>37</sup>.

Ainsi, si le mandat spécifique du GESQ se situe principalement au niveau de ces rencontres axées sur la globalisation des solidarités, il entend également contribuer au renouvellement des pratiques des organisations de solidarité internationale au Québec et facilite très certainement les liens entre les divers groupes et organisations qui font de l'économie sociale au Québec et dans le monde, ainsi qu'avec d'autres types de mouvement, lors des forums sociaux par exemple. Il s'agit par ailleurs d'un type de réseau flexible, qui rejoint des groupes de divers milieux, mais avec un objectif spécifique, décidément orienté vers l'international et la coopération Nord-Sud. Il fait ainsi office de passerelle vers l'échelle globale pour les groupes québécois.

Le GESQ a de plus contribué, avec d'autres réseaux nationaux comme le *Grupo Red de Economia Solidaria del Peru* et le Groupe sénégalais d'économie sociale et solidaire, à la construction du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS), qui regroupe une soixantaine de groupes et réseaux, principalement des Amériques, de l'Afrique et de l'Europe. Les objectifs du RIPESS sont de permettre une meilleure articulation des pratiques de l'économie sociale et solidaire et « d'établir des liaisons entre les différents réseaux d'économie sociale solidaire en favorisant le renforcement des dynamiques continentales »<sup>38</sup>. Mais des groupes comme le RIPESS ont un impact somme toute important selon Favreau *et al.* (2005), soit celui d'amener les ONG de coopération internationale à promouvoir de façon plus appuyée les alternatives d'économie sociale dans leurs missions de développement. Pour les auteurs, la présence de ces réseaux et

---

<sup>36</sup> Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire.

<sup>37</sup> Voir le site en Développement International de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) (visité le 03/12/05) :

<http://www.uqo.ca/ries2001/LesRencontres/GESQ/SectionGESQ.html>

<sup>38</sup> Voir le site du RIPESS (visité le 15/12/05) : <http://www.ripest.net/presentation.htm>

organisations au FSM a grandement contribué à cette dynamique, avec les impacts locaux que l'on peut imaginer pour bon nombre de communautés à travers le monde.

### 3.3.2 La Marche Mondiale des Femmes<sup>39</sup>

L'idée de faire une marche mondiale des femmes a été lancée à la suite de la Marche du Pain et des Roses à la fin du printemps de 1995. À cette occasion, les groupes ralliés par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) adressaient au gouvernement du Québec neuf demandes afin de combattre la pauvreté qui affecte les femmes québécoises. On enregistra plusieurs gains suite à cette action, mais on considère que certaines des réponses furent controversées ou insuffisantes<sup>40</sup>. La réponse du gouvernement d'allégeance péquiste alors en place eut un impact majeur pour des milliers d'organisations féministes à travers le monde. Le gouvernement justifiait sa réponse aux demandes des activistes de la Marche du Pain et des Roses par des impératifs de compétitivité de l'économie québécoise, notamment en ce qui concernait l'augmentation du salaire minimum. Il indiquait alors aux manifestantes qu'il existait une entité plus puissante au-delà de l'ordre national qui contraignait sa liberté d'action.

C'est alors que les groupes rassemblés autour de la FFQ décidèrent de prendre d'assaut cette échelle où agissait ce pouvoir plus puissant : le monde. Non seulement parce qu'il fallait y interpeller les autorités, mais également pour se situer au niveau de la logique néolibérale. Et elles allaient avoir besoin pour ce faire de rallier d'autres groupes de femmes aux quatre coins du globe. La conférence internationale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les femmes à Beijing en août 1995, allait leur en donner l'occasion. Mais plus qu'à la conférence de l'ONU, c'est au forum parallèle à la conférence officielle que les déléguées québécoises ont essaimé l'idée d'une Marche mondiale des femmes en l'an 2000 auprès de plus de 35000 femmes provenant d'un peu partout dans le monde. Compte tenu du record de

---

<sup>39</sup> La majorité des informations colligées dans cette section nous provient des entrevues 5 et 6.

<sup>40</sup> Voir le site de la Fédération des femmes du Québec (visité le 12/12/05) : <http://www.ffq.qc.ca/actions/pain-roses.html>



participation à un forum parallèle de l'ONU, le moment pour une telle mobilisation semblait opportun et l'idée a effectivement reçu un accueil enthousiaste.

En 1996, la FFQ lance officiellement la Marche mondiale des femmes (MMF) qui devient un réseau international dont la coordination est basée à Montréal. La Marche se met dès lors à la tâche afin de mobiliser des groupes de femme à travers le monde. Dès le départ, la Marche se positionne contre le néolibéralisme :

C'est clair qu'il fallait bien camper la Marche Mondiale des Femmes comme étant dans cette mouvance altermondialiste, même si initialement on l'appelait pas comme ça mais dans la vraie vie c'est ça que c'était, cette remise en question de l'existence d'une fatalité, le marché dorénavant va guider l'ensemble de nos vies, cette idée que l'exploitation soit d'un groupe, en l'occurrence les hommes envers les femmes, soit les pays du Nord versus les pays du Sud, cette idée d'exploitation qui est intrinsèque au projet néolibéral, il fallait que les féministes se positionnent à l'intérieur de ça (Entrevue 6).

En l'an 2000, des millions de femmes ont manifesté à travers le monde et, au Québec, c'est plus de 30000 femmes qui ont marché dans les rues de la province, alors que plusieurs autres se sont rendues à New York pour déposer au siège des Nations Unies une pétition de plus de cinq millions de noms en faveur des revendications de la Marche mondiale des femmes.

L'expérience de la MMF représente un changement majeur pour les groupes féministes québécois. Il existait bien sûr des liens internationaux entre les organisations québécoises et celles d'autre pays depuis les années 1970, voire même avant, mais ces relations n'étaient pas aussi organisées et les actions collectives n'étaient pas proprement conjointes, du moins pas aussi clairement que dans le cas de la Marche.

### **3.3.3 Les réseaux québécois et autres acteurs altermondialistes**

De nombreuses autres dynamiques intéressantes ont cours chez les organisations québécoises depuis la moitié des années 1990 et contribuent à la vitalité du mouvement altermondialiste, au Québec comme ailleurs. Il ne s'agit pas ici de faire un recensement exhaustif de toutes ces manifestations, mais de faire ressortir quelques traits supplémentaires afin de mieux

comprendre certains des changements qui ont eu lieu dans les mouvements sociaux québécois.

Une première dynamique concerne les organisations non-gouvernementales (ONG) qui occupent une place très importante dans les événements internationaux comme les FSM, mais également dans les réseaux nationaux. La présence des ONG dans les rencontres internationales s'est fait de plus en plus intense au cours des années 1990, notamment via la participation aux sommets de l'ONU : celui sur le développement social en 1994, sur la condition des femmes en 1995, sur la lutte contre l'exploitation des enfants à Genève en 1998, ainsi que le second Sommet de la Terre à Johannesburg en Afrique du Sud en 2002 (Favreau *et al.*, 2005). Pour Favreau *et al.* (2005), le Sommet sur l'environnement de Rio en 1992, qui a rassemblé 20000 participants et 8000 ONG, dont un grand nombre de Québécois, se classe comme précurseur à l'altermondialisme et au Forum social mondial, bien qu'il s'agisse d'un événement institutionnel.

Des ONG, comme l'organisation québécoise Alternatives, jouent un rôle de premier plan dans l'organisation des forums sociaux et s'impliquent au Québec dans de nombreux réseaux. Fondé en 1994, Alternatives se présente comme « un réseau d'action et de communication » et une « organisation non gouvernementale de solidarité et de développement international »<sup>41</sup>. Alternatives a participé dès le départ à l'organisation du premier Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2001. Ses liens avec plusieurs groupes brésiliens comme la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT) et le Mouvement des paysans sans-terre (MST) lui a valu d'être contactée, à l'instar d'une cinquantaine d'organisations à travers le monde afin de contribuer à organiser l'événement. Alternatives est la seule organisation québécoise à siéger au Secrétariat International du FSM depuis la création de celui-ci<sup>42</sup>, en compagnie du Conseil des Canadiens et du Congrès du travail du Canada. Alternatives facilite aussi la participation d'individus au FSM en formant un groupe, le Comité québécois du FSM, auquel on fournit de l'information et que l'on encadre pour l'achat de billets

---

<sup>41</sup> Pour plus de détails, voir le site d'Alternatives (visité le 15/12/05) : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

<sup>42</sup> Notons que la coordination du Secrétariat international de la MMF, basée au Québec, possède également un siège au Secrétariat international du FSM.

d'avion, la réservations d'hôtels ainsi que des activités de financement. Des conférences et rencontres sont normalement organisées avant et après le forum, et un rendez-vous est fixé au forum entre les participants québécois.

Depuis les années 1990, de nombreux réseaux ont vu le jour et prennent part à des actions sur la scène québécoise et souvent sur la scène mondiale, notamment au FSM. Si certains sont davantage institutionnalisés et de nature plus sectorielle, bien que formé de groupes de divers horizons, comme le GESQ, le Chantier de l'économie sociale du Québec, le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la plupart regroupent des organisations de divers milieux afin de se mobiliser sur un front particulier : Collectif pour un Québec sans pauvreté, Collectif Échec à la Guerre, Réseau de vigilance, RQIC, Réseau du Forum social régional Chaudières-Appalaches, etc.

De nombreux groupes et organisations sont présents dans plusieurs réseaux. Par exemple, Alternatives est membre du RQIC (voir l'appendice A), du Réseau de vigilance (voir l'appendice C) et du Réseau du Forum social Québec Chaudière-Appalaches (voir l'appendice D), alors que la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) est membre du RQIC, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, ainsi que du Réseau de vigilance. Par ailleurs, ces réseaux sont eux-mêmes souvent membres d'autres réseaux, par exemple, le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Réseau du Forum social Québec Chaudière-Appalaches qui sont membre du Réseau de vigilance.

L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) émerge dans la foulée de la multiplication des réseaux et de l'émergence du mouvement altermondialiste comme un nouveau type d'organisation globale, avec un modèle sensiblement similaire à celui de la Marche Mondiale des Femmes, à cheval entre le réseau et l'organisation. Ainsi, les diverses composantes d'Attac, dont celle du Québec, fondée en 2000, ont, à l'instar des organisations, un objectif précis, soit celui de contrer la domination du capital financier sur les sociétés et ses effets néfastes, en militant pour le démantèlement des paradis fiscaux, la hausse de la fiscalité des revenus du capital et l'application d'une taxe

sur les transactions financières, en instaurant par exemple la taxe Tobin (Attac-Québec). Cette orientation tire ses origines de la première Attac, qui a vu le jour en France en 1998, dans les bureaux du Monde diplomatique, et qui s'est depuis propagé dans divers pays à travers le monde. En contrepartie, les différentes ATTAC à travers le monde ont toute la latitude pour poser des actions concrètes qui peuvent participer à cette orientation générale.

L'altermondialisme québécois tire aussi sa force de groupes plus radicaux, composés en majorité de jeunes, et dont les actions, souvent plus audacieuses et originales, contribuent fortement à dénoncer les abus du néolibéralisme. Ces groupes font parfois l'expérience de la désobéissance civile et de l'action directe (avec ou sans insistance sur le caractère non-violent). L'Opération SalAMI représente bien ce type de groupe et a joué un rôle important dans l'émergence de l'altermondialisme au Québec. Formée en 1998 afin de faire échec à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)<sup>43</sup>, elle a réussi à capter l'attention des médias et de la population au sujet de l'AMI grâce au blocage pacifique des accès de l'hôtel Sheraton de Montréal le 25 mai 1998, où se déroulait la quatrième Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies. Cette cible symbolique était justifiée par la présence de Donald Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, principal initiateur des négociations de l'accord. Plus de 200 personnes ont participé à cette action en bloquant l'accès à l'édifice.

L'intérêt principal de cette action symbolique a été de jeter la lumière sur les négociations d'un traité international jusqu'alors inconnu du public. Cette dénonciation publique s'est poursuivie dans l'arène judiciaire. Quatre-vingt-six personnes avaient été arrêtés lors de l'action au Sheraton et ils ont organisé leur défense, dans le cadre de leur procès, qui débuta au mois de mars 1999, de façon à faire le procès politique de l'AMI et, plus généralement du droit des populations à réagir, de façon marginalement inégale, aux dangers qui émanent du processus de mondialisation. Leurs avocats ont ainsi invoqué la « défense de nécessité ». Cependant, le juge a appliqué la loi strictement et utilisant un jugement de la Cour suprême, rendu en 1984, selon lequel cet argument est le « masque de l'anarchie » (George, 2002). Cette tactique a connu un nouveau succès sur la scène publique. La présence de certains

---

<sup>43</sup> Voir la section 1.2.3 pour plus de détails concernant l'AMI.

professeurs de l'UQAM, comme Michel Freitag, qui ont témoigné en faveur des militants a certainement contribué à la visibilité du procès. À la suite de ce dernier, qui condamna les manifestants, les énergies des militants de SalAMI se sont concentrées vers la mobilisation pour le Sommet des Peuples des Amériques de Québec 2001.

L'Internet permet par ailleurs aux réseaux ainsi qu'à d'autres organisations de mobiliser leurs membres, bien sûr à travers leur site Internet et les moyens plus conventionnels de diffusion (courrier, fax, téléphone), mais également à travers les listes de diffusion qui rejoignent un public encore plus large et qui représentent un outils de sollicitation et de mobilisation sans précédent. Nombre de groupes et de réseaux relaient par ailleurs l'information d'autres réseaux et groupes sur leur propre liste de diffusion. Ainsi, en étant membres de quelques listes-clés, on est presque assuré de savoir tout ce qui se passera en terme de mobilisation sur le territoire de la province. Un bon exemple de ce type de liste est la liste participative d'*Intérêt Public... l'Alter Monde en réseau* qui diffuse le calendrier altermondialiste de la semaine, auxquels tous sont invités à faire des ajouts, et qui comprend, en plus des mobilisations, les rubriques « crise du logement » (qui permet de chercher des colocataires, de faire des offres et de publier ses demandes) et « solidarité routière » (qui vise à encourager le covoiturage).

On ne pourrait enfin parler d'altermondialisme au Québec sans mentionner l'apport des milieux universitaires, autant des étudiants que des chercheurs et professeurs. Certains milieux sont plus actifs dans la mouvance, particulièrement autour de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Cette participation se traduit notamment autour de la participation à certains événements, comme les Journées d'Alternatives et le FSM, mais aussi de façon plus permanente par leur présence régulière au sein de certains groupes ou coalitions. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ainsi que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) sont des regroupements que l'on retrouve dans la majorité des réseaux et des événements. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), la Fédération autonome du collégial (FAC), diverses associations étudiantes et syndicats de professeurs et d'enseignants, ou des groupes plus informels comme AlterUQAM ou FSUQAM, se mobilisent aussi dans certaines alliances ou à l'occasion d'événements. À

l'UQAM, le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC), l'Observatoire des Amériques et l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) sont les partenaires les plus courants des milieux altermondialistes.

D'autre part, un nombre grandissant de militants s'impliquent dans les médias alternatifs québécois afin d'offrir à la population un autre regard sur les événements d'ici et d'ailleurs. Ainsi, il est commun de voir au FSM des journalistes indépendants qui s'impliquent, souvent bénévolement et dans plusieurs types de médias, y compris des médias communautaires, tels que : Radio Centre-Ville, le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), Cybersolidaires, le Carrefour international de la presse universitaire francophone, CHOQ-FM, etc.

### **3.4 Les événements altermondialistes au Québec**

Si le Sommet des Peuples des Amériques de Québec en 2001 est devenu une référence lorsque l'on aborde les manifestations altermondialistes de par le monde, plusieurs autres événements de portée plus régionale ont eu lieu au Québec. Néanmoins, la célébration du premier Forum social québécois à l'été 2007, de portée nationale, devrait permettre au grand public de saisir la vitalité de l'altermondialisme québécois.

#### **3.4.1 Le deuxième Sommet des Peuples des Amériques, Québec 2001**

Le deuxième Sommet des Peuples des Amériques de Québec en avril 2001, en marge du troisième Sommet des Amériques a certes eu un impact important au Québec, autant du point de vue de la mobilisation des organisations québécoises, des résultats de la rencontre pour la campagne continentale (comme nous l'avons vu avec la Consulta) que du point de vue de la population participante. 60 000 personnes ont participé aux activités, dont au moins 50 000 en provenance du Québec. Il va sans dire que l'implication des organisations syndicales a eu un impact déterminant dans ce nombre. Du reste, l'activité avait été organisée par le RQIC et *Common Frontiers* en réponse à la demande de l'ASC. Le gouvernement québécois, alors

péquistes, ainsi que les syndicats, financèrent l'événement avec un million de dollars, ce qui permit le transport des participants, les frais d'hôtel et de location des locaux pour les réunions et événements, les frais de traduction simultanée, publicité, etc.

Les gens qui participaient au Sommet des Peuples constituaient l'opposition tolérée par les autorités au Sommet des Amériques et mettaient l'accent sur l'alternative à la ZLEA afin de faire la preuve que la gauche peut être constructive :

La Cumbre de los Pueblos consideraba que la acción de la izquierda no se podía limitar a decir NO a la globalización, a la OMC, al ALCA, etc., sino que había que levantar una propuesta alternativa demostrando ante la opinión pública que la izquierda es constructiva y no meramente opositora y destructiva (Harnecker (2001)).

Ce groupe mettait l'emphasis sur la proposition alternative et souhaitait condamner l'usage de la violence de certains des groupes opposés à la ZLEA. Selon Martha Harnecker (2001), il y avait trois autres groupes d'opposants à la ZLEA lors du troisième Sommet des Amériques à Québec. Le premier groupe, appelé « Table de Convergence » (*Mesa de Convergencia*), s'est formé au sein du Sommet des Peuples. Pour eux, le projet du Sommet des Peuples n'est pas assez bien défini et est trop réformiste. Ce groupe réunissait des organisations comme SalAMI, certaines personnes d'Alternatives, des groupes de femmes ainsi que la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ).

Le deuxième groupe était formé d'organisations anarchistes, notamment la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du sommet des Amériques (CASA). Leur objectif était d'empêcher la tenue du Sommet des Amériques. Ils créèrent un « périmètre de solidarité » où eurent lieu des conférences et ateliers ainsi que plusieurs activités culturelles.

Le troisième groupe était représenté par le *Black Block*, une organisation bien organisée regroupant différents groupes anarchistes de l'Amérique du Nord, différents toutefois de la CLAC et de CASA puisque caractérisé par une formation militaire et l'usage de la violence contre les symboles du capitalisme (bien qu'ils respectent normalement la propriété privée

d'envergure modeste). Malgré les 400 arrestations par la police lors de la soirée du 21 avril où il y a eu des actes de vandalisme, aucun membre du Black Block n'a été arrêté.

Le Sommet des Peuples de Québec 2001 demeure sans conteste le plus grand rassemblement altermondialiste au Québec, non seulement par le nombre de participants, mais encore par la variété des organisations qui y ont participé. En s'inscrivant dans la liste des événements précurseurs au FSM, il est devenu une référence pour les acteurs du Québec et du monde entier qui luttent contre le néolibéralisme. S'il a grandement contribué à l'avancée du mouvement au Québec, il représente aussi, de façon paradoxale, un obstacle à la tenue d'événements similaires. Car pour certains intervenants que nous avons rencontrés, il serait risqué, pour la crédibilité du mouvement, d'organiser un événement qui n'aurait pas la magnitude de celle de Québec 2001. Comme nous le verrons maintenant, cette considération n'a pas freiné les ardeurs d'autres acteurs.

### **3.4.2 Campement québécois de la jeunesse**

C'est lors du troisième Forum social mondial à Porto Alegre en 2003 que les Québécois présents au Campement intercontinental de la jeunesse (CIJ) ont décidé d'organiser un Campement de la jeunesse en sol québécois. Depuis, le Campement québécois de la jeunesse (CQJ) a lieu à chaque été au Québec. Il s'agit d'un événement organisé par des individus, avec peu de moyens et grâce à la collaboration des propriétaires des terres où ont lieu les campements. Par exemple, le CQJ de 2005 a eu lieu au Mont-Radar, près de Sainte-Marie-de-Beauce, un site qui a été racheté par des personnes désireuses d'en faire un écovillage. L'organisation de l'événement, tout comme la participation, est ouverte à tous et très transparente. Il suffit de s'inscrire sur une liste de diffusion via le site Internet du CQJ afin d'être tenu informé des derniers développements, de la date des prochaines assemblées (dont les procès verbaux sont disponibles en ligne) et de participer aux débats (lieu du campement,



nom du campement, etc.). Ces listes de diffusion servent également de canaux de mobilisation pour d'autres activités, pour l'organisation de covoiturages, etc.

Ainsi le CQJ s'inscrit dans la lignée philosophique du CIJ, à la différence près qu'il n'a pas lieu de façon parallèle à un forum social. Le CIJ tire ses origines du premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001. À l'époque, le FSM opérait une distinction entre la participation des organisations et des individus dans la mesure où ces derniers n'avaient pas accès aux facilités de traduction, ni à tous les événements (Sen, 2003). « La jeunesse, envisagée comme un état transitoire chez des gens qui ne sont pas totalement intégrés dans le système institutionnalisé, était ainsi partiellement exclue du processus » (Guay, 2005, p. 2). Ceci, combiné au format universitaire des conférences et ateliers au forum<sup>44</sup> ont amené les jeunes à se replier au parc Harmonia et à jeter les bases d'un nouveau rendez-vous, qui allait devenir une tradition lors des éditions ultérieures du FSM : le CIJ.

Le CIJ est une expérience de mise en pratique des principes d'autogestion, de solidarité globale et de responsabilisation individuelle et collective. Un espace de réflexion sur les alternatives sociales, politiques et économiques (à un degré d'analyse plus radical qu'au FSM), un microcosme social, autosuffisant sur le plan politique autant que sur le plan économique, au sein même de la métropole. Son mode d'organisation est ouvert. Tous les individus et tous les groupes dont les valeurs rejoignent celles du projet sont conviés à y participer, dans la mesure de leur potentiel et de leurs intérêts<sup>45</sup>.

Au Québec comme au CIJ, l'autogestion<sup>46</sup> et l'horizontalité sont les principes qui guident les participants au campement, autant dans l'organisation du campement que dans la participation à l'événement, lequel est caractérisé par un souci d'être cohérent avec les valeurs prônées par ses instigateurs : bioconstruction, consommation responsable, économie

---

<sup>44</sup> Voir Brunelle, Dorval (2005). « Le FSM V: le mouvement citoyen mondial en pause ». La Chronique des Amériques, février 2005, N° 04. En ligne (visité le 01/04/05) : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

<sup>45</sup> Site du Campement québécois de la jeunesse (visité le 12-12-05) : <http://www.campementjeunesse.org/?q=node/view/23>

<sup>46</sup> « [Les] postulats [de l'autogestion] sont la suppression de toute distinction entre dirigeants et dirigés et l'affirmation de l'aptitude des humains à s'organiser collectivement » (Wikipédia, 01/04/05 : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil> )

sociale, mais aussi répartition des tâches, prise de décision par consensus, absence de hiérarchie, etc.

Les Québécois ont toujours été nombreux au CIJ ; lors de l'édition 2005 à Porto Alegre 619 Canadiens étaient inscrits au campement, dont 500 à 600 Québécois, représentant ainsi la troisième délégation en importance numérique après les Brésiliens et les Argentins. Et les campements au Québec, qui durent environ deux semaines, attirent à chaque année environ 300 personnes. Cette différence peut paraître étonnante et s'explique vraisemblablement par le plus grand pouvoir d'attraction qu'exerce le FSM sur les Québécois.

Un quatrième campement a eu lieu au cours de l'été 2006 au Québec, à Sainte-Émilie-de-l'Énergie, grâce à la collaboration de l'Académie de l'Énergie, une organisation qui regroupe une quinzaine de jeunes militants de la municipalité fonctionnant avec les principes de l'autogestion et dont les projets concernent principalement des initiatives écologique comme l'aménagement de jardins. Les participants « réguliers » du CQJ envisagent également de se joindre à d'autres mobilisations, notamment au cours de l'automne 2006 dans le quartier Pointe-St-Charles à Montréal.

### **3.4.3 Forum social de la jeunesse estrienne**

Le Forum social de la jeunesse estrienne (FSJE) est un forum social régional qui est né des activités du Collectif jeunesse internationale de l'Estrie (COJITÉ) à l'été 2002 et s'est déroulé pour la première fois en décembre de la même année, rassemblant une centaine de personnes. Une deuxième édition a eu lieu en juin 2005. En 2002, le COJITÉ a pu mobiliser 25 personnes, dont certains représentants d'organisations, notamment : Jeunesse du Monde, le *Tomorrow International Club* (TIC), le Comité mobilisation du Collège de Sherbrooke, Alerte Zléa, Attroupement illégal, Carrefour de solidarité internationale, le

Groupe d'étude pour une solidarité envers l'Amérique latine (GESAL)<sup>47</sup>. Les objectifs du FSJE sont les suivants :

- Permettre aux jeunes de l'Estrie et aux groupes sociaux de participer aux discussions qui se trament sur les scènes régionales, nationales et internationales.
- Générer un échange d'expériences de travail des organisations intéressées par la jeunesse autour de leurs problèmes les plus immédiats et de leurs apports respectifs à la construction d'un projet d'intégration régionale basé sur la démocratie et le respect de la différence.
- Construire un plan d'action commun qui soulève les principales initiatives des groupes sociaux de manière à avancer dans l'élaboration d'accords de travail à moyen et long terme basés sur les problèmes les plus pressants, en faveur de l'égalité, la paix et la justice sociale.
- Rassembler dans un document (mémoires) les analyses et initiatives des groupes face aux grands conflits et leur position face aux conséquences régionales qu'ont eues les plans d'intégration, tels que l'ALÉNA, ainsi que face à la mise en oeuvre de plans comme le Plan Puebla-Panama, le Plan Colombie et la ZLÉA, lesquels représentent de grands enjeux pour l'hémisphère<sup>48</sup>.

Le FSJE s'adresse spécifiquement aux jeunes ainsi qu'aux « groupes intéressés à la solidarité internationale » au point où les personnes de plus de 35 ans ou qui sont de l'extérieur de l'Estrie étaient invités à participer à titre d'observatrices<sup>49</sup>. Il s'agit d'une première distinction par rapport à d'autres forums sociaux, qui l'inscrit d'une certaine façon dans la catégorie des forums thématiques, avec une certaine restriction au niveau de la participation. Ce dernier aspect le distingue également des campements de la jeunesse, du moins celui du Québec ainsi que le CIJ, qui sont totalement inclusifs, non seulement au niveau de l'âge et de la provenance des participants, mais encore dans l'organisation de l'événement où tous peuvent s'impliquer. L'influence du CIJ, auquel ont participé en 2005 plusieurs jeunes participants au FSJE, apparaît clairement dans cette note concernant le déroulement du forum :

Le FSJE est basé sur des principes de démocratie participative et de respect de l'environnement. Nous habiterons l'École Le Ber pour vivre en elle les alternatives que

---

<sup>47</sup> Voir le site du FSJE (visité le 08/12/05) : <http://www.fsje.org/pourquoi/index.html>

<sup>48</sup> Voir le site du FSJE (visité le 08/12/05) : <http://www.fsje.org/>

<sup>49</sup> Selon l'information disponible dans les formulaires d'inscription, cette donnée n'a toutefois pu être corroborée par un témoignage d'un participant.

nous proposons. La cuisine, les dortoirs et le respect des lieux seront gérés collectivement<sup>50</sup>.

Autre distinction, le premier FSJE a produit une déclaration finale, ce qui n'est pas possible au FSM en raison de l'article 6 de la Charte du FSM<sup>51</sup>. Ensuite, les activités n'étaient pas auto-programmées, comme ce fut le cas pour toutes les activités en 2005 au FSM. Mais le fonctionnement est différent car l'accent est mis sur un travail flexible en atelier à l'intérieur des thématiques proposées, qui aboutissent à des propositions d'alternatives. En 2005, le FSJE se structurait autour de cinq axes thématiques, abordés dans un contexte qui dépasse la scène régionale pour embrasser les échelles nationale, continentale et mondiale : médias et culture, femmes et société, environnement et consommation, éducation et, enfin, participation citoyenne et désengagement de l'État. Une orientation qui n'est pas étrangère à la participation de certains jeunes Estriens à Porto Alegre en 2005. S'il se distingue des formules du FSM et des campements, le FSJE demeure un événement qui a permis de resserrer les liens entre différents acteurs de la région de l'Estrie, mais aussi du Québec et du monde par leur participation au FSM et au CIJ.

#### **3.4.4 Réseau du Forum Social Québec Chaudière – Appalaches**

Le Forum social régional de Québec Chaudière-Appalaches a eu lieu en septembre 2002 au Cégep de Limoilou à Québec. Organisé par une série d'organisations, de la région pour la plupart (voir l'appendice D), l'événement devait rencontrer les objectifs suivants :

- Rassembler le plus grand nombre d'individus et d'organisations sociales et politiques progressistes de la région de Québec, Chaudière-Appalaches pour partager nos analyses de la conjoncture, de nos luttes et des alternatives, avec la préoccupation de reconnaître les liens entre notre réalité et celle des autres peuples du monde;
- S'informer et réfléchir sur les alternatives que nous proposons ou entrevoyons à la mondialisation néolibérale;

---

<sup>50</sup> Voir le site du FSJE (visité le 08/12/05) : <http://www.fsje.org/deroulement/index.html>

<sup>51</sup> Voir la Charte du FSM, en ligne sur le site du FSM (visité le 15/12/05) : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

- Identifier nos convergences en termes d'analyses, de luttes et d'alternatives afin d'enraciner localement et régionalement la lutte à la mondialisation;
- Réfléchir et envisager la consolidation de nos liens et de nos convergences, en tenant compte de la place des femmes, de leurs besoins et droits particuliers;
- Conclure sur les moyens les plus appropriés d'assurer un suivi des travaux du Forum social régional Québec, Chaudière-Appalaches<sup>52</sup>.

À l'issue du forum, la volonté d'assurer la continuité des travaux se matérialisa par la constitution du Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches (RFS), suite à l'Assemblée générale du 3 mai 2003. Ce réseau fait la promotion des activités progressistes et de solidarité locale et internationale, et organise, via différentes commissions, des activités de sensibilisation, de concertation et de réseautage afin de favoriser les alternatives au néolibéralisme. Par exemple, le réseau a organisé, en avril 2004, un Tribunal populaire face aux politiques du gouvernement Charest. Tout en étant une initiative régionale, quelques groupes nationaux ont donné leur appui à l'événement, la majorité des groupes liés à ce réseau sont, logiquement, des organisations régionales surtout issues des mouvements communautaire et syndical, mais également des milieux étudiants, du mouvement des femmes ainsi que d'organisations religieuses. Toutefois, depuis sa constitution en réseau, la liste des organisations s'est considérablement accrue, comme on peut le constater en appendice E, grâce à l'appui de nombreux groupes de la région.

### **3.4.5 Vers un Forum social québécois**

Au Québec, deux tentatives principales ont été faites afin d'organiser un forum social à l'échelle québécoise : le Forum social Québec – Canada – Premières Nations (FSQCPN), ainsi que le Forum social québécois (FSQ), dont l'organisation était en cours au moment de la rédaction de ce travail.

---

<sup>52</sup> Voir le site du RFS (visité le 15/12/05) : <http://www.reseauforum.org/>

L'appel pour l'organisation du FSQCPN a été lancé officiellement le 22 avril 2003 et conviait le grand public à une réunion de consultation le 5 mai 2003 (Binette, 2003). Suite à cette rencontre il a été décidé que l'événement aurait lieu en juin 2004 à Montréal<sup>53</sup>. Quoi qu'il en soit, cette tentative, née d'une rencontre entre Québécois et Canadiens au FSM de 2003 à Porto Alegre, n'a jamais vu le jour, principalement parce que les organisations syndicales n'estimaient pas que la conjoncture était favorable.

L'idée d'organiser un forum social au Québec a ressurgi aux alentours du FSM de Porto Alegre en janvier 2005, où plus de 125 personnes, dont plusieurs délégués d'organisations, ont répondu à l'invitation de quelques étudiants et participants au CQJ dans le cadre d'une rencontre au CIJ. Cette rencontre a permis de constater l'enthousiasme pour un tel événement et, au retour, en mars 2005, une cinquantaine de personnes ont lancé le processus, avec la mise sur pied du comité initiateur du FSQ et en fondant l'association *Initiatives vers un Forum social québécois*.

L'un des moments charnières de l'initiative a eu lieu lors du *Week-end de réflexion vers un Forum social québécois* en novembre 2005 à Québec, auquel ont participé plus de 80 Québécois qui ont, ensemble, défini l'essence et les objectifs d'un FSQ, les modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que le moment de l'événement (juin 2006). Dès lors, le FSQ s'est présentée comme « une initiative citoyenne, portée par des individus et des délégués d'organismes impliqués avant tout sur la base d'un engagement individuel »<sup>54</sup>. Les objectifs du FSQ ainsi définis sont d'encourager les alternatives à la mondialisation néolibérale, de conscientiser la population aux impacts du néolibéralisme et aux alternatives qui émergent, de remettre le citoyen au cœur de la politique, d'encourager des actions communes ainsi que la convergence des luttes au Québec et, enfin, de proposer un débat de société constructif<sup>55</sup>.

---

<sup>53</sup> Voir le communiqué aux membres de l'UFP, daté du 30 août 2003, sur le site de l'UFQ (visité le 13/12/05) : <http://www.jeunes-communistes.com/pcq/New030830.html>

<sup>54</sup> Tel qu'expliqué dans le matériel promotionnel du FSQ.

<sup>55</sup> Voir le site du FSQ (visité le 22/02/06) : <http://www.forumsocialquebec.org/>

Ainsi, l'événement, qui s'appuie sur la Charte du FSM, sera un espace horizontal, ouvert à tous (sauf aux partis politiques et aux groupes faisant l'usage de la violence), où tous (individus comme délégués d'organisation) pourront organiser des ateliers, des conférences et des séminaires sur une variété de sujets. Plusieurs comités, qui demeureront ouverts jusqu'à l'événement, ont été formés avant la clôture de la rencontre. Ces comités sont la porte d'entrée à la structure organisationnelle du FSQ et sont chargés de mettre en application les décisions prises à l'assemblée. Cette assemblée est formée par tous les membres des comités et prend ses décisions par consensus, ou avec un vote ralliant une majorité des voix. Comme dans le cas du CQJ, il suffit de s'inscrire à la liste de diffusion afin d'être tenu au courant des derniers développements et de contacter l'organisation afin de s'impliquer dans l'un des comités.

Il convient de mentionner qu'il fut ardu pour le comité initiateur de rassembler des organisations prêtes à s'impliquer dans le projet, et même à l'appuyer. Les instigateurs étant souvent jeunes, issus du mouvement étudiant, et peu connus des organisations eurent à faire face à un problème de crédibilité, à un manque de ressources ainsi qu'à une résistance de la part de certains acteurs sociaux pour qui la date de juin 2006 n'était pas adéquate. Devant l'échec du projet de FSQCPN, un projet alimenté principalement par certains leaders d'ONG et du mouvement syndical (voir l'appendice F), les initiateurs du FSQ avaient fait le pari d'organiser l'événement depuis la base militante afin de ne pas être prisonniers des agendas politiques des grandes organisations. Cette stratégie eut un effet pervers, se traduisant par une démobilisation de plusieurs organisations qui s'engagent plus volontairement auprès des grandes organisations québécoises. Ces éléments conduisirent, en avril 2006, les organisateurs à reporter l'événement à l'année suivante, soit en 2007, et à lancer une vaste consultation afin de définir le lieu et la date exacte de l'événement. Une autre consultation fut aussi lancée concernant un projet de charte. C'est également à cette époque que les initiateurs décidèrent d'opter pour une nouvelle stratégie qui se situait dans une position mitoyenne, c'est-à-dire qu'il fallait s'assurer de l'appui de certains groupes clés au sein même de l'organisation, afin de s'appuyer sur leurs réseaux de mobilisation, tout en maintenant une structure ouverte et horizontale. Au moment de la rédaction finale de cette recherche, la nouvelle stratégie avait porté fruit et plusieurs organisations et réseaux importants, dont

Alternatives, la CSN et Attac-Québec, appuyaient formellement l'initiative. Ainsi, l'assemblée décida le 9 septembre 2006 que le FSQ aurait lieu à l'UQAM, à Montréal, du 23 au 26 août 2007.

#### **3.4.6 Les journées d'étude d'Alternatives**

Les Journées d'études d'Alternatives ont lieu à la fin de l'été depuis la fondation de l'organisation en 1994 et sont parfois apparentées à un forum social local. D'une durée d'environ trois jours, l'événement propose différentes activités, notamment des ateliers, des conférences, des débats, des manifestations culturelles, comme un festival de films engagés, des rassemblements stratégiques, des kiosques pour les organisations, etc.

Les activités sont organisées par le groupe Alternatives, ses partenaires, ainsi que d'autres groupes en contact avec cette organisation. La structure est ainsi assez souple et il est possible de proposer une activité lors de l'événement, bien que l'on ne puisse pas parler d'auto-programmation. L'événement connaît un succès appréciable, rejoignant quelques centaines de participants. En 2005, les Journées d'Alternatives ont eu lieu au Cégep du Vieux-Montréal, ainsi que dans d'autres établissements du Quartier Latin, par exemple à la Bibliothèque nationale. Les partenaires des Journées d'études (voir l'appendice G) se démarquent d'autres événements par la présence plus intense de groupes de recherche ainsi que d'autres acteurs qui ne sont pas toujours présents dans les coalitions ou les événements altermondialistes : les médias de masse (Le Devoir) et un gouvernement municipal (Arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal).

### **3.5 Les organisations québécoises au FSM**

Pour ceux qui s'intéressent au domaine de l'action collective, le Forum social mondial représente un espace très approprié pour la compréhension des mouvements sociaux à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et de ce qui les conduit à privilégier des dynamiques transnationales. Plus important dans notre cas, le Forum social mondial est une action collective lui-même, mais



aussi un cadre pertinent pour approcher le mouvement altermondialiste et sa composante québécoise. Ainsi, puisque de nombreux québécois participent à chaque année au FSM, nous avons jugé le terrain adéquat afin d'y mener notre enquête qui pourrait nous donner des indices sur l'envergure de la rescalorisation de l'action collective des mouvements sociaux québécois qui participent de la mouvance altermondialiste. Nous avons tiré ces indices de deux sources. La première source de données provient d'un sondage<sup>56</sup> réalisé à partir d'un questionnaire distribué à 81 répondants québécois présents sur les sites du FSM et du Campement Intercontinental de la Jeunesse (CIJ). La deuxième consiste en l'observation directe des activités organisées par des Québécois. Il est important de préciser que la durée relativement courte du forum ainsi que le nombre important d'activités rendaient impossible pour une seule personne de couvrir l'ensemble de ces activités. Sur une possibilité de 32 ateliers organisés par des groupes québécois, ou en partenariat avec des groupes québécois, nous ne pouvions assister qu'à 12. Nous avons finalement pu participer à 9 ateliers, dont un où il n'y avait pas de Québécois finalement, malgré l'inscription de partenaires du Québec<sup>57</sup>. Afin de bien comprendre ces indices, il importe de préciser qu'en 2005, au sein de ce que l'on a appelé le Territoire social mondial, il y avait deux événements principaux : le Forum comme tel, et le Campement international de la jeunesse (CIJ). Fréquenter le Territoire social mondial n'impliquait pas cependant la participation aux deux événements. Le FSM a rassemblé 155 000 personnes. De son côté, le CIJ, a rassemblé 35 000 personnes. Selon nous, près de 750 québécois ont participé aux deux événements, dont environ les trois quarts au CIJ.

### 3.5.1 Les québécois au V<sup>e</sup> FSM – volet humain

Il est de notoriété dans les cercles altermondialistes québécois que la délégation du Québec au FSM est toujours importante. Précisons d'emblée que la proportion de jeunes au sein de cette population est largement majoritaire, du moins pour ce qui est de l'édition de 2005.

---

<sup>56</sup> Voir la note 1 à la page 5 de l'introduction.

<sup>57</sup> En effet, il y a quatre jours d'ateliers pour le forum, divisés en 3 périodes pour un total de 12 ateliers. De plus, il fut impossible de participer à 12 ateliers car certains ont été annulés et alors que nous nous trouvions physiquement trop loin d'autres ateliers.

Notre sondage nous révèle d'ailleurs que le groupe de 30 ans et moins composait 63% de la délégation québécoise au FSM. Nous estimons par ailleurs qu'environ 150 délégués étaient inscrits au FSM, alors que près de 600 Québécois étaient inscrits au Campement intercontinental de la jeunesse (CIJ), soit environ les trois quarts des Québécois qui ont fait le voyage jusqu'à Porto Alegre<sup>58</sup>. Ce chiffre est d'autant plus frappant qu'il représente la troisième délégation en nombre au CIJ, lequel rassemblait 35000 personnes en 2005. La distinction FSM-CIJ n'est pas anodine. Comme nous l'avons vu, bien que de nombreuses personnes fréquentent indifféremment les deux espaces, plusieurs autres participent exclusivement au FSM ou au CIJ.

Un des objectifs de l'enquête en regard de la délégation québécoise était de savoir si son profil corroborait l'information selon laquelle près de 75% des participants au FSM sont liés aux universités, soit en étant étudiants, chargés de cours, professeurs ou chercheurs (Brunelle, 2005, p. 2). Pour les Québécois, on constate plutôt que 85% sont diplômés de l'université et/ou étudiants, alors que 44% sont directement liés aux universités. Il est également intéressant de noter que 43% des répondants sont membres d'au moins deux organisations – on retrouve ici le militant de type *rooted cosmopolitain* – alors que 27% des répondants ne sont membres d'aucune organisation. Ceci semble indiquer que l'engagement de l'individu envers le type d'espace qu'est le FSM aurait priorité sur l'engagement au sein d'une organisation. Ceci pourrait également être en lien avec la culture politique qui se dégage du forum, la recherche d'horizontalité qui conduit à diminuer les distinctions entre individus et organisations.

Nous avons également voulu cerner les facteurs à l'origine des interactions les plus fréquentes des répondants afin de mieux cerner le processus de construction identitaire du mouvement altermondialiste. Comme on le constate dans le tableau 3.1., pour 78% des répondants, c'est d'abord la poursuite d'intérêts communs qui est à la source de leurs

---

<sup>58</sup> Sur le site du FSM on pouvait constater qu'il y avait 619 Canadiens inscrits au CIJ. Selon la plupart des gens rencontrés, le chiffre de 600 Québécois est réaliste, les Canadiens d'autres provinces étant pratiquement absents au campement. Pour ce qui est des inscriptions au FSM, nous avons fait la liste de tous les groupes québécois dont nous avons pu vérifier la présence et estimé le nombre de délégués pour chacun de ces organisations.

interactions, suivie de près par le partage de certaines valeurs (66%). D'autres facteurs significatifs sont le partage d'un mode de vie orienté par des approches alternatives (43%) et le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités dans les pays en développement (41%). Il est toutefois intéressant de noter que la solidarité avec les pauvres et déshérités se classe au même rang que le partage de valeurs (66%) si l'on réunit les catégories des pays en voie de développement, ceux des Amériques ou d'un pays particulier. Ces chiffres indiquent que les militants n'interagissent pas de façon désintéressée et que le fait de partager certaines valeurs, notamment la solidarité avec les plus pauvres, est beaucoup plus structurant au niveau identitaire que l'appartenance à une même classe professionnelle ou à des références plus traditionnelles comme les identités territoriales ou ethniques.

**Tableau 3.1**  
**Les facteurs de socialisation identifiés par les répondants.**

La poursuite d'intérêts communs	78%
Le partage de valeurs (les valeurs morales priment sur les intérêts économiques)	66%
Le partage d'un mode de vie orienté par des approches alternatives	43%
Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités dans les pays en développement	41%
Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités d'un pays	19%
La poursuite d'intérêts professionnels communs	14%
Le partage d'une identité ethnique/régionale/nationale	9%
Le fait de favoriser la solidarité avec les immigrants	9%
Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités dans les Amériques	5%
Le partage d'une foi religieuse	2%

### 3.5.2 Les québécois au V<sup>e</sup> FSM – volet organisation

Les organisations québécoises qui participent au FSM sont très diversifiées au point de vue sectoriel. Bien que l'on remarque une plus grande proportion de groupes issus des mouvements communautaires et étudiants, le spectre sectoriel des groupes québécois présents

au Ve FSM est assez large, comme on le remarque dans la tableau 3.2. Il importe toutefois de mentionner que cette liste n'est pas exhaustive. Elle est basée sur les informations colligées dans le sondage et sur nos connaissances du terrain. Il faut également mentionner que ces organisations n'étaient pas nécessairement inscrites au FSM, mais représentées par des répondants au sondage les ayant identifiées comme l'organisation dont ils sont membres. C'est le cas notamment des partis politiques, qui ne peuvent s'inscrire officiellement au FSM puisque la charte des principes les en empêche. Certains types semblent toutefois sous-représentés : les femmes et les médias de masse.

Tableau 3.2

## Types de mouvements/groupes du Québec présents au Ve FSM

Mouvement	Nombre	Proportion
Communautaire	13	19%
Étudiant	13	19%
Groupe de recherche	8	11%
Média alternatif	7	10%
Solidarité/coopération internationale	7	10%
Syndicat	7	10%
Environnement	5	7%
Droits	3	4%
Femmes	2	3%
Parti Politique	2	3%
Autre mouvement	2	3%
Média de masse	1	1%
<b>Total:</b>	<b>70</b>	

Par ailleurs, selon notre sondage, 73% des répondants participaient à leur première mobilisation internationale. Il y a certes de nombreuses organisations qui participent depuis 2001 au FSM, par exemple la CSN, Alternatives, Attac-Québec et la Marche Mondiale des Femmes, et qui amenaient cette année de nouveaux délégués. Mais on remarque que des organismes qui ne sont pas traditionnellement actifs à l'échelle internationale se mobilisent

pour se rendre au FSM. C'est le cas notamment d'organismes communautaires comme la Société de développement communautaire de Montréal, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. On ne parle donc pas nécessairement de groupes qui étaient préalablement actifs à l'échelle internationale mais qui le deviennent par la force d'attraction du Forum social mondial.

Il semble qu'une tendance inverse soit également possible, certains groupes qui étaient actifs de façon presque uniquement internationale rescalorisent une partie de leurs actions. L'intervenante de la section canadienne francophone d'Amnistie Internationale nous disait que les alliances qu'elle tisse avec d'autres groupes altermondialistes lui permettent d'être plus active sur la scène montréalaise et québécoise. D'ailleurs, l'on commence à retrouver des groupes locaux d'Amnistie International, comme celui qui existe à l'UQAM. De même, Amnistie International commence à agir sur son propre territoire national, alors que les différentes sections menaient des actions strictement auprès de gouvernements ou d'acteurs d'autres pays par le passé (Entrevue 3).

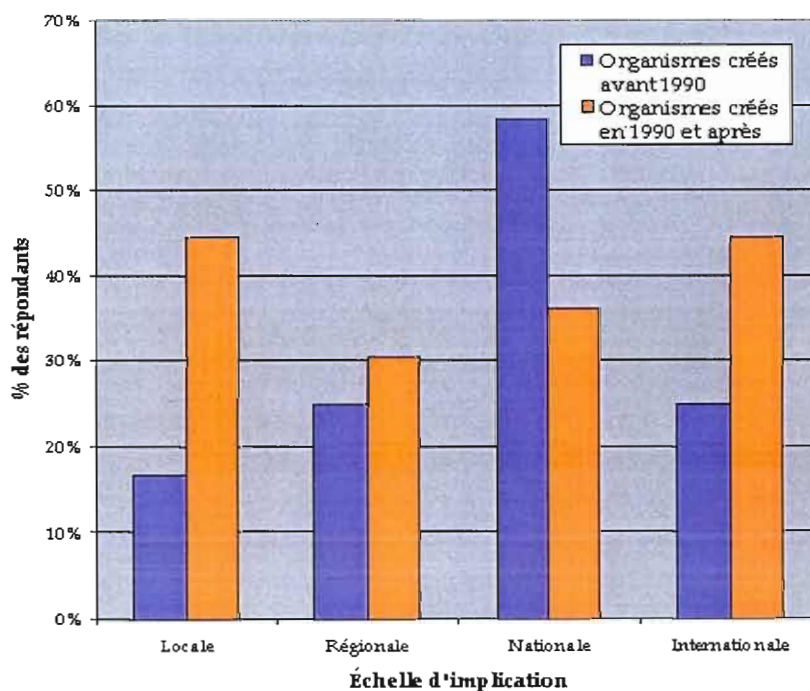
Cette tendance s'inscrit également dans le processus d'internationalisation des organisations, amorcé dans les années 1990, auquel nous faisons référence dans le chapitre précédent, et qui semble confirmer ce décroisement des échelles d'action et cet investissement de la scène mondiale. Par exemple, la Corporation de développement économique et communautaire de Trois-Rivières Économie communautaire de Francheville (ÉCOF), présente en ce Ve FSM, a une riche expérience d'action internationale :

Ainsi, ÉCOF et COMSEP ont participé à plusieurs événements internationaux, ont organisé des événements sur les pratiques novatrices en économie sociale et réalisé plusieurs expériences d'échanges internationaux (en Afrique, en Europe, en Amérique Latine) notamment dans les champs d'intervention suivants : l'alphabétisation, les femmes, l'éducation populaire, l'économie sociale, la lutte contre la pauvreté, les pratiques de revitalisation des quartiers, l'insertion professionnelle et le développement économique communautaire (Tardif et St-Germain, 2004, p. 206).

Toutefois, il semble que ce processus d'internationalisation soit plus accessible chez les organisations de création plus récente. Dans le cadre de notre sondage, 70% des organismes dont on connaît la date de création furent créés en 1990 ou après.

Les répondants membres d'au moins une organisation s'engagent dans des actions collectives qui se déroulent majoritairement à l'échelle locale. On constate cependant une différence selon la date de création de l'organisme (voir figure 3.1). Ceux créés avant 1990 ont des membres majoritairement actifs à l'échelle nationale (58%), mais beaucoup moins aux échelles internationale (25%) et locale (17%), alors que les membres d'organismes créés en 1990 ou après sont d'abord actifs à l'échelle locale et internationale (44%), puis nationale (36%).

**Figure 3.1**  
**Échelle d'implication des répondants par date de création des organismes**

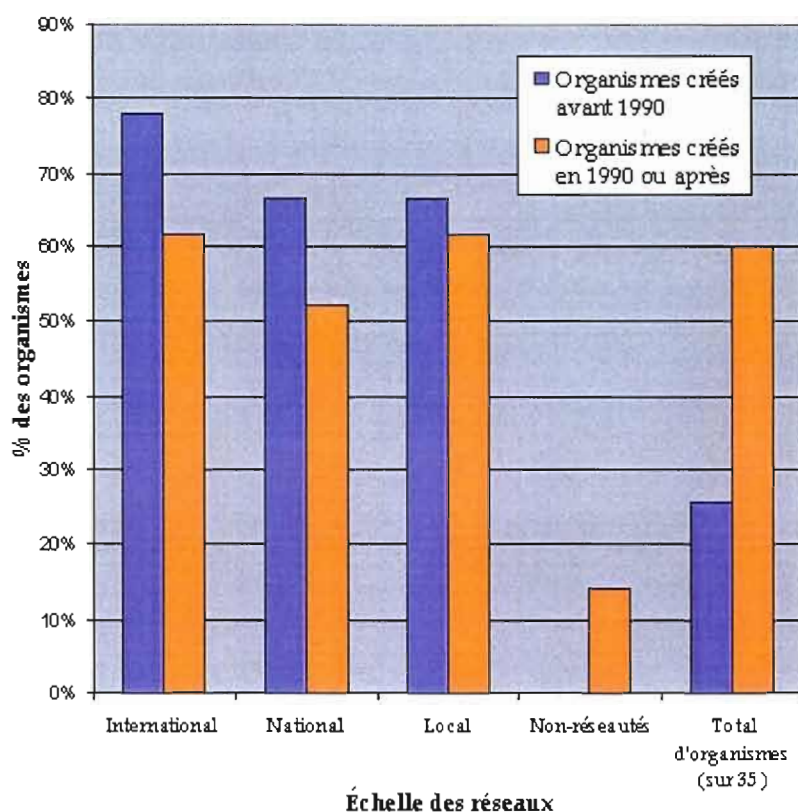


Ces résultats nourrissent l'idée d'une rescalorisation de l'action collective, que l'on peut également illustrer, de façon analogue, par les tendances de réseautage des organisations. Après l'analyse des données issues de notre sondage, on retient que l'ensemble des organismes sont d'abord réseautés à l'échelle locale, puis à l'échelle internationale (voir figure 3.2). De plus, les organismes récents sont moins réseautés que les anciens à l'échelle

nationale (respectivement 52% et 67%), la proportion d'organismes non-réseaués augmente avec l'âge de création, enfin, les organismes anciens sont davantage réseaués que les organismes récents et ce, à toutes les échelles. Ces données indiqueraient que les réseaux se consolident dans la durée.

**Figure 3.2**

**Les réseaux dont sont membres les organismes selon leur date de création**



L'une des personnes interrogées (Entrevue 1) nous a également mentionné qu'à l'intérieur des réseaux internationaux, on s'inspire de pratiques qui ont fonctionné pour différents groupes, ce qui conduit parfois à la création de réseaux locaux. Par exemple, Attac-Québec a repris l'idée d'Attac-France en créant son conseil scientifique. Les réseaux peuvent ainsi avoir un effet multiplicateur.



On voit qu'il y a un lien entre échelle de réseautage et d'action collective, qui s'explique notamment par l'utilité des réseaux : la majorité des répondants, soit 74%, croit que l'une des principales utilités des réseaux est d'entreprendre des actions collectives communes. Comme le soulignait un intervenant d'Attac-Québec (Entrevue 1), la lutte contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC est une illustration d'une mobilisation d'un réseau mondial qui agit par exemple à l'échelle locale afin que leur municipalité se prononce zone non-AGCS pour augmenter l'opposition globale à cet accord.

### 3.5.3 Le rôle du FSM

À la question de savoir quel est le rôle du FSM, la majorité des répondants au sondage ont répondu qu'il jouait le rôle d'un espace de discussion et d'échange sur l'altermondialisme (65%) et de facilitateur pour le réseautage entre organisations (53%), plutôt que de leader du mouvement altermondialiste (35%). Rappelons à ce sujet que la charte du FSM ne permet pas au forum d'adopter de déclaration finale, ni de solliciter les participants afin qu'ils prennent des décisions, pas plus qu'il ne permet à un individu ou à une organisation de s'exprimer au nom du forum. Dans ce contexte, le FSM, bien qu'il soit doté d'un certain poids politique, ne peut émerger comme un acteur global d'opposition au néolibéralisme. D'autant plus que ses participants ne sont pas représentatifs de l'étendue globale du mouvement. Il semble donc que la majorité des répondants québécois se situent davantage dans la défense du FSM comme espace plutôt que comme acteur.

Or, l'identification d'adversaires globaux par les répondants indique la pertinence d'investir le champ d'action global. En effet, la majorité des gens ont désigné comme des ennemis du FSM le Forum économique mondial de Davos (67%), les organisations économiques internationales (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce - 64%), les firmes multinationales (64%) et l'impérialisme (57%). Ceci montre que les acteurs qui participent au FSM identifient des opposants d'échelle globale ce qui témoigne de la structuration d'une sphère d'action collective supranationale. Ceci indique que le FSM ouvre un espace de conflit à l'échelle globale.



### 3.5.4 La multiplication des forums

La majorité des gens pensent que les forums sociaux à l'échelle mondiale sont adéquats pour se rencontrer (57%) et que les forums à l'échelle locale sont pertinents afin d'engager des changements (70%). Comme nous l'avons vu au chapitre I, depuis la création du premier FSM en 2001, des centaines de forums locaux, régionaux, nationaux, supranationaux ou thématiques ont eu lieu dans le monde, et de plus, la formule du forum est adoptée par des groupes qui ne sont pas clairement insérés dans l'altermondialisme; les forums sociaux de l'éducation ou des magistrats par exemple. Ce qu'il faut en retenir c'est que le forum se reproduit à diverses échelles spatiales, ce qui renforce l'idée que les mouvements sociaux déploient de nouvelles stratégies de mobilisation territoriale et participent à la rescalorisation des conflits. De plus, selon une majorité de répondants, la multiplication des forums sociaux renforce les réseaux (63%) et est nécessaire pour globaliser la lutte de leurs groupes (59%).

### 3.5.5 Les formes d'expression privilégiées et les types d'activités organisés au sein du FSM

Selon nous, la participation au FSM des groupes québécois relève essentiellement de quatre logiques d'action différentes : 1) lieu de rencontre pour les mouvements sociaux déjà réseautés; 2) réseautage; 3) débat, cadrage et éducation populaire; 4) partage d'expérience alternatives. Les ateliers auxquels nous avons participé illustrent cette dynamique, comme nous le verrons plus loin, tout comme les résultats de notre enquête.

Nous avons pu observer le premier type d'atelier au FSM avec les groupes liés autour du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), qui regroupe notamment le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) et le Chantier d'économie sociale du Québec. Entre autres activités, notamment le partage d'expériences alternatives, le RIPESS ainsi que ses composantes du Québec et d'ailleurs ont profité du FSM pour préparer et mobiliser les groupes vers la troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Dakar au Sénégal à l'automne 2005. Le réseau des Attac

organise également des rencontres de toutes les composantes nationales lors du forum. L'une de ces rencontres, dans laquelle Attac-Québec participait à titre d'intervenant visait à faire un bilan de l'activité des Attac après cinq ans d'existence.

Par ailleurs, il semble que ce soit à travers les rencontres des réseaux au FSM que peuvent émerger des actions, et non du FSM en tant que tel. Il est d'ailleurs pertinent de rappeler que l'Assemblée des mouvements sociaux produit normalement une déclaration à l'issue des forums sociaux. Les mouvements sociaux déjà réseautés profitent donc de la tenue du FSM afin de se rencontrer et d'organiser des événements et des actions.

Le deuxième type de logique, le réseautage, met en scène des dynamiques plus difficiles à observer puisqu'elles ont lieu dans les « corridors », après des ateliers, aux kiosques des organismes, dans des locaux privés et ne sont pas souvent inscrites à l'horaire. Néanmoins, nous avons participé à l'une de ces activités au CIJ qui rassemblait environ 150 Québécois ayant répondu à l'appel de quelques groupes étudiants, dont AlterUQAM et FSUQAM, et de jeunes impliqués aux Campement québécois et intercontinental de la jeunesse pour discuter d'un forum social au Québec. Nous avons également répondu à l'invitation de l'organisation Alternatives qui, comme à chaque édition du FSM, convie l'ensemble des Québécois à une rencontre informelle en soirée.

Le FSM peut donc aussi faciliter la rencontre entre des individus et des groupes appartenant au même territoire. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'il y a normalement plusieurs Québécois dans les ateliers organisés par des groupes du Québec. Selon nous, cette tendance s'explique principalement par la proximité entre certaines organisations, ou individus, qui travaillent sur des thématiques communes, qui collaborent de façon fréquente ou qui entretiennent d'autres formes de relation.

Le troisième type de logique concerne les conférences et autres activités de débat et d'éducation populaire. Pour son premier atelier lors d'un forum, AlterUQAM a rassemblé différents chercheurs afin de débattre et d'échanger autour du thème des liens entre l'université et la société civile, notamment via la recherche activiste. Cet atelier a aussi donné

naissance au Réseau INoSA (*International Network of Scholar Activists*). Pour sa part, Attac-Québec organisait un atelier d'éducation populaire à propos de l'écologie économique et des liens avec les accords de libre-échange comme ceux de l'OMC et l'ALENA.

Enfin, le quatrième type d'atelier s'organise autour du partage d'expériences. Nous avons pu assister par exemple à une rencontre organisée en partenariat avec le Société de développement communautaire de Montréal (SodecM) où des entreprises d'économie solidaire de Porto Alegre partageaient leur vécu avec des groupes communautaires de Trois-Rivières, notamment avec l'ÉCOF. Si aucun projet alternatif global n'est proposé au FSM, la participation de groupes communautaires et d'économie sociale qui mettent de l'avant les alternatives locales qu'ils ont pu expérimenter représente une myriade d'alternatives concrètes qui ouvrent une voie d'espoir pour plusieurs, et dont la popularité croît d'années en années.

Ce type d'atelier semble en général beaucoup plus horizontal que les autres, à l'exception peut-être des activités de réseautage, dans lesquelles on peut toutefois imaginer certains jeux de pouvoir. Dans les ateliers où l'accent est mis sur le partage d'expérience comme celui auquel nous avons participé, les participants sont moins nombreux, se disposent souvent en cercle et s'expriment à tour de rôle. Ce souci d'horizontalité est beaucoup moins remarquable dans la catégorie des conférences, débats et éducation populaire où quelques experts, chercheurs universitaires ou leader charismatiques du mouvement, s'expriment devant une assistance qui bénéficie en clôture d'une courte période de questions aux panélistes.

### 3.6 Conclusion

La première réaction des mouvements sociaux au Québec face à la nouvelle géométrie du pouvoir de l'ère post-fordiste fut d'abord d'agir dans leur environnement immédiat et de s'impliquer dans le développement de l'économie québécoise en se transformant en partenaires de l'État et des acteurs économiques. Ainsi, les mouvements communautaires, urbains et syndicaux eurent les moyens de leurs idées et furent à l'origine de nombreuses innovations sociales et économiques (CDEC, fonds syndicaux, etc.). En devenant des

partenaires des pouvoirs publics et en prenant en charge certaines responsabilités, ils ont aussi évité que le privé soit le seul protagoniste dans le développement du Québec. Ils ont ainsi limité l'avancée du néolibéralisme, tout en s'adaptant au nouveau contexte et en y forçant une rescalorisation de l'État. Par ailleurs, les syndicats ont compris l'importance du monde financier et ont pu l'utiliser comme un outil de développement économique.

Ce survol des mobilisations sociales au Québec depuis le début des années 1980 que nous proposons dans ce chapitre montre que l'altermondialisme a été fertile, et ce parce qu'il existait déjà certaines bases importantes. La force de l'altermondialisme au sein d'une collectivité est proportionnelle à l'internationalisation préalable de l'action collective et au nombre d'organisations et de réseaux qui la composent. Elle dépend aussi de l'appropriation de l'échelle locale par les mouvements, ce qui permet la transformation des lieux et la pratique d'alternatives locales, comme le fait l'économie sociale par exemple, où s'alimentent beaucoup le FSM et la culture altermondialiste. En retour, le FSM et sa culture sous-jacente nourrissent ce besoin d'aller-retour entre le local et le global.

Nous pouvons également identifier quelques grands constats à propos de la participation québécoise au FSM V. Tout d'abord, l'identification d'adversaires globaux est significative dans la définition du champ d'action à l'échelle internationale. Conséquemment, l'action collective se rescalorise. Il semble par ailleurs que le Forum social mondial exerce un pouvoir d'attraction qui force une rescalorisation de l'action collective de certains mouvements sociaux, traditionnellement actifs à des échelles infranationales. Le champ d'action national est toujours présent mais l'échelle locale, puis l'échelle internationale sont de plus en plus investies par l'action collective des groupes québécois. Cette rescalorisation ne va donc pas seulement vers le global, mais concerne aussi l'échelle locale comme lieu d'ancrage pour l'action collective. Ensuite, cette rescalorisation au local et au global amène logiquement les organisations québécoises à favoriser le réseautage aux échelles locales et internationales. Cette rescalorisation se traduit également en cadre de l'action collective. D'abord, l'interrelation entre les échelles locale et globale est envisagée de façon complémentaire. Puis la recherche d'horizontalité est de plus en plus valorisée, notamment au niveau de la structure organisationnelle, mais également comme nouvelle façon de repenser les rapports sociaux.

Par ailleurs, la diversité des typologies d'action que nous avons pu observer illustre le fait que les Québécois se rendent au Forum social mondial avec des objectifs bien différents. En retour, les différentes activités au FSM confèrent une expérience différente à ceux qui s'y rendent. Il apparaît ainsi que certains ateliers permettent une participation plus active des individus, alors que d'autres les confinent dans une position plus passive. Enfin, le FSM permet aux Québécois de se rencontrer, à la fois pour renforcer leurs liens ou pour en créer de nouveaux.

Il sera intéressant de voir si le FSQ pourra atteindre ses objectifs et relever le défi d'encourager la convergence des luttes des différents acteurs québécois. En attendant, force est de constater que la plupart des événements que l'on pourrait qualifier d'altermondialistes au Québec, avec l'exception notoire du Sommet des Peuples qui fut un événement d'envergure globale, ont eu lieu à des échelles régionales. Comme s'il fallait encore souligner cette tendance, un Forum social régional 02<sup>59</sup> (FSR02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean) aura lieu du 22 au 24 septembre 2006 à Métabetchouan au Lac-Saint-Jean.

Les Journées d'Alternatives et les Campement québécois de la jeunesse sont certes des événements qui interpellent des gens de partout au Québec. Cependant, dans le cas des Journées d'études, les participants sont surtout des membres de l'organisation et des partenaires d'Alternatives, alors que le campement mobilise essentiellement des individus, les organisations y sont absentes. Devant l'échec du Forum social Québec - Canada - Premières Nations et du report du FSQ, on peut s'interroger sur le désir des mouvements sociaux québécois d'ouvrir un espace de dialogue, de convergence des luttes et de construction d'alternative à l'échelle nationale. Les raisons peuvent être nombreuses. Mais l'idée selon laquelle les organisations québécoises préfèrent mener des luttes plus thématiques grâce à leurs réseaux et aux différentes coalitions et ouvrir des espaces publics comme les forums sociaux à l'échelle locale, dans leur environnement immédiat, cadrerait bien avec la nouvelle géométrie du pouvoir.

---

<sup>59</sup> En référence à la région administrative « 02 », soit celle de Saguenay-Lac-St-Jean.

## CHAPITRE IV

### TROIS ÉTUDES DE CAS

L'objectif de ce chapitre est de confronter les conclusions tirées de nos observations concernant l'évolution de l'altermondialisme au Québec avec trois études de cas d'organisations : d'abord la Société de développement communautaire de Montréal (SodecM), puis la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ) et, enfin, la Marche mondiale des femmes. Nous ne prétendons pas ici comparer ces trois organisations qui sont fort différentes. Comme nous l'avons vu, le mouvement altermondialiste est caractérisé par une intense diversité qui interdit les généralisations abusives. Notre intention est plutôt de fournir un aperçu de cette diversité, tout en appuyant certaines des conclusions issues de notre enquête à Porto Alegre et en les illustrant grâce à quelques exemples. Le schéma d'analyse qui a été utilisé pour la réalisation de ces études de cas, que l'on retrouve en appendice I, a d'ailleurs été bâti suite à l'analyse des données quantitatives.

Nous avons choisi ces organisations à partir de quatre critères principaux. Le premier est la participation au FSM. Ainsi, les trois organisations ont envoyé des délégués à au moins deux éditions du FSM. Le deuxième critère est le territoire d'action principal de l'organisation. Nous voulions des organisations qui agissent à diverses échelles. Ce critère devait nous permettre de bonifier nos conclusions précédentes qui postulent un décloisonnement des échelles d'action. Ainsi, la SodecM est un organisme dont le mandat d'action porte sur la ville de Montréal ainsi que sur la région métropolitaine. De son côté, la FNEEQ est une organisation syndicale québécoise, alors que la Marche mondiale des femmes est un réseau d'action mondial composé de groupes répartis un peu partout dans le monde. Le troisième

critère est le secteur des luttes. Nous voulions des groupes bien délimités sur le plan sectoriel. Dans ce cas-ci, ils portent sur les mouvements communautaire, syndical et des femmes, soit les domaines de mobilisation sociale les plus importants au Québec depuis les années 1980. Enfin, le quatrième critère est de nature logistique : les trois organismes ont leur quartier général à Montréal, ce qui a facilité la réalisation de la recherche empirique.

Pour chacune des ces organisations, nous nous attarderons aux aspects suivants : les actions qu'elle déploie et les réseaux dans lesquels elle s'insère, sa relation au Forum social mondial, l'impact de la mondialisation, puis de l'altermondialisation sur ses actions, et enfin, leur opinion face au Forum social québécois. Enfin, un tableau récapitulatif nous permettra de synthétiser nos observations et de proposer quelques conclusions.

#### **4.1 Société de développement communautaire de Montréal (SodecM)**

La Société de développement communautaire de Montréal est un organisme à but non lucratif fondé en 1997 et dont le mandat est de faire la promotion de l'écologie sociale à Montréal, à la fois au niveau des quartiers et de la région métropolitaine. Son champ d'action se déploie dans le domaine du développement communautaire et fonctionne par projet.

Sa mission est de trouver des solutions écologiques, politiques et économiques aux problèmes auxquels est confrontée la ville de Montréal, tant dans la vie des quartiers qu'en tant que métropole. La SodecM privilégie une approche globale et multidisciplinaire, de concert avec les différentes composantes de la communauté urbaine, à travers des activités d'information-sensibilisation, d'éducation, d'analyse de la réalité urbaine, et dans l'exercice d'une démocratie plus participative<sup>60</sup>.

La SodecM a su préserver une appréciable liberté d'action puisqu'elle n'est pas intégrée dans les appareils institutionnels de développement communautaire, comme le sont, par exemple, les Corporations de développement économique et communautaire (CDEC). Mise sur pied par des militants de la ville, elle a recours à diverses activités d'autofinancement, mais elle est surtout subventionnée par différents bailleurs de fonds :

---

<sup>60</sup> Site de la SODECM (visité le 12/02/06): <http://www.urbanecology.net>

Fonds nord-américain pour la coopération environnementale, des fonds discrétionnaires fédéraux et provinciaux, Environnement Canada, Patrimoine Canada, le Conseil régional de développement de l'île de Montréal, la Régie régionale de Montréal, Environnement Québec, Emploi Québec, le Fonds de lutte contre la pauvreté, la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal, la Fondation TD-Les Amis de l'environnement la Fondation EJLB, la Ville de Montréal, la Fondation Howick [...] <sup>61</sup>.

La base philosophique et politique de la SodecM est l'écologie sociale, que l'on distingue de différents courants dans le domaine de la protection environnementale : les conservationnistes, les préservationnistes, les environnementalistes, les écologistes politiques, les écologistes profonds, etc. L'écologie sociale favorise une forme d'action enracinée dans un quartier mais qui concerne l'échelle régionale, soit, dans le cas de la SodecM, la région métropolitaine de Montréal. Ainsi, on accorde de l'importance à l'enracinement dans des communautés, on valorise les relations de voisinage et la connaissance de notre milieu immédiat. L'écologie sociale vise à rééquilibrer les rapports entre les sociétés humaines et la nature, ce qui demande dans un premier temps de profondes transformations sociales, tant au niveau social qu'économique et politique : « il faut démocratiser la démocratie » de nous dire un intervenant (Entrevue 7). Cela passe également par une redéfinition du développement communautaire, qui doit, selon cette organisation, être orienté vers une optique de développement urbain durable et de démocratisation de la société montréalaise. Cette première étape de transformation est essentielle afin de changer le rapport des sociétés à la nature :

Si on ne fait pas ça, si on ne peut pas changer ce rapport inter-humain à l'intérieur de notre société, on ne peut pas prétendre qu'on peut changer les rapports de force entre notre société et la nature. (Entrevue 7).

Ainsi, par exemple, l'une des voies d'action privilégiée par la SodecM est de demander un approfondissement de la démocratie, davantage de participation citoyenne (vers une cogestion citoyen/élu) et un renouvellement des pratiques politiques, notamment via des budgets participatifs et des systèmes proportionnels.

---

<sup>61</sup> Site de la SODECM (visité le 12/02/06): <http://www.urbanecology.net>



Parmi les différents projets de la SodecM, on retrouve le Centre d'écologie urbaine, le principal projet, le journal communautaire Place Publique, le groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté, le Groupe-ressources en écodesign (GRED), ainsi que d'autres sous-projets.

#### **4.1.1 Action et réseaux**

La SodecM est essentiellement active à Montréal, ainsi que dans sa région métropolitaine. Elle s'intéresse notamment à l'économie de la région ainsi qu'aux questions environnementales.

La SodecM est également active à d'autres niveaux, bien que cela arrive de façon ponctuelle, comme ce fut le cas à quelques reprises lors du FSM auquel nous reviendrons un peu plus loin. Elle a de très bonnes relations avec des organismes à Vancouver et à Toronto, ainsi que dans d'autres villes canadiennes, avec qui elle a des projets communs, par exemple lors du III<sup>e</sup> Forum urbain mondial organisé par les Nations-Unies-Habitat (Programme des Nations-Unies pour les établissements humains) qui a eu lieu à Vancouver, du 19 au 23 juin 2006.

Sur la scène québécoise, la SodecM s'allie essentiellement avec des groupes ou réseaux qui traitent des questions de démocratisation, par exemple Alternatives et surtout le réseau « D'abord solidaire » avec lequel la SodecM travaille couramment, ce qui l'amène aussi à rencontrer des groupes d'autres municipalités au Québec, notamment à Trois-Rivières.

L'un des exemples d'action de la SodecM les plus pertinents est le Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal, un événement inspiré du premier FSM à Porto Alegre en 2001 et qu'elle a organisé avec le Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté (GTDMC), un projet chapeauté par la SodecM. Le premier Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal a eu lieu en juin 2001, avec une série d'ateliers sur les différents enjeux de Montréal. C'était le premier sommet du genre à être organisé au Québec depuis le Sommet populaire organisé par le Conseil central de la CSN dans les années 1960.

L'événement se voulait modeste ; avec un budget de 2000 à 3000 \$, on espérait rejoindre environ 75 personnes, alors qu'il y a eu près de 250 participants. La parenté avec le FSM se retrouve dans les objectifs du sommet : « c'est un endroit où on se reconnaît, où on discute des enjeux et on entreprend de se réseauter, de faire des liens, de travailler ensemble après cet événement là » (Entrevue 7).

Après le sommet, la SodecM et ses partenaires ont demandé à ce que soit organisé par la ville un Sommet de Montréal afin de discuter de l'avenir de la ville dans un cadre plus institutionnel. Cette proposition fut acceptée dans le programme de l'Union des citoyens et citoyennes de Montréal (UCM) en 2001. Gérald Tremblay, s'il était élu, s'engageait à l'époque à célébrer un Sommet de Montréal dans les 100 jours suivants son élection en janvier 2002. La promesse fut tenue et le premier Sommet de Montréal eu lieu en juin de la même année.

Parallèlement, toutefois, la SodecM a décidé d'organiser un deuxième Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal, lequel a eu lieu en mars 2002 et auquel participèrent 400 personnes. Cependant, ce sommet ne se voulait pas un contre-sommet ou un sommet concurrent au sommet officiel organisé par la ville. Précisons que ce dernier fonctionnait par invitation (environ 3000 invitations, surtout destinées à des organisations), ce qui excluait les citoyens et beaucoup de militants à la base des organisations. L'idée était donc de récolter les points de vues, les propositions et les conclusions du Sommet des citoyens et citoyennes afin de les transmettre au sommet officiel et ainsi élargir le débat quant aux enjeux de l'avenir à Montréal. C'est ainsi que cet événement a pu influencer une certaine partie du Sommet de Montréal.

Le troisième et dernier Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal a eu lieu en septembre 2004 et plus de 525 personnes y ont participé, confirmant ainsi un intérêt certain pour ce type d'événement. À l'automne 2005, la SodecM ne pensait pas organiser un quatrième sommet, compte tenu de l'énergie exigée pour organiser un événement semblable. Malgré l'intérêt des sommets, la SodecM a réfléchi sur la façon de rendre le processus le plus

utile possible. C'est ainsi que l'on proposait au maire Tremblay que chaque mandat électoral soit assorti de deux sommets de la ville de Montréal, l'un au début pour établir les priorités, et l'autre à la fin pour faire le bilan public sur les réalisations. Mais l'idée d'un deuxième sommet pendant le premier mandat n'a pas été retenue, pour des raisons essentiellement financières et administratives.

Les participants à cette initiative étaient essentiellement des groupes montréalais, groupes communautaires, groupes de femmes, des groupes ethnoculturels, etc. Les grands absents étaient en fait les syndicats et les grandes centrales syndicales.

Enfin, pour la SodecM, l'Internet est un outil de mobilisation. Le portail Internet de l'organisme fournit des informations sur les activités des différents projets de la SodecM, notamment le Centre d'écologie urbaine, et propose différents articles et rapports d'experts sur des questions liées à ses champs d'action.

#### **4.1.2 Forum social mondial**

La SodecM a participé à la première édition du FSM en janvier 2001 à Porto Alegre. Cette expérience a inspiré le président de la SodecM qui participait au FSM et lui a donné l'idée d'organiser le premier Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal, comme nous l'avons vu plus haut.

La SodecM en est venue à participer au FSM suite à la publication, dans son journal *Place Publique*, d'un article de Noam Chomsky qui portait notamment sur le Forum social mondial. Ce sont les lecteurs de *Place Publique* qui ont demandé à la SodecM d'y envoyer quelqu'un, ce qui a pu être réalisé, grâce à des donations et au support du groupe Alternatives.

En 2005, la SodecM a envoyé trois personnes qui travaillent autour du projet du groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté. À cette occasion, ils ont nourri de bonnes relations avec des organismes à Porto Alegre, dont le *Centro de assessoria e estudos*

*urbanos* (Cidade – Centre d’assistance et d’études urbaines) avec lequel ils ont d’ailleurs organisé un atelier, « Échanges en économie sociale Montréal – Porto Alegre ». Une vingtaine de personnes issues d’organismes du Québec et de Porto Alegre ont participé à cet atelier. Les liens avec Cidade n’étaient pas récents. Des délégués de cette ONG basée à Porto Alegre ont même participé à titre de conférenciers aux deuxième et troisième Sommet des citoyens et citoyennes sur l’avenir de Montréal, tout comme des représentants de l’Institut Polis - Institut d’études, formation et assistance en politiques sociales - de Sao Paulo. Ces deux organisations sont essentiellement actives au niveau de l’environnement urbain afin de favoriser la participation citoyenne, bien que l’Institut Polis soit une ONG qui œuvre sur l’ensemble du territoire brésilien. Pour la SodecM, le FSM est donc aussi une façon de nourrir les relations.

Selon l’intervenant, qui avait déjà participé à de nombreuses rencontres, du local à l’international, le FSM se distingue par le fait qu’il traite d’enjeux qui se déroulent à toutes les échelles, du local au mondial, et que des liens sont constamment faits entre les dynamiques qui prévalent aux différentes échelles. Et ce avec des thèmes très concrets, comme l’habitation, le transport, les problèmes quotidiens, etc. Pour lui,

Il y a quelque chose de profondément différent avec la conceptualisation et l’organisation des Forum sociaux qui n’existaient pas dans le passé. Ces gens-là sont vraiment connectés avec une réalité large et vraie, pas une fausse réalité mais la vraie réalité (Entrevue 7).

Le forum se distinguait également par un respect du social, des acteurs présents, sans manipulation de la part de certains partis politiques et même des différentes instances de gouvernement du Brésil. Pour l’intervenant, il y aurait un cycle de militantisme à chaque trente ans. Ainsi, après les années 1930 et les années 1960, les années 1990 virent l’émergence d’une nouvelle forme de militantisme qui se poursuit dans les années 2000. Le mouvement altermondialiste est plus large que les mouvements précédents, autant numériquement que géographiquement, et pose des défis à la mesure de son ampleur :

La question est jusqu’à quel point le réseautage de ce mouvement là fonctionne efficacement, jusqu’à quel point il y a des campagnes, des projets en commun, jusqu’à quel point il y a une coordination égalitaire et démocratique à travers la planète, des

questions d'ordre organisationnelles qui sont capitales et quels sont les objectifs en commun de tout ce mouvement là (Entrevue 7).

#### **4.1.3 Impact de la mondialisation**

Pour la SodecM, l'un des impacts principaux de la mondialisation fut qu'elle a permis de comprendre que les villes sont des acteurs très importants dans la globalisation de l'économie.

Pour les grandes sociétés, les grandes corporations, pour les responsables de la Banque mondiale, pour tous les acteurs qui déterminent l'évolution de l'économie globale, les villes sont des acteurs clés (Entrevue 7).

Cette discussion sur le rôle des villes doit être mise en contexte avec les questions de gouvernance, pour relativiser l'impact des gouvernements provinciaux et nationaux dans l'économie mondiale.

#### **4.1.4 Impact de l'altermondialisation**

L'impact de l'altermondialisation pour la SodecM est difficile à mesurer, puisque l'organisme a été fondé en 1997. Ainsi, à la question de savoir si la culture politique du FSM, basée sur l'horizontalité, avait un impact sur le fonctionnement de l'organisme, on nous a répondu que la SodecM avait déjà une façon de fonctionner différente d'autres organismes puisqu'elle se structure par projet. Ainsi, la porte n'est fermée à aucun projet, en autant qu'il soit en accord avec l'écologie sociale, la philosophie à la base de l'organisation.

De façon générale, selon l'intervenant, l'aptitude des FSM à faire le lien entre les dynamiques à toutes les échelles est en soi quelque chose d'inédit et de remarquable.

L'altermondialisme pourrait cependant avoir un impact sur le mouvement communautaire et y favoriser la concertation. Celui-ci serait, du moins à Montréal et entre les différents milieux urbains, très fragmenté.

Il n'y a pas malheureusement une cohérence, une unité parmi le communautaire sur l'échelle de Montréal pour mettre une pression concertée sur la ville ou d'autres instances pour prendre une certaine direction, c'est très fragmenté. [...] Le moteur de Porto Alegre n'est pas encore mis en application (Entrevue 7).

#### 4.1.5 Forum social québécois

L'intervenant interviewé déplore le fait qu'il n'y ait toujours pas eu de forum social au Québec et souligne certaines difficultés pour la mise en place d'un Forum social québécois. Il effectue d'abord un retour sur l'initiative Forum social Québec – Canada – Premières Nations<sup>62</sup>. À l'époque, le projet n'a pu finalement voir le jour en raison de la résistance de certains syndicats et, selon lui, les gens au Québec ont peur de faire quelque chose sans les syndicats.

On souligne également le rôle primordial de la ville d'accueil, en faisant un parallèle avec Porto Alegre, où la mairie de l'époque a fortement contribué à l'organisation de l'événement, notamment en le finançant. La même chose s'est répétée à Londres lors du III Forum social européen. Il faut donc pouvoir compter sur l'appui de la municipalité.

Un autre défi sera celui d'éviter d'être manipulé par certains éléments politiques et cela de deux façons. Premièrement, pour que ça ne devienne pas un forum anti-Charest :

[...] le communautaire est pas clair dans ses objectifs, dans sa pensée, dans sa façon d'analyser les choses, et parce que il y a des forces politiques très puissantes avec beaucoup d'influence. Qu'est-ce que ça donne pour avoir un forum social qui est seulement anti-Charest. Parce que le problème est beaucoup plus large que son gouvernement et son parti et on le sait très bien. Mais pour combien parmi nous est-ce aussi clair que ça? (Entrevue 7).

---

<sup>62</sup> Voir la section 3.4.5 pour plus d'informations au sujet de cette initiative.

Deuxièmement, parce que actuellement au Québec, il n'y a pas ce respect face au social. Il faut donc éviter la manipulation, autant par les partis de gauche que de droite, afin de constituer un véritable agenda social.

#### **4.1.6 Conclusion de l'étude de cas**

La SodecM a effectivement, avec sa participation au FSM, opéré une certaine rescalorisation de son agir collectif en investissant la scène globale. Ceci a eu plusieurs impacts pour l'organisation et son environnement. Le premier impact concerne la diffusion d'innovation, dans ce cas-ci l'organisation des Sommets des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal à partir de l'expérience de Porto Alegre. Avec cet événement, et sa représentation au Sommet de Montréal, la SodecM a favorisé la participation des citoyens dans la discussion sur les enjeux d'avenir de la ville. Rappelons également que c'est suite à la demande de la SodecM et de ses partenaires que la ville a décidé d'organiser le sommet. La participation de la SodecM au FSM a donc par la suite permis une plus grande participation citoyenne à Montréal.

Un autre impact fut la création ou l'alimentation de liens avec d'autres organisations, notamment dans d'autres villes du monde, mais également au Québec. Ces organisations de l'extérieur du Québec avec qui la SodecM entretient des liens, notamment celles du Brésil et du Canada, gravitent également dans le milieu urbain. Au Québec, les liens qu'entretient la SodecM sont également de nature sectorielle, axés sur les questions de démocratisation, mais il ne s'agit pas uniquement d'organisations locales liées au développement communautaire.

D'un point de vue territorial, le FSM a permis à la SodecM de nourrir des relations avec des organisations communautaires de Trois-Rivières. Par contre, il n'aurait pas encore contribué à renforcer les liens entre les organisations communautaires montréalaises. On constate également que les mouvements sociaux québécois connaissent une fragmentation semblable, visible avec l'échec de l'initiative Forum social Québec – Canada – Premières Nations.

L'intervenant souligne également une certaine dépendance des organisations québécoises qui hésitent à participer à des actions en l'absence du mouvement syndical.

Selon l'intervenant, le FSM présente l'utilité inédite de faire des liens entre les dynamiques à toutes les échelles, ce qui lui permet de faire face à la réalité contemporaine. De plus, dans un contexte où les villes sont des lieux où se concentrent le pouvoir, le FSM offre l'occasion aux mouvements de traiter d'une variété d'enjeux concrets qui se déroulent à l'échelle locale. Une certaine forme d'horizontalité serait favorisée au FSM grâce à ce respect du social qui conduit les gouvernements et les partis à ne pas essayer de manipuler le forum. Par contre, il apparaît n'est pas évident de se prononcer sur l'horizontalité du mouvement de façon plus globale.

#### **4.2 Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ)**

La Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) est un syndicat fondé en 1969 et affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui fédère 71 syndicats. Ces syndicats font partie d'un regroupement selon leur domaine : le regroupement cégep, le regroupement privé ou le regroupement université. Les membres participent également à différents comités de travail, par exemple « les problématiques actuelles et nouvelles de l'éducation, la précarité dans l'enseignement, la santé-sécurité au travail, la condition féminine et la retraite »<sup>63</sup> ainsi qu'aux congrès et aux conseils fédéraux. Ils peuvent enfin compter sur une équipe de salariés permanente pour les appuyer dans leurs activités.

La FNEEQ représente 23500 enseignants, dont 13500 enseignant de cégep, 8500 chargé de cours d'université et 1500 enseignants d'institutions secondaires et collégiales privées. La FNEEQ a également souhaité se rallier le secteur des étudiants salariés, mais cela n'a pas été possible jusqu'au moment de la rédaction de ce travail.

---

<sup>63</sup> Voir le site de la FNEEQ (visité le 18/02/06) : [www.fneeq.qc.ca](http://www.fneeq.qc.ca)



La FNEEQ est directement liée à la constitution d'un mouvement syndical dans les cégeps, qui furent créés en 1966, ainsi qu'au contexte de la Révolution tranquille :

[...] c'était dans la foulée de la révolution tranquille et de la syndicalisation dans le secteur public. Les cégeps étant publics, la question de la syndicalisation s'est posée et dans le souci des enseignants à l'époque, l'affiliation à une centrale ouvrière qui soit au-delà du strict monde enseignant était importante. Alors c'est pour ça que d'entrée de jeux les enseignants de cégeps se sont affiliés à la CSN (Entrevue 8).

Puis, vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, la fonction de chargé de cours s'est développée dans les universités et ces enseignants se sont syndiqués à la FNEEQ. Ainsi, selon l'intervenant, la FNEEQ représenterait un pôle d'identité stratégique, dans le monde de l'enseignement supérieur, pour les enseignants. Et c'est résolument vers l'enseignement supérieur que la FNEEQ entend développer son expertise afin de promouvoir une « vision démocratique et accessible de l'enseignement » (Entrevue 8).

#### 4.2.1 Action et réseaux

Tôt dans son histoire, il y a plus de 20 ans, la FNEEQ a développé un comité de solidarité internationale. Avec le tournant du millénaire, celui-ci s'est consacré aux forums sociaux et autres mobilisations altermondialistes, et particulièrement à la participation au Sommet des Peuples à Québec en avril 2001. Sans prendre plus de place face aux représentations internationales officielles de la FNEEQ, les causes altermondialistes deviennent plus prioritaires face à des causes plus traditionnelles, comme par exemple, le soutien à un syndicat, ou à une lutte spécifique, car les forums sociaux facilitent leur mission de solidarité internationale : « je pense que le forum social est le lieu par excellence où exprimer une solidarité internationale avec beaucoup de causes en même temps » (Entrevue 8).

La FNEEQ organise diverses activités au Québec de portée internationale, par exemple le colloque « Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation » en avril 2001. Bien qu'il se soit agi d'un colloque destiné aux enseignants de la FNEEQ au Québec, des invités du Brésil, d'Haïti et d'autres pays ont également participé à l'événement. La FNEEQ a également été

très active via le Réseau Québécois sur l'intégration continentale dans l'organisation du Sommet des Peuples à Québec en avril 2001.

Mais l'une des actions internationales les plus intéressantes de la FNEEQ fut l'organisation d'une conférence sur la mondialisation, l'éducation et le changement social à Ramallah en Palestine en octobre 2004. Cette idée fut officiellement lancée lors d'un atelier réunissant une trentaine de personnes au IV Forum social mondial de Mumbai en Inde en 2004. À travers ce noyau, via d'autres réseaux comme l'Internationale d'Éducation ainsi qu'un nouveau portail Internet, la FNEEQ et ses partenaires, dont l'ONG *Teacher Creativity Centre*, chargée d'organiser l'événement, et le syndicat des enseignants de Palestine, ont pu mobiliser quelques centaines de personnes lors de cet événement. Le rôle de la FNEEQ fut notamment de contribuer au financement de délégués venant de pays du Sud et de sa vingtaine de délégués du Québec.

À l'international, la FNEEQ est membre de l'Internationale de l'éducation depuis le début des années 2000. L'International de l'éducation, qui regroupe tous les syndicats du monde de l'éducation et principalement de l'enseignement, est l'une des sections de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), à laquelle est affiliée la CSN. Essentiellement, il s'agit de délibérer sur des grandes lignes politiques qui aboutissent à une déclaration générale au terme d'un congrès international qui a lieu tous les trois ans. La FNEEQ est également membre la Confédération des éducateurs américains (CÉA).

L'affiliation de la FNEEQ à la CSN lui ouvre également la porte d'autres réseaux. En ce sens, l'indépendance de la FNEEQ est davantage dans les initiatives et les projets qu'elle peut déployer, comme celui de Ramallah par exemple.

Sur la scène québécoise, l'action de la FNEEQ vise à soutenir des gens qui participent à des stages à l'étranger, surtout dans les institutions d'enseignement, donc avec des étudiants. Il s'agit du soutien financier le plus important qui est octroyé de façon permanente.

La FNEEQ s'allie également avec d'autres groupes pour faire des actions. Par exemple, elle appuyait en décembre 2005 une campagne de boycott de produits israéliens, lancée par la Coalition pour la justice et la paix en Palestine, avec la Fédération des femmes du Québec, Option Citoyenne, l'Union des forces progressistes (UFP) et d'autres groupes. La FNEEQ s'est également impliquée avec Attac-Québec pour la campagne contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et a pu pousser la question au sein de la CSN.

À l'échelle canadienne, l'action de la FNEEQ est plus limitée et concerne essentiellement des actions liées au monde de l'éducation, alors qu'aux autres échelles, les actions qu'elle entreprend ou appuie dépassent souvent ce cadre sectoriel. Ainsi, elle collabora parfois avec des syndicats ou autres groupes du monde de l'enseignement dans le reste du Canada pour des « enjeux de l'éducation et de la marchandisation, donc l'enseignement supérieur et tout le débat sur les transferts fédéraux [pour qu'ils] servent le plus l'école publique et le système publique » (Entrevue 8).

La FNEEQ lance parfois des campagnes sur Internet. Par exemple, lors du débat sur les cégeps en 2003 alors que le gouvernement parlait de mettre fin au réseau collégial public, la FNEEQ a lancé une pétition sur le site Internet Coalition cégep. Toutefois, l'avantage principal de l'utilisation d'Internet n'a pas été le nombre de signatures récoltées, qui se situe entre 2000 et 3000 sur un total de 50 000 signatures, mais plutôt la vitrine que cela a donné à la campagne. Pour la FNEEQ, le succès de cette campagne est dû aux organisations qui ont travaillé sur le terrain pour amasser l'essentiel des signatures. L'Internet a donc une utilité mais ne peut remplacer ce travail de terrain traditionnellement assuré par les organisations, en fait, pour le mouvement syndical, sa force c'est justement son organisation. Du reste, la FNEEQ peut compter sur de nombreuses ressources et sur une certaine expertise auprès de ses membres enseignants afin d'avoir accès aux nouvelles technologies, par exemple en ce qui concerne les logiciels libres.

#### 4.2.2 Forum social mondial

La FNEEQ a participé à toutes les éditions du Forum social mondial depuis 2002, elle n'était donc pas présente en 2001, notamment parce qu'il y avait leur colloque national. Les délégués de la FNEEQ participent également au Forum mondial de l'éducation, qui se tient normalement en parallèle ou à quelques jours d'intervalle du FSM, dans la même ville.

Il y a eu un changement dans la représentation qu'assure la FNEEQ au FSM depuis sa première participation en 2002. Au départ, la personne déléguée était un membre de l'exécutif de la FNEEQ. Ensuite, à compter de 2005, la FNEEQ a commencé à reconsidérer sa participation, compte tenu du caractère non-délibérant de l'événement. « En 2005, il y a quelqu'un qui a participé au nom de la FNEEQ, mais nous on commence un peu à essayer de voir comment on va s'y insérer et comment on va souscrire à l'activité » (Entrevue 8). Ainsi, à l'édition de 2005 à Porto Alegre, c'est donc une enseignante qui a représenté la FNEEQ, laquelle l'a aidé financièrement, et qui s'est chargé, avec l'appui d'Alternatives, d'organiser un atelier avec des Palestiniens pour faire le bilan de la conférence tenue en 2004 à Ramallah. Il s'agissait d'une formule de participation plus souple, et qui n'impliquait pas des gens avec une responsabilité politique.

L'année suivante, en 2006, cette nouvelle formule allait être jumelée à une représentation plus officielle avec des membres de l'exécutif, afin de participer au forum polycentrique de janvier 2006 à Caracas au Venezuela avec toutefois une nouvelle approche. Pour la première fois, la FNEEQ a organisé une campagne de recrutement parmi ses membres afin de former une équipe pour se rendre à Caracas. En décembre 2005, 45 personnes de la FNEEQ s'étaient inscrites afin de participer à l'édition 2006 du FSM, la majorité étant des enseignants au niveau collégial. Cette opération a donné une certaine « perspective au comité d'action internationale de persévérer et de faciliter la participation des enseignants de la FNEEQ à ce genre d'activité ». Afin de ne pas défrayer le coût d'une telle participation, la FNEEQ a déployé une stratégie en connivence avec ses membres-participants. Le moyen était d'amener les « enseignants à présenter dans les comités de perfectionnement des collèges leur projet de

voyage dans le cadre de l'association syndicale, [...] avec une thématique en éducation » (Entrevue 8). Et ça a marché pour de nombreux enseignants.

Pour la FNEEQ, le FSM facilite ses opérations de solidarité internationale en tant que lieu qui réunit un grand nombre de causes et d'acteurs. Lors du FSM de 2004 à Mumbai en Inde, la FNEEQ a organisé un atelier avec l'ONG Palestinienne *Teacher Creativity Centre* (TCC) qui offre aux enseignants un soutien pour développer des outils pédagogiques, en lien avec la situation que vit la Palestine.

Alors toute la notion de citoyenneté, de dialogue, de débat démocratique à réinstaurer dans les classes, ce n'est pas évident. C'est ça leur défi en éducation et donc cette ONG cherche à avoir des appuis un peu à l'échelle internationale (Entrevue 8).

La FNEEQ et TCC, avec le soutien d'Alternatives, ont profité du forum afin, d'une part, d'informer les gens sur la condition particulière de l'enseignement en Palestine, et aussi, d'autre part, pour les convoquer à une conférence à Ramallah, dont nous avons parlé dans la section précédente. L'idée de tenir cette conférence avait déjà été évoquée avant le FSM de 2004, mais la question de la mobilisation demeurait un problème puisqu'il n'est pas toujours possible d'utiliser les canaux syndicaux traditionnels, comme l'Internationale d'éducation, pour mobiliser les gens à de tels événements qui sortent des sentiers battus.

Une trentaine de personnes ont donc assisté à l'atelier et se sont engagées à faire écho à la proposition de conférence à Ramallah qui devait avoir lieu en octobre 2004. C'est ainsi que l'invitation a transité par les courriels des participants jusque dans de nombreux réseaux ainsi que, finalement, par l'Internationale d'éducation. Un site Internet en quatre langues (arabe, français, anglais, espagnol) a également été construit pour permettre l'inscription des participants. Comme nous l'avons vu dans la section 4.2.2., l'événement a bel et bien eu lieu, ce fut même une expérience réussie. Ce qu'il faut retenir, c'est que le FSM a joué le rôle de levier pour que cet événement puisse avoir lieu.

[...] c'est que finalement on a tiré autant sur ce genre de rallye extrêmement ouvert, très « lousse » si on peut dire et ce qu'on pouvait avoir comme contact à travers l'Internationale d'éducation, qui est beaucoup plus rigide. Et à travers le mariage de ces deux réseaux là, et avec les gens de Palestine, on a pu faire cette expérience-là (Entrevue 8).

L'ampleur du FSM permet une forme de convergence des actions thématiques nationales ou régionales, « des luttes qui ne sont pas toujours évidentes à soutenir de façon localisée » (Entrevue 8). La participation au FSM permet également à la FNEEQ de mobiliser certains de ses membres qui ne sont pas nécessairement des syndicalistes actifs mais qui trouvent un intérêt à s'insérer dans de telles activités. En 2006, parmi la quarantaine de personnes qui participaient au FSM comme délégués de la FNEEQ, il y en avait plus des deux tiers qui n'étaient pas impliqués activement au plan syndical. Enfin, pour la FNEEQ, la participation au Forum social mondial leur a permis de tisser des liens avec d'autres organisations, notamment ATTAC-Québec, ce qui s'est traduit par une collaboration lors de la campagne contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

#### **4.2.3 Impact de la mondialisation**

Les préoccupations principales de la FNEEQ à propos de la mondialisation concernent bien sûr le monde de l'éducation et la question de la marchandisation des services publics. Cependant, l'impact majeur est que ces questions ne sont plus abordées d'un strict point de vue national. Par exemple, la FNEEQ suivait de très près la position du Canada en vue des négociations à la réunion de l'OMC en décembre 2005 à Hong Kong. Ainsi, pour la FNEEQ, il faut continuer à lutter au Québec, comme ce fut le cas notamment lors de la bataille pour sauver les cégeps. Il faut aussi lutter au Canada tout en suivant de près ce qui se déroule à l'échelle mondiale, comme à l'OMC, où des décisions qui affectent les politiques nationales sont prises.

Ensuite, la mondialisation amène les organisations syndicales à collaborer de façon plus soutenue avec des groupes issus d'autres mouvements sociaux, notamment en participant à des événements comme le Forum social mondial, mais aussi sur la scène nationale, comme nous l'avons vu avec la campagne contre l'AGCS.

#### 4.2.4 Impact de l'altermondialisation

Pour la FNEEQ, il est essentiel que les syndicats soient impliqués dans les forums sociaux et qu'il y ait une certaine tolérance des autres groupes envers les limites d'action des syndicats. Du même coup, les syndicats ont besoin du mouvement altermondialiste et des forums sociaux :

Mais si il advenait que les forums sociaux voient finalement un mouvement syndical désertier les événements ce serait très mauvais, autant pour l'événement que pour le mouvement syndical, parce que le mouvement syndical a besoin, en tout cas en ce qui me concerne, a besoin d'aller voir dans ces affaires là pour que ses idées évoluent puis en même temps je pense que ça pourrait affaiblir la crédibilité et en tout cas offrir moins de leviers aux forums sociaux pour faire entendre leur voix sur différentes alternatives (Entrevue 8).

Comme nous l'avons vu, les causes altermondialistes et les forums sociaux occupent une place grandissante dans les activités de solidarité internationale de la FNEEQ. Pour les syndicats comme la FNEEQ, l'analyse altermondialiste leur permet de situer leur lutte dans le cadre plus large de la lutte contre le néolibéralisme. Par exemple, et comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, la FNEEQ a tissé des liens avec Attac-Québec et participe à certaines de leurs actions. Le lien est réciproque et la FNEEQ fait parfois appel à Attac-Québec afin d'expliquer ce qui se passe dans le monde de l'éducation. Ils utilisent ainsi l'expertise de cette organisation pour mener à bien leurs luttes sectorielles :

Ce n'est pas un groupe représentatif de gens qui sont organisés sur une base d'intérêts associatifs comme les syndicats, c'est un groupe qui est plus d'analyse, d'éducation, de formation. Mais si moi j'ai besoin d'informations pour expliquer au monde qu'est-ce qui se passe en éducation, bien c'est à Attac que je vais me référer. [...] si il y a un groupe qui est typiquement caractéristique de l'altermondialisme c'est le groupe Attac. Il y en a d'autres mais lui en est un en particulier. Il est né avec le mouvement des forums sociaux pratiquement en France et son travail est essentiellement un travail d'éducation sur la situation mondiale (Entrevue 8).

Enfin, la culture politique basée sur l'horizontalité qui émane des forums sociaux a un certain impact sur la FNEEQ. Sans accepter l'idée de changer radicalement le système de pouvoir, la FNEEQ est sensible à une idée de démocratie participative. À cet effet on nous donne l'exemple de la délégation de 2006 au FSM.

Ces voyages là c'est en tout point conforme avec la démocratie participative. C'est quand même une délégation de la FNEEQ là-bas, mais on donne une licence très large, si on peut dire, aux gens à se présenter selon leurs propres réalités de la FNEEQ là-bas. Mais ça se fait dans des espaces où tout le monde est à l'aise. Mais ça je pense que ça a un impact, l'impact c'est la conscientisation sociopolitique (Entrevue 8).

La limite de l'horizontalité pour une organisation comme la FNEEQ se situe dans le cadre de l'action politique, qui ne peut se restreindre à participer au FSM.

#### **4.2.5 Forum social québécois**

La FNEEQ fut impliquée dans l'initiative du Forum social Québec – Canada - Premières Nations. Notre interviewé reconnaît que l'un des écueils fut le mouvement syndical, en plus de certains problèmes avec des groupes du reste du Canada. Cependant, selon lui, la participation du mouvement syndical est essentielle pour qu'un véritable forum social ait lieu.

Le problème du Québec, face par exemple à certains pays d'Afrique ou d'Europe qui ont eu plusieurs forums sociaux régionaux ou nationaux, n'est pas le manque d'activités du mouvement social, qui est particulièrement actif. Il s'agirait plutôt d'une « question de volonté politique » et de conjoncture, notamment celle liée au secteur public.

Le représentant de la FNEEQ, qui participe au congrès d'Attac-Québec, nous révèle que lors d'une discussion au sujet du FSQ de juin 2006, plusieurs personnes étaient inquiètes d'appuyer l'événement si les organisations syndicales n'en faisaient pas de même. Pour la FNEEQ, les organisations appuieront le processus lorsque « le projet va avoir un tirant d'eau suffisamment grand pour impliquer le nombre qu'il faut pour avoir du succès » (Entrevue 8). Il faudrait donc procéder en « semant des graines » et la FNEEQ est ouverte à cette idée. Mais pour la FNEEQ, un Forum social québécois doit avoir une certaine envergure, comme en a eu le Sommet des Peuples à Québec, et doit rassembler le mouvement syndical du Québec.



#### 4.2.6 Conclusion de l'étude de cas

En s'insérant dans l'altermondialisme via les forums sociaux mondiaux, la FNEEQ n'a pas opéré une rescalorisation de ses actions collectives. Nos entretiens nous ont effectivement révélé que la FNEEQ s'engageait déjà, seule ou avec la CSN, dans des actions collectives à toutes les échelles. Cependant, nous avons pu constater que la FNEEQ participe à des actions globales, comme la campagne contre l'AGCS avec Attac-Québec. La FNEEQ a également été à l'origine d'une stratégie de mobilisation locale afin d'amener des participants de tous les horizons à l'occasion de la conférence sur la mondialisation, l'éducation et le changement social à Ramallah en Palestine. Avec ses partenaires, la FNEEQ a utilisé l'espace du FSM afin de créer un réseau informel qui travaillerait à la mobilisation d'organisations et d'enseignants un peu partout dans le monde. L'une des raisons principales qui expliquent la participation de la FNEEQ au FSM est d'ailleurs que cet espace a l'avantage de réunir un nombre important d'acteurs de différents milieux, ce qui facilite les opérations de solidarité internationale de la FNEEQ.

La FNEEQ a toutefois permis une rescalorisation de l'activité de certains de ses membres en leur permettant de participer au FSM dès 2005 en tant que délégués de l'organisation. Cette ouverture relève essentiellement du caractère non-délibérant de l'événement, mais elle est également en lien avec l'adhésion de la FNEEQ aux principes de démocratie participative.

Pour la FNEEQ, le Forum social mondial joue un rôle de levier pour le réseautage et pour l'organisation d'actions. Cet événement lui a permis de tisser des liens avec d'autres groupes. Par exemple, elle entretient des liens de complémentarité avec Attac-Québec, les deux organisations partageant expertise et ressources. Également sur la scène québécoise, la FNEEQ s'allie à plusieurs coalitions et réseaux à l'occasion de diverses campagnes. Ainsi, au Québec, la FNEEQ entretient un réseautage multisectoriel mais les liens créés au niveau international sont généralement dans le monde de l'éducation.

Toutefois, comme le souligne l'intervenant, la jonction entre le mouvement syndical et les autres mouvements qui s'insèrent dans l'altermondialisme n'est pas toujours évidente. En

témoigne, une fois de plus, l'échec de l'initiative Forum social Québec – Canada - Premières Nations. Pour la FNEEQ, la retenue des syndicats à participer à un tel événement renvoie essentiellement à une question de volonté politique et de conjoncture. L'intervenant mentionne à son tour la réticence des autres mouvements à se mobiliser en l'absence des organisations syndicales. Or, un forum social québécois doit, nous dit-il, rassembler l'ensemble de la mouvance sociale québécoise.

### **4.3 La Marche mondiale des femmes**

La Marche mondiale des femmes (MMF) se présente comme un « réseau d'action mondial féministe contre la pauvreté et la violence envers les femmes » et comme un mouvement constitué de groupes membres. Il peut s'agir de comités de femmes dans des organisations mixtes, comme des syndicats par exemple, « mais des groupes qui vont travailler ensemble de façon plus spécifique sur la question de la pauvreté et de la violence envers les femmes ». Comme nous l'avons vu au chapitre III, la Marche mondiale des femmes tire ses origines de la mobilisation autour de la Marche du Pain et des Roses organisée en 1995 par la Fédération des Femmes du Québec (FFQ). À cette occasion, le gouvernement péquiste de Jacques Parizeau indiquait aux militantes que leurs revendications ne pouvaient être acceptées à cause des impératifs de compétitivité de l'économie québécoise, dans un contexte de mondialisation.

On nous disait: Ah, on peut pas augmenter le salaire minimum par exemple au Québec de façon aussi importante que ce que vous demandez parce que sinon ça va avoir un impact sur la compétitivité de l'économie québécoise au niveau international, on ne peut pas faire telle chose à cause de ... encore une fois le besoin de maintenir une économie de type néolibérale (Entrevue 6).

L'année suivante, la Marche mondiale des femmes fut créée au Québec et entreprit alors un travail de mobilisation et de consultation auprès de groupes de femmes d'autres pays. Déjà en 1997, des organisations d'une soixantaine de pays adhèrent à la Marche mondiale des femmes. L'un des premiers effets de cette consultation fut d'élargir la campagne contre la pauvreté des femmes à la violence dont les femmes sont victimes. Suite à la première rencontre internationale de la Marche en octobre 1998, un comité de liaison international fut

ajouté à la structure. Ce comité, dont le rôle était davantage consultatif, était composé d'une quarantaine de femmes qui avaient été identifiées dans la rencontre comme étant les équivalentes des organisatrices québécoises et qui étaient chargées d'assurer le relais avec les groupes régionaux ou nationaux.

Le travail de la Marche eut son point culminant en l'an 2000 alors que des millions de femmes manifestèrent à travers le monde. Au Québec, plus de 30000 femmes marchèrent dans les rues de la province pendant que d'autres se rendaient à New York pour déposer au siège des Nations Unies une pétition de plus de cinq millions de noms en faveur des revendications de la Marche mondiale des femmes.

Après le succès de l'an 2000, les organisations impliquées dans la Marche décidèrent de poursuivre leur travail et de maintenir le réseau en vie. Une nouvelle structure organisationnelle fut alors créée avec un comité international qui venait remplacer le comité de coordination québécois. Le comité international est composé de dix représentantes de groupes ou de réseaux (deux femmes pour chacune des cinq grandes régions du monde), de la coordonnatrice du Secrétariat international, basé à Montréal, ainsi que d'une personne déléguée par le réseau intercontinental des femmes autochtones. Toutefois ce sont les assemblées internationales, à tous les deux ans, qui font office d'instance décisionnelle, le comité international étant chargé de mettre en application les décisions qui y sont prises. Par ailleurs, dans de nombreux pays ou régions, il y a également une coordination nationale de la Marche Mondiale des Femmes. Au Québec, la coordination québécoise de la marche est assumée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Ces coordinations proposent des agendas et des actions aux groupes qui lui sont liés.

Des comités de travail formés de femmes à travers le monde ont aussi été créés autour de cinq sujets. Malheureusement, la plupart ne fonctionnent pas très bien en raison de la difficulté de travailler en étant éloignées les unes des autres. Deux comités connaissent un meilleur fonctionnement :

Il y en a un ou deux qui fonctionnent mieux, entre autres celui sur les alliances et l'altermondialisation qui est un peu plus structuré entre autres à cause de notre participation au Forum social mondial, et un autre collectif sur la paix et la

démilitarisation pour lequel on est allé chercher de l'argent et qui nous a permis de faire un petit peu de travail, mais loin de ce qu'on devrait être capable de faire (Entrevue 6).

En 2005, à l'heure de son bilan et d'une réflexion concernant son avenir, la Marche mondiale des femmes rencontre une autre difficulté organisationnelle, liée à ses différents statuts de membres, soit ceux qui s'insèrent dans des coordinations nationales, et d'autres groupes situés dans des pays où il n'y a pas de coordination nationale. Or ce sont les coordinations nationales qui composent l'instance décisionnelle de la MMF.

#### 4.3.1 Action et réseaux

La Marche mondiale des femmes organise des actions globales, en planifiant des actions à de multiples échelles, du local au global, à l'intérieur d'un horizon temporel défini. Ces actions à de multiples échelles sont normalement liées par certaines lignes directrices communes et un calendrier, comme ce fut le cas en l'an 2000, tel que nous l'avons brièvement vu dans la section précédente, mais également en 2005 :

Effectivement en 2005 on a pris le même calendrier qu'en 2000, c'est-à-dire les femmes étaient invitées à organiser des actions au niveau national et au niveau local entre le 8 mars et le 17 octobre 2005. On s'était entendu qu'il y avait comme moment simultané ou commun, le 8 mars qui était le lancement, on invitait les groupes, les coordinations nationales à organiser chacune dans leurs pays une convocation, un événement quelconque pour lancer la Charte mondiale des femmes pour l'humanité qui était notre document politique, notre outil politique dans le fond qui servait de base pour l'organisation des actions en 2005 (Entrevue 6).

En effet, après la campagne de l'an 2000, une large partie des énergies déployées par la nouvelle organisation fut dédiée à la rédaction de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, le document politique de la Marche, qui a été lancé de par le monde le 8 mars 2005, Journée internationale de la Femme. La charte est ensuite passée par 503 relais à la surface du globe pour terminer sa course à Ouagadougou le 17 octobre de la même année, soit la journée mondiale d'élimination de la pauvreté. Les différentes coordinations nationales étaient donc invitées à organiser une série d'actions, particulièrement lors du passage de la charte chez elles, et en utilisant cette dernière comme un outil commun, en

soulignant les aspects de la charte qui interpellaient davantage les femmes dans les différents contextes où des actions ont eu lieu. La campagne 2005 s'est également clôturée avec une action d'une heure le 17 octobre à midi pour faire ce que l'on a appelé « le 24 heures de solidarité féministe ».

Au niveau des réseaux à l'échelle mondiale, la Marche mondiale des femmes, qui est d'ailleurs un réseau mondial, est très active au sein du FSM et du réseau mondial des mouvements sociaux. Outre ces deux réseaux, elle se mobilise de façon plus ponctuelle avec d'autres groupes ou réseaux pour certaines actions.

Comme nous l'avons déjà mentionné, il y a une coordination nationale de la Marche mondiale des femmes au Québec, prise en charge par la FFQ. En 2005, la coordination nationale a donc organisé une série d'actions lorsque la charte est passée à la ville de Québec au cours du mois de mai. Les coordinations nationales ayant une grande latitude pour leurs actions, celle du Québec décida de faire coïncider une revendication pour chacune des cinq valeurs présentes dans la charte : égalité, liberté, solidarité, justice et paix. Ces revendications ont été présentées au gouvernement québécois de Jean Charest, lequel n'a pas répondu positivement aux revendications.

La coordination québécoise n'a pas seulement organisé des actions à l'échelle de la province, elle a également encouragé les groupes de femmes dans les diverses régions à organiser des actions. En 2005, cette demande a eu un écho plus important lors de la journée 24 heures de solidarité féministe pendant laquelle les groupes étaient invités à organiser des actions dans leur municipalités ou dans leurs régions.

Si, à l'échelle du Québec, c'est le gouvernement de la province qui est davantage ciblé par les revendications de la marche, plusieurs opposants sont ciblés au niveau local. Ainsi, certaines actions sont clairement dirigées contre un député par exemple, ou encore contre l'administration municipale, alors que d'autres peuvent viser l'ensemble de la communauté, notamment lorsque l'on aborde la question de la violence envers les femmes. Il s'agit donc de dénoncer une réalité locale ou régionale.

La coordination québécoise de la marche n'est pas un groupe qui entretient des relations stables à l'intérieur de réseaux ou de coalitions, c'est davantage le cas de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). D'ailleurs, comme bon nombre de groupes membres de la marche sont membres de la FFQ et d'autres réseaux, il n'est pas nécessaire que la marche appuie des campagnes, des actions ou des réseaux séparément de la FFQ. Les alliances que tisse au Québec la FFQ sont essentiellement de nature sectorielle, soit avec des groupes ou réseaux régionaux de femmes, ou des groupes qui luttent contre la pauvreté, notamment le Collectif pour un Québec sans pauvreté. En fait, les seules alliances multisectorielles qu'entretient la FFQ sont avec le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et avec le réseau de Vigilance. La FFQ collabore aussi de façon ponctuelle avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Il arrive toutefois que la marche s'associe à d'autres groupes au Québec lors de certaines actions, et que d'autres groupes participent aux actions de la marche. Lorsque c'est le cas, il s'agit souvent de groupes qui travaillent sur la question de la pauvreté. Ainsi, le 17 octobre 2005, journée internationale d'élimination de la pauvreté, la Marche a invité des groupes communautaires qui faisaient des actions contre la pauvreté à participer à leur action et elle a aussi participé à leurs activités.

Au niveau canadien, on retrouve également une coordination nationale qui regroupe des organisations situées dans d'autres provinces du pays. Cette coordination est toutefois moins active que celle du Québec, ce que l'on explique par le plus grand territoire à couvrir, et bien sûr la difficulté de se rencontrer aussi souvent. Ainsi, bien que le relais de la charte ait eu lieu dans quatre ou cinq villes canadiennes en 2005, il y a eu moins d'action dans le reste du Canada qu'en 2000. De façon générale, les revendications sont adressées au gouvernement canadien.

La Marche mondiale des femmes utilise l'Internet comme un réseau d'alerte afin de « lancer des mots d'ordre », de dénoncer certains faits ou d'appuyer certaines campagnes. Il s'agit

donc davantage d'un lieu de diffusion, bien qu'on utilise aussi parfois comme un lieu d'action, notamment lorsque l'on fait circuler des pétitions.

À l'échelle des Amériques, la Marche mondiale des femmes, et particulièrement en ce qui concerne les groupes de l'Amérique latine, a été assez active dans la lutte contre le Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Elle a notamment participé aux Sommet des Peuples des Amériques, alors qu'au Québec la FFQ est membre du Réseau québécois sur l'intégration continentale. En soi, les enjeux liés au libre-échange tiennent une place importante dans les luttes de la marche.

#### **4.3.2 Forum social mondial**

Pour l'intervenante de la Marche mondiale des femmes, il faut aller au FSM à la fois pour contester le néolibéralisme et aussi pour construire autre chose. Le coup d'envoi du FSM en 2001 était en quelque sorte une réponse au « fatalisme du néolibéralisme » et au Forum économique mondial de Davos (au même moment mais au Sud). Il y a plusieurs points communs entre le processus de la Marche mondiale des femmes et du Forum social mondial, notamment les principes d'horizontalité et de pluralité « tout en ayant une base commune ou des principes communs » (Entrevue 6). L'altermondialisme serait en fait une mouvance, caractérisée par certaines valeurs présentes à l'intérieur de plusieurs mouvements à travers le monde, qui aurait rassemblé ces organisations dans l'espace du FSM. Le FSM est donc aussi né de ces valeurs d'horizontalité et de diversité et, depuis 2001, a fait en sorte que ces expressions ont évolué en son sein.

Pour la Marche mondiale des femmes, qui a participé à chacune des éditions du FSM, et qui siège d'ailleurs au Secrétariat international du FSM, il était important que le mouvement des femmes participe au FSM afin de « pouvoir imprégner le plus possible l'analyse féministe dans la mouvance ». Il s'agirait aussi de « montrer ou d'offrir le leadership des féministes », notamment en organisant une Assemblée des femmes dans certains forums régionaux où l'on a pu mettre de l'avant une analyse féministe, octroyant ainsi un plus grand leadership aux

femmes dans le cadre de l'événement. Toutefois cette stratégie n'a connu que des résultats mitigés jusqu'à ce jour :

Même à l'intérieur du Forum social mondial, c'est toujours intéressant de voir que malgré le leadership qu'on a à l'intérieur du Forum social mondial comme féministe, combien il y a quand même une incompréhension ou une difficulté à reconnaître que l'analyse féministe est aussi une réponse. Quand on parle d'un autre monde, la construction de cet autre monde là nécessite selon moi l'adoption d'une analyse féministe, ne serait-ce que par rapport à l'inconnu (Entrevue 6).

À court terme, l'objectif principal de la marche dans le cadre de sa participation au FSM est de « faire avancer certaines des idées qui nous sont chères, plus particulièrement des questionnement » (Entrevue 6). À l'instar de nombreux groupes, la marche profite également du FSM pour organiser des rencontres du réseau et faire progresser leurs dossiers de mobilisation, ce qui permet aussi de faire connaître l'action de la marche et le mouvement des femmes dans un sens plus large. À plus long terme, il s'agirait d'aller un peu plus loin pour « créer un milieu de réflexion critique, de partage d'agenda ou d'action qui puisse effectivement amener des changements concrets dans la vie des femmes » (Entrevue 8).

Le Forum social mondial a aussi amené la marche à travailler plus étroitement avec d'autres mouvements sociaux sur les questions de la pauvreté et de la violence envers les femmes. La marche essaie notamment, via le forum, de consolider une alliance avec *Via Campesina* et le Mouvement des paysans sans terres (MST) notamment pour rejoindre les femmes en milieu rural. Cette alliance pourrait notamment se concrétiser à l'occasion d'une conférence internationale sur la souveraineté alimentaire prévue pour 2007 et pour laquelle la marche fait partie du comité organisateur.

L'un des impacts les plus importants du FSM serait justement de favoriser la formation de réseaux et de coalitions multisectorielles, et ce, à différentes échelles. Par exemple, malgré l'expérience de travail en coalition au Québec, le FSM aurait renforcé les liens et en aurait créé de nouveaux entre des groupes de différents mouvements, dont le mouvement féministe, plus particulièrement dans la région de Québec.



Le FSM conduit aussi la MMF à élargir le spectre de ses actions sur la question de la paix, ce qui l'a poussée à participer aux actions contre la guerre en Irak. Cette action avait d'ailleurs été planifiée lors de l'Assemblée des mouvements sociaux, une assemblée formée au premier FSM par certains groupes, dont la marche, qui sont devenus le Réseau mondial des mouvements sociaux, qui se rencontre à chaque forum social afin de produire une déclaration à l'issue de l'assemblée. L'objectif était d'aller plus loin que ne le permet la charte du FSM<sup>64</sup> en proposant aux mouvements qui le désirent de produire un agenda commun.

Les dirigeantes de la marche réfléchissaient toutefois à l'avenir de ce réseau ainsi qu'à leur participation car, au-delà de la prise de position que permet la déclaration, cette dernière n'est que marginalement utilisée afin d'organiser des actions. Cette réflexion s'inscrit d'ailleurs dans le débat espace/acteur auquel nous faisons référence dans le chapitre I et qui amène certains groupes, dont la Marche mondiale des femmes, et individus à revendiquer la possibilité que les participants au forum puissent développer un agenda commun en tant que Forum social mondial, contrairement à la position de ceux qui se font les défenseurs de l'espace non délibérant<sup>65</sup>. Une tension qui est également présente au sein du Secrétariat international du Forum social mondial, où siège la Marche mondiale des femmes.

Cette tension est également liée avec l'importante diversité présente au sein du forum et qui conduit les groupes à se positionner dans un spectre très large en terme de revendications, des plus réformistes aux plus radicales. Dans ce contexte, la Marche mondiale des femmes en vient également à questionner sa participation à la mouvance des forums sociaux, une participation qui ne lui a pas permis d'avancer suffisamment dans son propre agenda :

Le forum a servi à créer cette patente là qui prend énormément d'espace dans plusieurs pays à travers le monde, qui finalement a accouché de revendications qui, pour les femmes à tout le moins, ça ne répond pas à nos besoins. Tu te demandes, si le forum génère des choses comme ça, qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on veut encore être associée à ça? Qu'est-ce que nous on peut mettre sur pied ou prôner qui va répondre un peu plus à nos besoins à nous? (Entrevue 6).

---

<sup>64</sup> Voir le chapitre I à cet effet.

<sup>65</sup> Voir le chapitre I à cet effet.

Par ailleurs, participer au FSM demande beaucoup de temps et de ressources, et les alternatives qui en émanent en général, dont la proposition de l'économie hétérodoxe, ne remettent pas en question les fondements de l'économie qui font en sorte que les femmes sont exploitées à l'intérieur des structures de la famille ou d'autres institutions.

Nous présentement, on a de plus en plus un regard critique par rapport au Forum social mondial comme étant un lieu d'horizontalité, un lieu de pluralité mais en même temps une forte tendance de revenir à des façons de faire qui ressemblent à ce qu'on connaît le plus (Entrevue 6).

#### **4.3.3 Impact de la mondialisation**

Comme nous l'avons vu au début de la section 5.3., c'est l'impact de la mondialisation sur l'économie québécoise qui a poussé le mouvement des femmes du Québec à s'allier avec d'autres mouvements féministes de par le monde. Pour la Marche mondiale des femmes, il est clair par ailleurs que le néolibéralisme affecte de façon plus importante les peuples qui sont déjà les plus défavorisés ainsi que les femmes.

Ainsi, l'impact le plus important de la mondialisation sur le mouvement féministe québécois fut d'investir la scène mondiale. Il fallait, pour ce faire, s'allier avec des mouvements de femmes de partout à travers le monde, et ainsi amorcer une nouvelle ère dans la transnationalisation des luttes féministes. Comme nous l'avons vu dans le chapitre III, l'action de la Marche mondiale des femmes est sans précédent au sein du mouvement féministe et le désir de poursuivre les activités de la marche au-delà de l'action initiale de l'an 2000 témoigne de la pertinence de lutter à l'échelle globale. La mondialisation a donc conduit la Marche mondiale des femmes vers l'altermondialisation.

#### **4.3.4 Impact de l'altermondialisation**

Le positionnement de la Marche contre le néolibéralisme ainsi que la question de la paix, qui prit une importance grandissante après l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, firent en sorte

qu'elle fut amenée à faire des alliances avec d'autres types de groupes qui dénoncent les effets néfastes de cette forme de mondialisation. Ce type d'alliance existait auparavant, mais il fut amplifié, notamment par l'implication de la Marche mondiale des femmes au Forum social mondial, dans la lutte contre la ZLEA, au Sommet des Peuples de Québec en 2001, etc. Cette nouvelle dynamique a contribué à l'appropriation, par le mouvement des femmes, de l'analyse des questions économiques comme partie intégrante de l'exclusion et de la pauvreté des femmes:

Si on parle de pauvreté des femmes, la pauvreté des femmes elle est systémique, elle est structurelle, structurelle à cause de l'existence du patriarcat et du système d'oppression et d'exclusion des femmes, mais elle est aussi renforcée par le système économique en place, le capitalisme qui s'alimente aussi de l'exclusion, de l'exploitation des femmes. Donc la capacité de faire des liens un peu plus entre les questions économiques comme étant des questions féministes aussi, qui nécessitent aussi un engagement et une mobilisation (Entrevue 6).

L'altermondialisme a également contribué à ce que la marche fasse plus de liens entre le local et le global, ainsi que les dynamiques entre les différents contextes nationaux à travers le monde, notamment l'impact des gouvernements du Nord sur l'état de pauvreté des femmes et des populations du Sud. Il y aurait également une plus grande conscience sociale planétaire, à la fois à l'intérieur du mouvement des femmes mais aussi de façon plus générale au sein de la société. En fait, si la Marche mondiale des femmes s'est insérée dès le départ dans l'altermondialisme c'est aussi parce que ses militantes croient que pour changer les conditions de vie des femmes, d'ici comme d'ailleurs, il faut aussi changer le monde.

L'altermondialisme et les actions de la Marche mondiale des femmes permettraient également au mouvement féministe d'attirer un plus grand nombre de jeunes femmes au sein de leurs rangs, spécialement en Amérique Latine mais aussi au Québec. « Particulièrement, si je pense à des plus jeunes femmes, c'est sûr que le fait d'être plus publiques, plus revendicatives ça attire un peu plus que des conférences, même si les conférences peuvent être très stimulantes aussi » (Entrevue 6). Cela permet en outre un engagement plus souple des militantes desquelles on n'exige pas d'assister aux réunions et de participer à toutes les activités d'une organisation.

#### 4.3.5 Forum social québécois

Selon l'intervenante de la marche, un Forum social québécois (FSQ) permettrait de créer un espace pour des discussions entre des acteurs moins organisés, ce qui donnerait aussi plus d'espace aux jeunes :

Souvent, la vie sociale, politique au Québec est un peu monopolisée par les grandes organisations, que ce soient les syndicats, que ce soit, bon le mouvement des femmes a créé sa niche là-dedans, a quand même fait avancer un peu les cartes mais il demeure que la Fédération commence aussi à être une grande organisation [...] (Entrevue 6).

Le FSQ pourrait donc permettre à des individus, des petits groupes ainsi que les autres organisation de voir quelles sont les perspectives qui peuvent rassembler la société civile québécoise.

#### 4.3.6 Conclusion de l'étude de cas

La Marche mondiale des femmes est un réseau global qui a été à l'origine d'actions collectives globales, du moins en deux occasions : en 2000 avec des manifestations qui ont eu lieu un peu partout à travers le monde, et en 2005 alors qu'un peu partout sur la planète des activités soulignaient pendant quelques mois le relais de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

C'est en réponse aux défis posés par la mondialisation que la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et les groupes de femmes québécois ont rescalorisé une partie de leurs actions collectives afin d'investir la scène mondiale, bien avant la naissance du FSM. La MMF fut liée à l'altermondialisme depuis sa naissance, d'ailleurs, nombre des groupes qui la composent, particulièrement en Amérique latine, étaient déjà insérés dans des réseaux de lutte contre le libre-échange, comme l'Alliance sociale continentale, qui proposaient une vision d'intégration hémisphérique alternative. La Marche mondiale des femmes a donc en commun avec le FSM les valeurs d'horizontalité ainsi que de la pluralité et de la diversité des

formes d'expressions, qui se traduisent notamment par la latitude accordée aux coordinations nationales et autres groupes membres pour participer au plan d'action de la marche.

Bien que la marche soit, en partie, à l'instar de nombreux autres réseaux et organisations, à l'origine du FSM, ce dernier, et le mouvement altermondialiste en général, a eu des impacts sur la MMF. Le contact avec d'autres mouvements, notamment lors de l'Assemblée des mouvements sociaux, l'a amenée à être plus active sur la question de la paix et à intégrer l'analyse des questions économiques dans le cadre de ses luttes. La visibilité offerte aux femmes dans le mouvement altermondialiste et au FSM permet également au mouvement de mobiliser de nouvelles militantes. La marche utilise donc également le FSM comme levier afin de recruter, mais aussi pour planifier ses actions et en organiser de nouvelles avec d'autres groupes. D'ailleurs, le FSM favorise la formation de liens entre les organisations.

Les organisations québécoises membres de la MMF sont pour la plupart membres de la FFQ et sont donc liées à de nombreux réseaux de femmes, ainsi qu'à des coalitions multisectorielles. Lorsque la MMF tisse des liens directs avec des organisations québécoises, c'est principalement dans le cadre de luttes à l'échelle locale qui se situent dans les domaines ciblés par la marche, soit la pauvreté et la violence faite aux femmes. Selon l'intervenante, le FSM a également favorisé les liens et les coalitions multisectorielles entre les différents mouvements au Québec.

À l'extérieur du Québec, il semble qu'il y ait aussi une adhésion à des réseaux multisectoriels comme le réseau des mouvements sociaux. La marche tente également de créer des liens avec d'autres types de mouvements, par exemple *Via Campesina* et le MST, afin de rejoindre plus de femmes, dans ce cas-ci celles qui vivent en milieu rural.

Enfin, la MMF est somme toute assez critique quant au FSM. Non seulement le mouvement des femmes ne parvient pas à diffuser l'analyse féministe à l'intérieur du forum, mais il n'est pas possible, du moins pour l'instant, de développer un agenda commun entre les groupes présents au FSM. Bien que l'Assemblée des mouvements sociaux permette d'élaborer certaines lignes directrices, l'initiative est assez timide et a peu d'impact.

#### 4.4 Synthèse des observations

L'analyse comparée des trois études de cas fait clairement ressortir les différences entre les trois organisations étudiées (tableau 4.1). Il est néanmoins intéressant de noter certains points communs. Toutes ces organisations entretiennent un réseautage glocal. Par exemple, la SodecM entretient majoritairement des relations avec des organisations locales dans d'autres villes, au Canada comme au Brésil par exemple, alors que la Marche mondiale des femmes est en soi un réseau formé de groupes à diverses échelles locales qui s'associent avec d'autres groupes ou réseaux dont l'échelle d'action est extrêmement variable. La MMF est d'ailleurs la seule des trois organisations qui peut prétendre agir de façon glocal sans le concours d'autres organisations ou réseaux, comme l'illustre bien le programme d'action de l'organisation en 2005. Ainsi, malgré la délimitation de leur territoire d'action en fonction de leur mandat, ces trois organisations participent à des actions à toutes les échelles, du local au global, à l'exception de la SodecM qui n'est pas active à l'échelle québécoise, canadienne et continentale.

Le point commun le plus surprenant entre ces trois organisations est qu'elles n'entretiennent pas de relation avec un groupe semblable dans le même domaine et dans le même territoire d'action. Ce qui est normal dans le cas de la MMF puisque ce réseau regroupe déjà l'essentiel des groupes de femmes à diverses échelles. Il est également intéressant de constater les différents points de vue quant aux impacts de l'altermondialisation. Si l'on s'accorde pour dire que l'altermondialisation permet de faire des liens entre les dynamiques présentes à toutes les échelles, on note une divergence quant à sa capacité à faire converger les luttes sociales. Pour la FNEEQ et la MMF, l'altermondialisme et le FSM facilitent la convergence des luttes sectorielles et multisectorielles et encouragent les coalitions entre les différents mouvements sociaux, alors que la SodecM fait le constat d'un milieu communautaire fragmenté dans son environnement immédiat. La convergence démocratique des luttes représente d'ailleurs pour cette organisation l'un des principaux enjeux d'avenir du FSM. En cela, elle se distingue également de l'analyse de la MMF qui fait l'économie de la question de l'élitisation potentielle d'un FSM qui développerait un agenda commun.



**Tableau 4.1**  
**Tableau synthèse des trois études de cas**

	<b>SodecM</b>	<b>FNEEQ</b>	<b>MMF</b>
<b>Organisation</b>	OBNL	Syndicat	Réseau d'action mondial
<b>Territoire d'action</b>	Région de Montréal	Québec	Monde
<b>Secteur des luttes</b>	Développement communautaire	Enseignement supérieur	Pauvreté et violence envers les femmes
<b><u>Action et réseautage</u></b>			
<b>Échelles d'action</b>	locale, régionale, globale	locale au global, globale	globale
<b>Échelle de réseautage</b>	globale	globale	globale
<b><u>FSM</u></b>			
<b>Utilisation</b>	Ateliers, nourrir les relations	Levier pour l'action, éducation populaire, ateliers	Promotion de l'analyse féministe, rencontre de la MMF, éducation populaire, réseautage
<b>Enjeux d'avenir</b>	Convergence démocratique des luttes	Participation des syndicats au FSM	Adoption de l'analyse féministe, partage d'un agenda commun
<b>Impacts</b>	Inspirer de nouvelles actions	Convergence des luttes	Réseaux multisectoriels à toutes les échelles
<b><u>Impacts de la mondialisation</u></b>			
<b>Sur le mouvement</b>		Collaboration avec d'autres mouvements	Alliance mondiale des mouvements de femmes
<b>Sur l'organisation</b>		Marchandisation des services publics	La mondialisation est à l'origine de la MMF
<b>Sur les échelles</b>	L'importance croissante des villes	Agir et être attentif à ce qui se passe à toutes les échelles	Pertinence de la lutte féministe à l'échelle mondiale
<b><u>Impacts de l'altermondialisation</u></b>			
<b>Sur le mouvement</b>	Pourrait défragmenter le mouvement communautaire à Montréal	Collaboration plus soutenue avec d'autres mouvements sociaux	Analyse des questions économiques, engagement plus souple des militantes
<b>Sur l'organisation</b>		Activités de solidarité internationales via l'altermondialisme	Alliance avec d'autres mouvements sociaux, recrutement de jeunes femmes
<b>Sur les échelles</b>	Faire des liens entre toutes les échelles		Faire des liens entre toutes les échelles

Enfin, il semble que le FSM joue à la fois le rôle de levier pour entreprendre des actions, comme dans le cas de la FNEEQ, mais qu'il permet aussi, du point de vue de la MMF, d'élargir le spectre de l'action collective et d'inspirer de nouveaux types d'action aux organisations, comme ce fut le cas pour la SodecM et le Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal.

#### **4.5 L'impact de l'altermondialisme sur les organisations québécoises**

L'analyse de ces trois cas nous a permis de voir qu'en somme, les mouvements sociaux déploient de nouvelles stratégies de mobilisation territoriale et participent à la rescalorisation des conflits à diverses échelles. Dans le cas de l'altermondialisme, ceci se manifeste d'abord par un nouvel espace de conflit à l'échelle globale afin de s'opposer à des adversaires globaux. Mais aussi par de nouvelles formes de luttes et des stratégies d'actions polyscalaires du local au global, via l'Internet, quoique de façon encore timide, ainsi que de façon glocale, ce qui donne lieu à des innovations sociales, politiques et organisationnelles.

Il ne faudrait pas du reste que le débat espace/acteur qui anime de façon croissante le FSM ne cache l'utilité du forum. S'il est certain que le forum ne s'exprime pas de façon unitaire, beaucoup d'actions émergent du FSM, depuis les marches contre la guerre suite à l'appel de l'Assemblée des mouvements sociaux, jusqu'au Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal. Le FSM facilite la diffusion des innovations en terme d'alternatives. À ce sujet, il serait intéressant de mesurer l'impact du FSM dans l'essaimage de projets de budget participatif. Il est d'ailleurs pertinent de noter que l'Arrondissement Plateau Mont-Royal de la Ville de Montréal a mis en place une telle forme de participation citoyenne au printemps 2006. Et ce processus a commencé au retour de la mairesse de l'arrondissement du FSM de 2005 à Porto Alegre.

Comme lieu de contact et espace de rencontre, les participants au FSM profitent d'un public potentiellement large afin de faire connaître les alternatives qu'ils mettent en place dans leur contexte respectif. On pourrait également mentionner la tenue des Campements québécois de



la jeunesse depuis 2003, directement inspirés de l'expérience de Porto Alegre ainsi que l'initiative en cours visant à organiser un Forum social québécois.

L'analyse nous a également permis de constater qu'outre cet impact en termes d'action, le FSM a eu plusieurs impacts sur les organisations québécoises qui y participent. Il semble tout d'abord que le fait de s'investir dans des réseaux ou de faire de nouveaux liens avec d'autres groupes rend les organisations plus solides, en leur permettant notamment d'accroître leur compréhension de la géométrie du pouvoir. C'est ainsi que les groupes réunis dans la Marche mondiale des femmes se sont appropriés une analyse économique au contact d'autres organisations du mouvement altermondialiste. Toutefois, c'est dans l'action collective que le réseau prend toute sa force. Comme nous l'avons vu avec plusieurs exemples au fil de cette recherche, notamment les luttes contre la ZLEA, contre l'AMI puis l'AGCS et contre la guerre en Irak, le réseau permet aux organisations de s'engager dans des actions locales qui permettent d'entrer en contact avec la population afin d'interpeller les acteurs investis de pouvoir. En informant les citoyens à propos de certains enjeux, les mouvements sociaux s'allient des proportions, certes variables, de la population et modulent donc une part de l'opinion publique en leur faveur. Or, les acteurs investis de pouvoir n'ont pas toujours la possibilité d'effectuer des sauts d'échelle afin de semer l'électeur, ou le consommateur.

Paradoxalement, le FSM permet également aux Québécois de se rencontrer. Comme nous l'avons constaté dans notre enquête à Porto Alegre, au moins deux rassemblements conviaient l'ensemble des Québécois à une rencontre : celle organisée au campement pour discuter d'un Forum social québécois, et celle organisée par l'organisation Alternatives. Dans la foulée de ces échanges informels, de nouveaux liens se créent et des collaborations existantes sont renforcées. D'autres groupes, particulièrement ceux liés à l'économie sociale au Québec, organisent ensemble une série d'ateliers et attirent aussi un public québécois.

Toutefois, si certains contacts résistent au retour vers les luttes domestiques, cette impression de délégation québécoise altermondialiste fond souvent comme neige au soleil. Aux dires de nombreux intervenants que nous avons rencontrés, et selon nos propres constatations, la société civile québécoise ne parvient toujours pas à faire front commun contre le

néolibéralisme. La création de Solidarité populaire Québec a certainement suscité de nombreux espoirs mais n'a pu finalement combler le fossé entre les mouvements sociaux, particulièrement entre les mouvements syndical et communautaire. De façon concourante, la multiplication des coalitions au Québec fut à la fois une force et une faiblesse. En multipliant les fronts, elles permettent de larges mobilisations et créent des espaces où se rencontrent des groupes issus de divers mouvements mais qui luttent pour une cause semblable. Elles facilitent cependant la fuite des militants d'espaces de convergence potentiels qui permettraient d'aborder de front la question du néolibéralisme au Québec, des espaces qui réuniraient également des groupes de tous les secteurs de lutte, mais qui lieraient leurs causes les unes aux autres et qui feraient le lien entre les dynamiques à toutes les échelles.

L'échec de la première tentative d'organiser un Forum social Québec – Canada – Premières Nations est symptomatique d'une certaine fragmentation des mouvements québécois, mais aussi de la position particulière du mouvement syndical. Avec un pied dans la sphère du partenariat et l'autre dans l'altermondialisme, les syndicats se retrouvent souvent à ne plus savoir sur quel pied danser! Mais on remarquera que les groupes québécois des autres mouvements ont une certaine dépendance envers les acteurs du monde syndical et n'aiment pas se risquer là où les syndicats sont absents. Forts de la légitimité que leur confère un bassin impressionnant de membres et permettant l'accès à plusieurs ressources ainsi qu'aux médias, les syndicats demeurent des acteurs incontournables du « social » pour les organisations progressistes au Québec. Ainsi, cette dynamique particulière doit faire l'objet d'une réflexion de la part de tous les mouvements et pas seulement de la part des syndicats.

## CONCLUSION

Pour le meilleur et pour le pire, des acteurs de toutes provenances bouleversent l'ordre préétabli et imposent une redéfinition constante du fonctionnement de nos sociétés. Nombres de lunettes s'offrent alors afin de porter un regard sur ce monde en changement et les dynamiques nouvelles qui en émergent. Sans postuler sa perfection, nous croyons que l'approche géographique met en lumière des éléments intéressants afin d'appréhender le monde actuel et que, combinée avec d'autres approches, elle peut permettre l'enrichissement de diverses théories, celle des mouvements sociaux dans le cas qui nous concerne.

Les concepts de rescalorisation et de glocalisation que nous avons utilisés tout au long de cette recherche nous ont effectivement permis de développer de nouveaux outils afin d'analyser l'action collective des mouvements sociaux contemporains et ce, dans trois domaines d'analyse et environnements principaux : l'environnement macro du mouvement altermondialiste de façon globale, l'environnement méso des dynamiques entre les diverses organisations de ce mouvement dans leur environnement et, enfin, l'environnement micro, soit celui des changements qui surviennent dans les organisations. Nous confirmons ainsi notre hypothèse générale :

*Les concepts de glocalisation et de rescalorisation permettent à la fois d'aborder le mouvement altermondialiste de façon globale (environnement macro), d'éclairer les dynamiques entre les diverses organisations de ce mouvement dans leur environnement (environnement méso) et de mieux comprendre les changements qui surviennent dans les organisations (environnement micro).*

Notre démarche d'analyse s'appuyait sur trois questions et hypothèses secondaires que nous reprendrons maintenant tour à tour. Ceci nous permettra en outre de souligner les grandes conclusions et les résultats de cette recherche.

### **1) Comment l'altermondialisme entend-il combattre le néolibéralisme?**

*L'hypothèse est que le mouvement altermondialiste recourt aux mêmes stratégies que le capital et le politique en entreprenant des actions globales au moyen de réseaux. Il est aussi à l'origine d'une nouvelle culture politique basée sur l'horizontalité. Cette alterpolitique encourage la diversité d'alternatives afin de combattre le néolibéralisme sur plusieurs fronts et de s'insérer dans la géométrie du pouvoir.*

Nous croyons que notre recherche permet de valider cette hypothèse. Notre enquête et nos études de cas, ainsi que les éléments issus de la littérature, nous ont permis de voir que le mouvement altermondialiste produit des actions collectives globales, soit des actions liées à un objectif commun qui se déroulent à différentes échelles et en différents lieux et qui sont coordonnées de façon plus ou moins intense via les réseaux. Ces stratégies permettent au mouvement altermondialiste de rejoindre les lieux de pouvoir définis par la glocalisation. Et certaines actions, notamment celles qui visent à mettre en place des mécanismes de démocratie participative, offrent le potentiel de créer une rescalorisation des pouvoirs au bénéfice de la société et donc de participer à la redéfinition des échelles de pouvoir. Ces actions doivent cependant réussir à mobiliser l'opinion publique.

Cette organisation en réseau amène d'ailleurs les organisations du mouvement à travailler de façon plus horizontale et à valoriser la diversité afin de favoriser l'émergence de plusieurs alternatives. L'utopie d'un *autre monde possible* semble donc impliquer une autre façon de le construire. Le Forum social mondial se présente comme un espace public qui, sans être aussi horizontal que le Campement intercontinental de la jeunesse, offre un terrain pour la construction de plusieurs alternatives, à plusieurs échelles différentes.

Par ailleurs, le Forum social mondial correspond à une action collective qui émane bel et bien d'un mouvement social, selon la définition que nous en donne Melucci. L'orientation du Forum social mondial est, comme le mentionne l'article un de la charte, l'opposition au « [...] néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme [pour] bâtir une société planétaire axée sur l'être humain » (Charte du FSM). Ainsi, il remet en question un système de relations sociales de façon plus marquée, soit le système qui gouverne les échanges et attribue les rôles de ceux qui prennent des décisions quant à la distribution des ressources à l'échelle globale (Melucci, 1996, p. 27). En fait, ce qui est visé par le mouvement va plus loin qu'une demande pour une meilleure redistribution des ressources. Comme nous l'avons vu, les mouvements sociaux réagissent au déficit démocratique qui caractérise les institutions politiques actuelles, particulièrement celles qui évoluent à des échelles supranationales. Et l'alternative proposée par le mouvement concerne l'aménagement d'institutions démocratiques globales :

Thus, the anti-globalization movement transformed itself from a multiple identity, resistance movement into a movement organized around the political project of global democracy, with various models of society to be debated in this new democratic space (Castells, 2004, p. 162).

L'instauration d'une démocratie globale serait donc l'objectif du mouvement altermondialiste afin que la population ait une voix dans l'aménagement du monde globalisé. Il s'agit donc de mettre en œuvre les conditions afin que la société ait un contrôle démocratique sur l'ensemble des relations sociales du système qui gouverne les échanges et attribue les rôles de ceux qui prennent des décisions quant à la distribution des ressources à l'échelle globale. Ceci implique de changer radicalement la nature de ces relations et le Forum social mondial crée donc une brèche dans les limites de compatibilité de ce système.

Ensuite, le forum traduit un conflit entre deux acteurs pour le contrôle de ressources qui ont une valeur pour les deux parties. À ce niveau, il y a la difficulté de situer l'adversaire et l'échelle ciblés par le conflit, et le mouvement altermondialiste réagit en déployant des stratégies d'action collective à différentes échelles mais aussi, et surtout, des actions locales.

Enfin, et toujours selon le concept analytique que nous propose Melucci, le Forum social mondial n'implique pas un processus d'agrégation, il faut donc admettre qu'il existe une solidarité entre les acteurs. S'il y a effectivement des agrégations, notamment lors des manifestations de masse, on ne saurait rencontrer la diversité du mouvement, en terme de valeur, d'idéologie et d'expériences concrètes d'initiatives locales, chez un seul individu. De même, si les forums sociaux critiquent la mondialisation néolibérale, ils visent également l'épanouissement du mouvement. La démarche analytique de l'action collective proposée par Melucci nous indique donc que le mouvement altermondialiste est un mouvement social. Les alternatives qui émergent de l'altermondialisme pourraient donc conduire à une transformation sociale.

## **2) L'altermondialisme contribue-t-il à rapprocher les groupes québécois qui s'insèrent dans le mouvement?**

*Notre hypothèse est que l'altermondialisme favorise en premier lieu les rapprochements entre des organisations qui partagent des causes communes. Au niveau spatial, les groupes auront plus de facilité à créer des liens à l'échelle locale. Nous croyons également qu'il y aura des dynamiques différentes selon les types de groupes.*

Il nous apparaît difficile de répondre par l'affirmative ou la négative à cette hypothèse à partir de nos études de cas. Pour ce faire, il aurait fallu rencontrer beaucoup plus d'organisations et établir des listes très détaillées de leur réseautage. Les données que nous avons analysées nous permettent tout de même de confirmer une tendance, à savoir que les différents types de groupes sectoriels ont effectivement des dynamiques de réseautage différentes.

Nous avons appris qu'à l'échelle de Montréal et du Québec, le mouvement communautaire serait fragmenté. Nous pensons toutefois que les organismes communautaires qui relèvent également de l'économie sociale connaissent peut-être une dynamique différente vu les réseaux et regroupements institutionnels tout de même importants au Québec dans ce domaine.

De façon plus précise, nous avons étudié le cas d'un organisme de développement communautaire, la SoddecM. Cet organisme ne s'insère pas, du moins pour l'instant et selon les informations que l'on nous a fourni, dans des réseaux, qu'ils soient géographiquement ou sectoriellement délimités. Tout au plus entretient-il des liens avec « D'abord solidaire » ainsi qu'avec d'autres organisations du Québec ou d'ailleurs dans le monde, pour la plupart des organismes locaux qui travaillent essentiellement sur les mêmes questions.

Dans le cas du mouvement syndical, la coexistence de syndicats affiliés à des centrales et de syndicats non affiliés semble un obstacle à la constitution de réseaux qui regrouperaient tous les syndicats à l'échelle de la province, comme en témoignait la création de Cap-Monde pour les groupes, dont les syndicats non affiliés, qui n'avaient pas accès au Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), où se retrouvaient les grandes centrales. Les syndicats québécois seraient donc potentiellement moins enclins à collaborer dans des réseaux sectoriels québécois où se mélangent ces deux catégories d'organisation. Pourtant, les syndicats québécois investissent de façon importante les diverses coalitions québécoises. Ces coalitions embrassent d'ailleurs des questions larges auxquelles le mouvement syndical peut s'identifier.

Dans le cas de la FNEEQ, on constate que lorsque l'on nous a fait mention de liens avec des organisations dans le monde de l'éducation, celles-ci n'étaient pas des organisations québécoises. En dehors du Québec, les liens de la FNEEQ dont on a fait mention lors de l'entrevue étaient en fait exclusivement avec des organisations qui gravitent dans le monde de l'éducation.

Pour ce qui est du mouvement des femmes, il semble particulièrement bien réseauté au Québec grâce à la Fédération des femmes du Québec (FFQ) qui regroupe pratiquement tous les groupes et réseaux de femmes au Québec. La FFQ participe d'ailleurs à plusieurs coalitions multisectorielles québécoises. Au niveau des organisations qui s'insèrent dans la Marche mondiale des femmes, on constate la création de liens avec des organismes souvent locaux sur les thèmes de lutte de la marche, soit la pauvreté et la violence envers les femmes.



Nous constatons donc que l'identification à une cause commune semble prioritaire face à l'identification territoriale pour le réseautage des organisations québécoises, du moins pour celles que nous avons pu étudier.

Si l'on porte un regard sur les principaux événements altermondialistes au Québec, l'on constate que la plupart ont un ancrage local ou régional et que les initiatives qui visent à organiser des événements pouvant avoir une portée véritablement québécoise rencontrent énormément de difficultés. Cette tendance nous semble difficile à comprendre. Nous savons qu'il existe un problème d'agenda chez le mouvement syndical, et une certaine dépendance des autres mouvements envers lui.

De façon plus générale, notre étude nous a permis de voir que les mouvements sociaux font face à une myriade d'adversaires distincts et ce, à différentes échelles. Afin d'engager des actions collectives efficaces, ils doivent donc se lier à d'autres mouvements et organisations. La constitution des alliances peut répondre à plusieurs besoins. On comprendra aisément que l'idée d'accroître le nombre de militants est souvent à la base d'une stratégie d'alliances afin de créer un impact plus important. D'ailleurs, cette motivation doit certainement être présente dans la majorité des entreprises de réseautage. Il y a cependant deux autres dimensions qui, selon nous, peuvent le plus souvent être à l'origine de ces alliances et qui expliquent la prolifération de réseaux composés de différentes organisations à l'heure actuelle.

La première dimension est liée au besoin de saut d'échelle des mouvements sociaux afin d'atteindre différents lieux définis par la nouvelle géométrie du pouvoir. Ils s'allient donc à d'autres groupes présents à ces échelles, ou créent un réseau avec d'autres groupes qui ne sont pas nécessairement actifs à l'échelle que le réseau souhaite investir. À titre d'exemple, comme nous l'avons vu dans les chapitres III et V, la Marche mondiale des femmes fut créée à partir d'organisations locales, régionales et nationales afin de structurer un réseau d'action mondial. Cela répondait à un besoin identifié par les groupes de femmes du Québec. Nous croyons que ce besoin de saut d'échelle est éclairant quant à la prédominance de réseaux sectoriels face aux réseaux géographiques à diverses échelles.



La deuxième dimension se réfère au besoin de partager les différentes expertises des diverses organisations. Par exemple, au cours de notre enquête, nous avons constaté qu'il existait des relations de ce type entre Attac-Québec et la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec. Il peut également s'agir de mettre les ressources en commun lorsque les ressources des organisations sont réduites. Le réseau permet également aux organisations de procéder à des réarticulations chronotopiques qui permettent à l'information de circuler rapidement et de procéder à une division des tâches.

### **3) De quelle façon l'altermondialisme a-t-il un impact sur les organisations québécoises qui le composent?**

*Les organisations québécoises qui s'insèrent dans le mouvement altermondialiste opèrent une rescalorisation de leurs actions collectives et peuvent déployer, à l'aide de réseaux, de nouvelles pratiques de transnationalisation de l'action collective par des stratégies globales. Par ailleurs, ces dynamiques ont de multiples impacts sur les organisations, notamment au niveau de la structure organisationnelle et sur la diffusion des innovations liées à l'action.*

Cette hypothèse nous paraît juste de façon générale. Certaines organisations n'opèrent pas de rescalorisation puisqu'elles sont déjà actives aux échelles visées par l'action altermondialiste, qu'elle soit globale ou non. De plus, toutes les organisations québécoises ne participent pas à des actions globales, le cas de la SoddecM l'illustre bien.

Cependant, la participation au Forum social mondial et autres événements altermondialistes semble amener les organisations à investir de nouveaux territoires d'action. Il s'agit d'une évidence dans le cas de la scène mondiale où l'on retrouve le FSM. Notre enquête nous révèle cependant le rôle important du FSM en terme de construction de liens, des relations qui, par la suite, amènent souvent les organisations en de nouveaux lieux, par exemple la FNEEQ en Palestine. Le FSM permet également la diffusion d'innovations et d'alternatives, mentionnons le Sommet des citoyens et citoyennes sur l'avenir de Montréal et le projet de budget participatif dans l'Arrondissement Plateau Mont-Royal.

Mais les réseaux permettent effectivement à plusieurs organisations d'entreprendre des actions collectives globales afin d'interpeller des adversaires qui se situent en d'autres lieux et à d'autres échelles. Ce faisant, elles agissent normalement à l'intérieur de leur territoire d'action, mais la portée de leur action va bien au-delà puisqu'elles se retrouvent liées avec d'autres actions qui se déroulent en d'autres lieux et à d'autres échelles. Cette forme de fonctionnement en réseau permet aux organisations de faire avancer certaines de leurs causes de façon beaucoup plus efficace car elles parviennent ainsi à interpeller un plus grand nombre d'acteurs, ainsi qu'un plus grand bassin de population par la mise en commun des expertises et des ressources variées des organisations qui s'engagent dans un tel processus.

Enfin, ces dynamiques ont un impact sur l'identité des organisations et des mouvements sociaux de façon plus générale. Les idées de *rooted cosmopolitan* de Tarrow et Della Porta, mais aussi l'approche de Melucci qui voit dans l'action collective le vecteur de construction identitaire, sont très éclairantes. L'on se rend compte que le réseau est une forme d'adhésion ouverte et souple qui permet aux organisations de mener des actions communes sans avoir à faire de compromis au niveau de leur identité spécifique. Elles gagnent ainsi une nouvelle identité en s'engageant avec d'autres groupes, eux-mêmes porteurs d'identités multiples, au fil de l'action collective et développent éventuellement une solidarité.

Par cette recherche, nous croyons avoir contribué à la compréhension des mouvements sociaux contemporains, à tout le moins en ce qui concerne le mouvement altermondialiste. Ce travail comporte bien sûr des limites, ne serait-ce qu'en raison du nombre restreint d'études de cas que nous avons pu effectuer. Les outils que nous avons développés nous ont été utiles, voire indispensables afin d'aborder notre objet d'étude. Aussi, nous nous réjouissons s'ils pouvaient être d'une quelconque utilité pour d'autres recherches et bonifiés par une réflexion plus large.

Le mouvement altermondialiste offre de nombreuses pistes pour de futures recherches. Il serait tout d'abord extrêmement pertinent de pouvoir comparer les activités du mouvement dans différentes régions du monde afin de mieux distinguer l'apport des particularités culturelles des impacts de l'adhésion à un mouvement global. Il serait également intéressant

de reprendre les études de cas d'organisations réalisées par d'autres chercheurs avant que ces groupes ne s'insèrent dans l'altermondialisme afin de mieux évaluer les impacts de la participation au mouvement. Enfin, l'altermondialisme interpelle aussi les intellectuels afin qu'ils proposent des visions et des théories sur ce que pourrait être cette altermondialisation.

Comme nous l'avions mentionné en avant-propos, le but de notre démarche n'a pas été de prouver que le mouvement altermondialiste pouvait effectivement être à l'origine d'une transformation sociale à l'échelle du globe. En ce sens, nous croyons que son succès dépendra de sa capacité de résoudre les tensions internes qui l'animent, principalement le débat espace-acteur, et de mobiliser efficacement l'opinion publique. Nous avons cependant pu voir comment il s'y prend afin de rencontrer son objectif de transformation sociale.

L'état actuel de nos sociétés peut certes nous faire douter qu'un *autre monde est possible*. C'est justement ce piège de la pensée unique que dénoncent les altermondialistes, ces utopistes, en ouvrant une voie vers l'espoir d'un monde différent, meilleur.

## APPENDICE A

### MEMBRES DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE<sup>66</sup>

#### Alternatives

Amnistie Internationale, Section canadienne francophone  
Association canadienne des avocats du mouvement syndical (ACAMS)  
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)  
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)  
Centre d'études sur les régions en développement (CERD-McGill)  
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)  
Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)  
Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Conseil central de Montréal métropolitain (CSN-CCMM)  
CUSO-Québec  
Développement et Paix  
Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)  
Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)  
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)  
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)  
Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC-UQAM)  
Ligue des droits et libertés (LDL)  
Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)  
Solidarité populaire Québec (SPQ)  
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

---

<sup>66</sup> Selon les informations actuelles, sur le site du RQIC (visité le 11/12/05) :  
<http://www.rqic.alternatives.ca/>

## APPENDICE B

### LES ORGANISATIONS NATIONALES MEMBRES DU COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ<sup>67</sup>

Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons (AQBAM)  
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)  
ATD Quart-Monde  
Au Bas de l'Échelle  
Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL)  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)  
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)  
Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO)  
Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ)  
Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH)  
Conférence religieuse canadienne (CRC)  
Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)  
Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ)  
Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ)  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)  
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)  
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)  
Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)  
Ligue des Droits et Libertés  
L'R des centres de Femmes du Québec  
Mouvement québécois des camps familiaux (MQCF)  
Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec  
Regroupement des Auberges du coeur du Québec

---

<sup>67</sup>En date du 23 novembre 2004, voir le site du Collectif (visité le 20/12/05) :

[http://www.pauvrete.qc.ca/article.php3?id\\_article=41](http://www.pauvrete.qc.ca/article.php3?id_article=41)

Il y a également des groupes dans chacune des régions administratives du Québec.

Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)  
Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)  
Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)  
Regroupement québécois des intervenantes et des intervenants en action communautaire, en  
CLSC et CHSLD (RQIIAC)  
Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

## APPENDICE C

### LES ORGANISATIONS NATIONALES MEMBRES DU RÉSEAU DE VIGILANCE<sup>68</sup>

Alliance québécoise des Regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH)  
Alternatives  
Artistes pour la paix  
Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons  
Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau (AQCME)  
Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ)  
Association pour une solidarité syndicale étudiante  
ATTAC-Québec  
CAP-MONDE  
Centrale des Syndicats du Québec  
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)  
Centrale des professionnelles et des professionnels de la santé (CPS)  
Centre justice et foi  
Coalition des tables régionales d'organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux (TROC)  
Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)  
Coalition Solidarité Santé  
Collectif pour un Québec sans pauvreté  
Comité aviseur à l'action communautaire autonome  
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)  
Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Conférence religieuse canadienne  
D'Abord solidaires  
Fédération autonome du collégial (FAC)

---

<sup>68</sup> En date du 30 septembre 2004, voir le site du réseau (visité le 03/12/05) :

[http://www.vigilance.cam.org/article.php3?id\\_article=2](http://www.vigilance.cam.org/article.php3?id_article=2)

Il y a également des coordinations régionales dans la plupart des régions administratives du Québec, ainsi que plusieurs autres groupes locaux membres du réseau.

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - section Québec (FCEE)  
 Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)  
 Fédération des Associations de parents des CEGEP du Québec  
 Fédération des centres d'action bénévole du Québec (FCABQ)  
 Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
 Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)  
 Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)  
 Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)  
 Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)  
 Fédération québécoise des centres communautaires de loisir Fédération québécoise des sociétés Alzheimer  
 Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)  
 Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)  
 Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec  
 L'R des centres de femmes du Québec  
 Ligue des droits et libertés  
 Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ)  
 Mouvement pour une Démocratie Nouvelle (MDN)  
 Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens (MTC)  
 Regroupement autonome des jeunes (RAJ) du Québec  
 Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)  
 Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ)  
 Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ)  
 Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec  
 Réseau des Tables régionales des groupes de femmes  
 Réseau du Forum social Québec Chaudière-Appalaches  
 Réseau québécois des groupes écologistes  
 Réseau Québécois des OSBL d'Habitation  
 Réseau québécois du crédit communautaire  
 Syndicat canadien de la fonction public - Québec (SCFP-Québec)  
 Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)  
 Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)  
 Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)  
 Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes  
 Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles  
 Table nationale des Corporations de développement communautaire  
 Union paysanne  
 Union des consommateurs



## **APPENDICE D**

### **COMITÉ PROMOTEUR DU FORUM SOCIAL RÉGIONAL CHAUDIÈRE- APPALACHES DE 2002**

#### **Alternatives**

Association générale étudiante du Cégep F.-X. Garneau  
Association québécoise pour un Contrat mondial de l'eau  
Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens  
(ATTAC-Capitale nationale)  
Carrefour de pastorale en monde ouvrier (CAPMO)  
Carrefour Tiers-Monde  
CASA-latino-américaine  
Coalition régionale des femmes contre la pauvreté et la violence  
Collectif régional pour une loi sur l'élimination de la pauvreté  
Conseil central de Québec, Chaudière Appalaches (CSN)  
Conseil régional de Québec, Chaudière-Appalaches (FTQ)  
Développement et Paix  
La Ligue des droits et libertés - section de Québec  
Opération Québec printemps 2001 (OQP2001)  
Syndicat de la fonction publique (SFPQ) région Québec, Chaudière-Appalaches  
Syndicat des employé-e-s de l'AGEECL-Comité politique Limoilou  
Union paysanne région 03 et 12

## APPENDICE E

### MEMBRES DU RÉSEAU DU FORUM SOCIAL RÉGIONAL CHAUDIÈRE- APPALACHES EN 2006

ACEF de Québec - Association coopérative d'économie familiale  
ACEF de la Rive-Sud - Association coopérative d'économie familiale  
ADDS-QM - Association de Défense des droits sociaux, section Québec métropolitain  
Alternatives  
Association étudiante du Cégep de Sainte-Foy  
AQCME - Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau  
AmiEs de la Terre de Québec (ATQ)  
Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen(ne)s  
(Attac) Capitale Nationale  
Bureau d'animation et information logement de Québec Métropolitain (BAIL)  
Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)  
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) Chaudière-  
Appalaches  
Carrefour de pastorale en monde ouvrier (CAPMO)  
Carrefour Tiers-Monde  
Centre des femmes de la Basse-Ville  
Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches, de la CSN (CCQCA-CSN)  
Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ, Indymedia.Quebec)  
Comité Justice sociale - Soeurs de la Sainte Famille de Bordeaux  
Comité de MOBilisation du Cégep de Ste-Foy (ComMob Ste-Foy)  
Coopérative d'habitation *Un Toit à toi*  
Développement et paix  
Droit de parole (journal) - Communications Basse-Ville  
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)  
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec (JOC)  
Ligue des droits et libertés (LDL)  
Mouvement Action-Chômage de Québec (MAC de Québec)  
Mouvement des travailleur-euses chrétien-nes (MTC)  
Pastorale Sociale Québec (Diocèse de Québec)  
Plan Nagua  
Regroupement des groupes de femmes 03-12 (RGF-03)

Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (REPAC 03-12)

Réseau international des droits humains (*Red internacional por los derechos humanos* – RIDH)

Regroupement des organismes communautaires de la région de Québec (ROC 03)

Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec (ROSE du Nord)

Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ régional 03-12)

Service concerté d'engagement pastoral et social

Groupe d'Entraide Internationale Spirale

Syndicat canadien de la fonction publique - Québec

Syndicat de l'enseignement de la région de Québec

Syndicat des Infirmières-Infirmiers: Hôpital St-François d'Assise

Syndicat des Infirmières-Infirmiers: Hôpital Enfant-Jésus

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Syndicat des professeur-e-s du Cégep de Sainte-Foy

Syndicat des professeur-e-s du Cégep François-Xavier Garneau

Syndicat du Centre Hospitalier Robert-Giffard

Syndicat des employé(e)s de la Caisse d'économie Desjardins des Travailleur(euse)s du Québec

Syndicat Travailleur(euse)s: CLSC Bellechasse (CSN)

## **APPENDICE F**

### **LISTE DES ORGANISATION QUI ONT LANCÉ L'APPEL INITIAL POUR L'ORGANISATION DU FORUM SOCIAL QUÉBEC – CANADA – PREMIÈRES NATIONS**

Alternatives  
Association des femmes autochtones du Québec (FAQ)  
ATTAC-Québec  
Campement jeunesse du Québec  
Carrefour canadien international  
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)  
Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Cybersolidaires  
Développement et paix  
Enfasis  
Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)  
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)  
Forum social régional Québec-Appalaches  
Ligue des droits et libertés (LDL)  
Regroupement québécois des groupes écologistes (RQGE)  
Union paysanne

## **APPENDICE G**

### **LISTE DES PARTENAIRES DES JOURNÉES D'ALTERNATIVES 2005**

Alliance de la Fonction publique du Canada - Québec (AFPC -Québec)  
Arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal  
Café Rico  
CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale)  
CKUT  
Collectif des Lucioles  
Communautique  
CRDI (Centre de recherches pour le développement international)  
CSN (Confédération des syndicats nationaux)  
CSQ (Centrale des syndicats du Québec)  
D'abord Solidaires  
Le Devoir  
FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec)  
IEIM (Institut d'études internationales de Montréal)  
Observatoire international de géopolitique de l'UQAM  
Observatoire des Amériques  
ONF (Office national du film)  
OXFAM - Québec  
Projections Multi-Monde  
Radio-Montréal, CIBL 101,5 FM  
SODEC (Société de développement des entreprises culturelles du Québec)

## **APPENDICE H**

### **QUESTIONNAIRE POUR LA RÉALISATION DU SONDAGE SUR LES MOUVEMENTS ALTERMUNDIALISTES ET ANTIMONDIALISATION AU FSM À PORTO ALEGRE EN 2005**

Université du Québec à Montréal  
Observatoire des Amériques / Chaire MOC

Università di Roma "La Sapienza"  
Facoltà di Sociologia

EHESS - Paris  
CAEIS - Centre d'Analyses et d'Intervention Sociologique

Università degli studi di Firenze  
Istituto di Sociologia e Laboratorio del Lavoro e dell'Urbanistica

Universidad del País Vasco  
CEIC - Centro de Estudios sobre la Ciudad y el Territorio

University of Warwick  
CRF - Centre for Research in Urban Sociology

### SONDAGE SUR LES MOUVEMENTS ALTERMUNDIALISTES ET ANTIMUNDIALISATION FSM, PORTO ALEGRE 2005

Nous réalisons une enquête sur les mouvements altermondialistes et antimondialisation en collaboration avec plusieurs universités européennes et américaines. Le but de ce questionnaire est de mettre en évidence les caractéristiques principales de ces mouvements, ainsi que leurs objectifs. De plus, nous entendons comparer les résultats de ce sondage avec ceux réalisés lors des forums sociaux européens de Florence (2002) et Londres (2004). Nous garantissons la confidentialité totale des informations recueillies et seuls des résultats agrégés seront rendus publics. Cette enquête se situe dans une initiative reflexive interne au mouvement. Pour toute information sur cette enquête, veuillez vous adresser à : [sondage@devia.org.br](mailto:sondage@devia.org.br). Nous vous remercions pour votre collaboration.

Noter sur le questionnaire si vous avez déjà complété le questionnaire.

Section 1 : Détails personnels - Histoire	
<b>Q.1A</b> Est-ce que vous percevez que le mouvement est plutôt : - Altermondialiste ..... <input type="checkbox"/> - Antimondialisation ..... <input type="checkbox"/> - Autre (précisez) : ..... <input type="checkbox"/>	<b>Q.1B</b> Comment voyez-vous votre action ? - Altermondialiste ..... <input type="checkbox"/> - Antimondialisation ..... <input type="checkbox"/> - Autre (précisez) : ..... <input type="checkbox"/>
<b>Q.1</b> Avez-vous été impliqué dans d'autres organisations avant de joindre le mouvement altermondialiste ? Oui ..... <input type="checkbox"/> - Non (passer à la Q.2) ..... <input type="checkbox"/>	
<b>Q.2A</b> Dans quel type d'organisations ? (réponses multiples) - Parti politique ..... <input type="checkbox"/> - Syndicat ..... <input type="checkbox"/> - Mouvement féministe ..... <input type="checkbox"/> - Mouvement environnementaliste ..... <input type="checkbox"/> - Luttes urbaines ..... <input type="checkbox"/> - Organisations religieuses ..... <input type="checkbox"/> - Groupes autochtones ..... <input type="checkbox"/> - Communautés culturelles/ethniques ..... <input type="checkbox"/> - ONG ..... <input type="checkbox"/> - Autre (précisez) : ..... <input type="checkbox"/>	<b>Q.2B</b> Quel était votre type d'implication ? - Travail rémunéré ..... <input type="checkbox"/> - Travail volontaire ..... <input type="checkbox"/> - Travail occasionnel ..... <input type="checkbox"/> <b>Q.3</b> Nommez la plus importante organisation à laquelle vous avez collaboré : Nom : .....
<b>Q.5</b> Quel type de responsabilités aviez-vous en qualité de militant ? - Direction ..... <input type="checkbox"/> - Coordination ..... <input type="checkbox"/> - Collaboration fréquente ..... <input type="checkbox"/> - Collaboration occasionnelle ..... <input type="checkbox"/> - Autre (précisez) : ..... <input type="checkbox"/>	<b>Q.6</b> À quelle échelle de mobilisation étiez-vous impliqué avec cette organisation ? - Locale ..... <input type="checkbox"/> - Régionale (infranationale) ..... <input type="checkbox"/> - Nationale ..... <input type="checkbox"/> - Continentale (supranationale) ..... <input type="checkbox"/> - Internationale ..... <input type="checkbox"/>
<b>Q.7</b> Quelle a été la portée de cet engagement ? - Avec mon organisation seulement ..... <input type="checkbox"/> - Avec mon organisation, en conjonction avec d'autres organisations et réseaux ..... <input type="checkbox"/> - Autre (précisez) : ..... <input type="checkbox"/>	<b>Q.8</b> Comment décririez-vous votre propre orientation politique (x : extrême gauche, gauche modérée, centriste, droite libérale, écologiste, non partisan...) : .....

Section 2 : Signification des actions altermondialistes/antimondialisation				
Q. 9 Avez-vous déjà participé à d'autres mobilisations anti ou altermondialistes ? Si oui, nommez les (lieu et date) :				
1	_____			
2	_____			
3	_____			
4	_____			
5	_____			
Q. 10 Indiquez le degré d'importance des raisons suivantes d'agir contre la mondialisation :				
	Pas important	Peu important	Assez important	Très important
- Faire valoir des principes moraux d'égalité et de justice...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Protéger mon identité nationale face à l'économie globale...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Proposer une mondialisation alternative...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Changer les structures politiques et la démocratie...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Dénigrer les symboles de domination...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Renverser les leaders...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Construire un mouvement d'opposition au capital financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Se solidariser avec les victimes de la mondialisation...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Protéger l'environnement et le développement durable...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autres (précisez) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q. 11 Indiquez le degré d'importance des raisons suivantes de connecter vos actions à d'autres :				
	Pas important	Peu important	Assez important	Très important
- Partager mes critiques et propositions alternatives...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Etablir une connexion entre nos intérêts communs...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Gagner contre la domination de la mondialisation...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Transformer une réalité sociale que je condamne...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autres (précisez) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q. 12 Dans quel type de mobilisations êtes-vous impliqué? (réponses multiples)		Q. 13 Est-ce que votre participation dans des mobilisations collectives implique :		
- Manifestations	<input type="checkbox"/>	- La subordination de vos choix personnels à ceux du groupe?		
- Barrages routiers ou occupations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- Activités liées à un parti politique	<input type="checkbox"/>	- Une possibilité d'affirmer votre autonomie personnelle?		
- Activités syndicales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- Nouvelles formes d'expression et de participation	<input type="checkbox"/>	- Un nouvel équilibre entre l'autonomie personnelle et l'engagement social?		
- Boycotts de multinationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- Pétitions	<input type="checkbox"/>	- Autres (précisez) :		
- Initiatives alternatives dans les médias ou Internet	<input type="checkbox"/>			
- Actions violentes contre la propriété	<input type="checkbox"/>			
- Mise sur place d'institutions ou de réseaux	<input type="checkbox"/>			
- Organisation et participation à des assemblées	<input type="checkbox"/>			
- Autres (précisez)	<input type="checkbox"/>			
Q. 14 Indiquez le degré d'importance des raisons suivantes de valoriser le mouvement :				
	Pas important	Peu important	Assez important	Très important
- La pluralité de ses composantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Sa diversité idéologique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Son caractère horizontal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Le fait qu'il porte sur des enjeux transnationaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Parce qu'il se fait le porte-parole de ceux qui ne peuvent s'exprimer politiquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Combattre le capitalisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autres (spécifiez)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Q. 15 Indiquez le degré d'importance des effets suivants du mouvement :				
	Pas important	Peu important	Assez important	Tres important
-Renforce la démocratie.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Change le regard que l'on pose sur la mondialisation.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Développe des relations horizontales.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Aborde des enjeux qui traversent les frontières nationales ..	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Promeut la paix s'oppose à la guerre.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Promeut la paix s'oppose au terrorisme.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-Autres (précisez).....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Section 3 : Relations entre votre organisation et le mouvement altermondialiste/ antimonialisation	
<b>Q. 16 De combien d'organisation êtes-vous membre?</b> - Une organisation..... <input type="checkbox"/> - Deux organisations..... <input type="checkbox"/> - Plus de deux organisations..... <input type="checkbox"/>	<b>Q. 17 Donnez le nom et l'année de création de la plus importante d'entre-elles :</b> Nom..... Année de création.....
<b>Q. 17A Quel type de responsabilités avez-vous en qualité de militant?</b> - Direction..... <input type="checkbox"/> - Coordination..... <input type="checkbox"/> - Collaboration fréquente..... <input type="checkbox"/> - Collaboration occasionnelle..... <input type="checkbox"/> - Autre (spécifiez).....	<b>Q. 17B Quel est votre type d'implication ?</b> - Travail rémunéré..... <input type="checkbox"/> - Travail volontaire..... <input type="checkbox"/> - Travail occasionnel..... <input type="checkbox"/>
<b>Q. 17C A quelle échelle de mobilisation êtes-vous impliqué avec votre organisation actuelle?</b> - Locale..... <input type="checkbox"/> - Régionale /internationale..... <input type="checkbox"/> - Nationale..... <input type="checkbox"/> - Continentale (supranationale)..... <input type="checkbox"/> - Internationale..... <input type="checkbox"/>	<b>Q. 17D Votre organisation est-elle dotée de matériel informatique? (cochez la case appropriée):</b> Ordinateurs..... <input type="checkbox"/> Si oui, combien..... Réseau interne..... <input type="checkbox"/> Internet..... <input type="checkbox"/>
<b>Q. 18 Combien de membres officiels compte votre organisation?</b> .....	<b>Q. 19 Combien de membres actifs ou de sympathisants compte votre organisation?</b> .....
<b>Q. 20 Qu'est-ce qui fonde l'entente avec les gens avec qui vous interagissez le plus ? (max.3 réponses)</b> - La poursuite d'intérêts communs..... <input type="checkbox"/> - La poursuite d'intérêts professionnels communs..... <input type="checkbox"/> - Le partage d'une identité ethnique /régionale/nationale..... <input type="checkbox"/> - Le partage d'un mode de vie orienté par des approches alternatives..... <input type="checkbox"/> - Le partage d'une foi religieuse..... <input type="checkbox"/> - Le partage de valeurs (les valeurs morales priment sur les intérêts économiques)..... <input type="checkbox"/> - Le fait de favoriser la solidarité avec les immigrants..... <input type="checkbox"/> - Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités d'un pays..... <input type="checkbox"/> - Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités dans les Amériques..... <input type="checkbox"/> - Le fait de favoriser la solidarité avec les pauvres et déshérités dans les pays en développement..... <input type="checkbox"/> Autre (précisez).....	
<b>Q. 21 Est-ce que votre organisation fait partie de réseaux internationaux ?</b> - Non..... <input type="checkbox"/> - Oui..... <input type="checkbox"/> - Si oui, combien..... - Nommez le plus important :.....	<b>Q. 21 A Est-ce que votre organisation fait partie de réseaux continentaux?</b> - Non..... <input type="checkbox"/> - Oui..... <input type="checkbox"/> - Si oui, combien..... - Nommez le plus important :.....

<p>Q. 21 B Est-ce que votre organisation fait partie de réseaux nationaux ?</p> <p>- Non ..... - Oui .....</p> <p>- Si oui, combien : .....</p> <p>- Nommez le plus important : .....</p>	<p>Q. 22 Est-ce que votre organisation fait partie de réseaux locaux ?</p> <p>- Non ..... - Oui .....</p> <p>- Si oui, combien : .....</p> <p>- Nommez le plus important : .....</p>																									
<p>Q. 22A Qualifiez les réseaux dont fait partie votre organisme et indiquez leur année de création (réponses multiples) :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Sectoriels (par type spécifique d'activité : éducation, développement, ...)</th> <th>Géographiques (par aire géographique d'intervention)</th> <th>Année de création</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Réseaux internationaux .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Réseaux continentaux .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Réseaux nationaux .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Réseaux locaux .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> </tbody> </table>			Sectoriels (par type spécifique d'activité : éducation, développement, ...)	Géographiques (par aire géographique d'intervention)	Année de création	Réseaux internationaux .....	.....	.....	.....	Réseaux continentaux .....	.....	.....	.....	Réseaux nationaux .....	.....	.....	.....	Réseaux locaux .....	.....	.....	.....					
	Sectoriels (par type spécifique d'activité : éducation, développement, ...)	Géographiques (par aire géographique d'intervention)	Année de création																							
Réseaux internationaux .....	.....	.....	.....																							
Réseaux continentaux .....	.....	.....	.....																							
Réseaux nationaux .....	.....	.....	.....																							
Réseaux locaux .....	.....	.....	.....																							
<p>Q. 22B Quelle est l'utilité première du réseau ? (max 3 réponses)</p> <p>- Partager de l'information .....          - Entreprendre des actions collectives communes .....          - Mobiliser des mentors .....          - Renforcer l'identité collective .....          - Accroître le financement .....          - Accroître l'efficacité des organismes .....          Autre (précisez) : .....</p>	<p>Q. 22C Quelle est la tâche habituelle de votre organisme au sein des réseaux ?</p> <p>- Éducation populaire .....          - Cueillette d'information .....          - Mobilisation des organismes .....          - Mobilisation du public .....          - Diffusion de l'information .....          - Action de plaidoyer (groupe de pression) .....          - Organisation de l'action collective .....          - Autre (précisez) : .....</p>																									
<p>Q. 23 Indiquez le degré d'importance des raisons suivantes d'établir des relations avec d'autres organisations :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Pas important</th> <th>Peu important</th> <th>Assez important</th> <th>Très important</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>- Construire un mouvement plus vaste .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>- Favoriser l'union contre la domination de la mondialisation .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>- Pour s'unir dans la protestation .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>- Autres (précisez) : .....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> </tbody> </table>			Pas important	Peu important	Assez important	Très important	- Construire un mouvement plus vaste .....	.....	.....	.....	.....	- Favoriser l'union contre la domination de la mondialisation .....	.....	.....	.....	.....	- Pour s'unir dans la protestation .....	.....	.....	.....	.....	- Autres (précisez) : .....	.....	.....	.....	.....
	Pas important	Peu important	Assez important	Très important																						
- Construire un mouvement plus vaste .....	.....	.....	.....	.....																						
- Favoriser l'union contre la domination de la mondialisation .....	.....	.....	.....	.....																						
- Pour s'unir dans la protestation .....	.....	.....	.....	.....																						
- Autres (précisez) : .....	.....	.....	.....	.....																						
<p>Q. 24 Numérotez par ordre d'importance (1 à 8) les objectifs poursuivis par le mouvement :</p> <p>- Faire pression sur les gouvernements et institutions pour qu'ils changent leur politique .....          - Construire des réseaux à l'intérieur des mouvements sociaux .....          - Trouver des solutions aux problèmes locaux .....          - Faire des liens avec des partis politiques pour développer des alternatives gouvernementales .....          - Élargir la participation citoyenne .....          - Opérer à travers les médias .....          - Protester .....          - Autres (précisez) : .....</p>																										

Section 4 : Enjeux et objectifs de votre organisation		
Q. 25 Dans quel(s) domaine(s) votre organisation est-elle impliquée? (cochez si applicable)		
	Principal	Secondaire
- Environnement et développement durable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Lutte contre les inégalités homme/femme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Droits humains	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Immigration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Lutte contre le racisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Guerre et paix	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Éducation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Démocratisation des institutions internationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Communication et contrôle de l'information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Diversité culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Écart Nord/Sud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Conditions de travail et droits des travailleurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Engagement communautaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Luttes urbaines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Liberté d'accès à la propriété intellectuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autre (spécifier) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q. 26 Numérotez par ordre d'importance (1 à 5) les objectifs économiques poursuivis par votre organisation :		
- Promouvoir l'égalité économique	_____	
- Encourager le développement durable	_____	
- Combattre les institutions économiques internationales	_____	
- Éviter la privatisation des ressources naturelles	_____	
- Autres (préciser) :	_____	
Q. 27 Numérotez par ordre d'importance (1 à 5) les objectifs culturels poursuivis par votre organisation :		
- Respect de la diversité culturelle	_____	
- Promotion de la démocratisation des médias	_____	
- Reconnaissance de la diversité (genre, ethnique, religieuse)	_____	
- Éviter la privatisation des savoirs	_____	
- Autres (préciser) :	_____	
Q. 28 Numérotez par ordre d'importance (1 à 6) les objectifs sociaux poursuivis par votre organisation :		
- Élimination de l'écart Nord/Sud	_____	
- Élimination de toute inégalité de genre	_____	
- Promotion de conditions de travail dignes	_____	
- Promotion des droits des enfants	_____	
- Promotion d'un système d'éducation public égalitaire	_____	
- Autres (préciser) :	_____	
Q. 29 Numérotez par ordre d'importance (1 à 7) les objectifs politiques poursuivis par votre organisation :		
- Promotion de la paix	_____	
- Démocratisation des institutions internationales (ONU, FMI)	_____	
- Reconnaissance de la diversité (genre, ethnique, religieuse)	_____	
- Élimination du déficit démocratique dans les Amériques	_____	
- Extension de la démocratie participative au plan national	_____	
- Extension de la démocratie participative au plan local	_____	
- Autres (préciser) :	_____	

## Section 5 : Perceptions individuelles des enjeux

Q. 30 Quelle importance accordez-vous aux enjeux suivants?

	Pas important	Peu important	Assez important	Tres important
<b>Contexte de travail :</b>				
-Chômage.....	==	==	==	==
-Trajectoires professionnelles précaires.....	==	==	==	==
-Difficulté d'exprimer sa propre créativité au travail.....	==	==	==	==
-Travailler comme un employé du marché est insupportable.....	==	==	==	==
<b>Éducation et connaissance :</b>				
-Lien entre connaissance, économie et culture dominantes.....	==	==	==	==
-Politiques de privatisation du savoir.....	==	==	==	==
-Difficultés d'accès au système d'éducation.....	==	==	==	==
<b>Modèles de consommation :</b>				
-Produits manufacturés et exploitation des travailleurs dans des régions non développées.....	==	==	==	==
-Accès inégal à la consommation dans les régions développées.....	==	==	==	==
-Accès inégal à la consommation entre les régions développées et non développées.....	==	==	==	==
-Consommation de biens comme symbole de statut social.....	==	==	==	==
-Consommation ignorante de ses conséquences sur l'environnement.....	==	==	==	==
-Difficulté de contrôler des aspects importants de notre vie.....	==	==	==	==
<b>Modèles culturels :</b>				
-Repression de modes de vie alternatifs.....	==	==	==	==
-Domination de la production artistique par les industries culturelles.....	==	==	==	==
-Domination de ceux qui contrôlent l'information à travers le monde.....	==	==	==	==
-Manque de pleine reconnaissance des différences culturelles.....	==	==	==	==
-Absence d'opportunités égales entre les genres.....	==	==	==	==
<b>Institutions politiques :</b>				
-Pouvoir excessif des pays développés.....	==	==	==	==
-Faiblesse des institutions nationales face à la mondialisation.....	==	==	==	==
-Faiblesse des institutions panaméricaines face à la mondialisation.....	==	==	==	==
-Faiblesse des institutions internationales (ONU) face à la mondialisation.....	==	==	==	==
-Incapacité des institutions à éliminer la guerre.....	==	==	==	==
-Incapacité des institutions à éliminer le terrorisme.....	==	==	==	==

Q. 31 Comment réagissez-vous face aux situations urgentes que nous vivons? (maximum de trois réponses)

- Je refuse de travailler et je recherche des modèles de travail alternatifs.....
- Je refuse de me soumettre aux institutions existantes et je recherche des pratiques politiques alternatives.....
- Je prends part à des initiatives de solidarité concrètes contre les dommages causés par la mondialisation.....
- Je prends part à des initiatives de protestation.....
- Je recherche des modèles de consommation alternatifs.....
- Je lutte pour un développement respectueux de l'environnement.....
- Je fais la promotion d'une éducation financée par l'État et exempte de discrimination.....
- Je fais la promotion d'institutions panaméricaines qui devraient intervenir dans l'économie mondiale.....
- Je lutte contre la pénurie d'emplois et l'insécurité liée au travail.....
- Autre (précisez).....

Section 5A : Le Forum social mondial		
Q. 31A Contrastez dans la liste suivante ce que le FSM <u>permet</u> et ce qu'il <u>devrait</u> permettre :		
	Permet	Devrait permettre
- L'expression des différences culturelles.....	.....	.....
- L'action politique efficace.....	.....	.....
- La construction d'un modèle de développement.....	.....	.....
- L'échange d'idées et d'informations.....	.....	.....
- Le partage d'initiatives alternatives réelles.....	.....	.....
- Consolider les réseaux existants.....	.....	.....
- Créer de nouveaux réseaux.....	.....	.....
- La construction d'une identité altermondialiste.....	.....	.....
- Recharger les piles militantes.....	.....	.....
- Des mobilisations globales.....	.....	.....
- Interpeller les responsables politiques.....	.....	.....
- Confronter les firmes multinationales.....	.....	.....
- Promouvoir la démocratie participative.....	.....	.....
- La réforme de l'Etat-nation.....	.....	.....
- L'émergence de nouveaux partis politiques.....	.....	.....
- Appuyer publiquement des partis politiques.....	.....	.....
- L'usage de la violence.....	.....	.....
- Autres (précisez).....	.....	.....
Q. 31B Quel doit être le rôle du Forum social mondial ?		
- Un espace de discussion et d'échange sur l'altermondialisme.....		
- Un facilitateur pour le réseautage entre organisations.....		
- Un acteur engagé dans la lutte contre le néolibéralisme et l'impérialisme.....		
- Le leader du mouvement altermondialiste.....		
- Coordonner les luttes anti-mondialisation.....		
- Autre (précisez).....		
Q. 31C Que pensez-vous de la structure du FSM ? (réponses multiples)	Q. 31D Que pensez-vous de la multiplication des Forums sociaux? (réponses multiples)	
- C'est une structure ouverte.....	- Elle est nécessaire pour globaliser la lutte.....	
- Elle est démocratique.....	- Elle permet de grossir les rangs des militants.....	
- Elle est représentative du mouvement altermondialiste.....	- C'est une bonne stratégie de visibilité.....	
- Elle est légitime.....	- Elle renforce les réseaux.....	
- Elle doit dicter l'agenda politique du mouvement.....	- Elle favorise les initiatives.....	
- Elle est purement organisationnelle.....	- Elle constitue un danger d'éclatement.....	
- C'est une structure fermée.....	- Cela dissipe les énergies.....	
- Autres (précisez).....	- Cela déroute des vrais enjeux.....	
	- Autre (précisez).....	
Q. 31E Quelle est l'échelle d'action la plus efficace?	Q. 31F Qui sont les adversaires du FSM?	
	Pour tenir des forums sociaux	Pour agir pour le changement
Mondiale.....	.....	.....
Continental.....	.....	.....
National.....	.....	.....
Locale.....	.....	.....
Thématique/ transversale.....	.....	.....
Autre (précisez).....	.....	.....
	- Les organisations économiques internationales (FMI, BM, OMC).....	
	- Le forum économique mondial de Davos.....	
	- Les pays riches.....	
	- Les firmes multinationales.....	
	- Le système de l'ONU.....	
	- Le Conseil de sécurité de l'ONU.....	
	- Les groupes anti-mondialisation.....	
	- Les groupes révolutionnaires/terroristes.....	
	- L'impérialisme.....	
	- Autre (précisez).....	

[illegible]

## **APPENDICE I**

### **GUIDE D'ENTREVUE À L'INTENTION DES ORGANISMES QUÉBÉCOIS PARTICIPANT AU FORUM SOCIAL MONDIAL**

#### **L'organisme et le répondant**

1. Depuis quand êtes-vous impliqué dans cet organisme? Quelle est votre fonction?
2. Quel est votre parcours?
3. Quelles est le mandat de votre organisme et quand fut-il fondé?
4. Ce mandat a-t-il changé depuis sa création? Si oui quand et pourquoi?
5. Comment se présente votre organisme, quelle est sont identité (mouvement social, groupe d'intérêt, etc.)? Êtes-vous reconnu comme tel?
6. Y a-t-il eu des changements dans la structure de votre organisation depuis la fondation de votre organisme ? (par exemple, division des tâches, processus de décision). À quoi attribuez-vous ces changements?

**Enjeux et cadrage**

7. Qu'est-ce que la mondialisation a changé pour votre organisation? Et pour le mouvement social dans lequel vous êtes inséré?
8. Qu'est-ce que l'altermondialisme a changé pour votre organisation? Et pour le mouvement social dans lequel vous êtes inséré ?
9. Est-ce que la culture politique du FSM (horizontalité, diversité) a des impacts sur votre organisation?
10. Quel a été l'impact de l'Internet pour votre organisation (mobilisation, nouvelles actions collectives, réseautage, organisation, etc.)?
11. Quels ont été les événements (politiques, sociaux, économiques ou culturels) à l'extérieur du Québec qui ont eu l'impact le plus important pour vos luttes depuis le début des années 1980?
12. Selon vous, quelle pourrait être l'importance d'un Forum social au Québec?

**Le Forum social mondial**

13. Pourquoi allez-vous au Forum social mondial ? Qu'est-ce qui a motivé votre première participation? Quels sont vos objectifs à court ou à long terme?
14. À combien d'éditions êtes-vous allé?
15. Êtes-vous impliqué dans l'organisation du forum?
16. Qu'est-ce que ça a changé pour votre organisation?



17. Organisez-vous des ateliers? De quoi parlez-vous?

18. Avez-vous entrepris, seul ou avec d'autres groupes, des actions en lien avec vos activités au forum?

19. Est-ce l'altermondialisme qui vous y attire ou la lutte au néolibéralisme?

### **Les échelles d'action collective**

20. Les échelles d'action altermondialistes :

Échelle	Type d'action collective	Quels enjeux?	Adversaire visé	Objectifs	Avec qui?
Locale					
Québécoise					
Canadienne					
Supranationale					
Mondiale					
Internet					

### **Les réseaux**

21. De quels réseaux êtes-vous membres? Depuis quand? Sont-ils sectoriel ou géographique?

22. Quelle est l'utilité de ces réseaux pour votre organisation?

23. Ces réseaux vous amènent-ils à entreprendre de nouvelles actions, soit par l'adoption d'un type d'action collective, inspiré d'un autre groupe, soit une nouvelle action issue de l'interaction entre les différents groupes?

## **APPENDICE J**

### **LISTE DES ENTREVUES**

Entrevue 1 : Membre du Conseil scientifique d'Attac-Québec et militante d'Attac-Québec, le 3 novembre 2004 à 19h.

Entrevue 2 : Responsable chez Alternatives, le 8 novembre 2004 à 15h.

Entrevue 3 : Membre du Conseil d'administration de la section canadienne-francophone de Amnesty Internationale, le 16 novembre 2004 à 12h.

Entrevue 4 : Chargée de programme, Développement et Paix, le 17 novembre 2004 à 14h.

Entrevue 5 : Coordinatrice à la Marche mondiale des femmes, le 7 janvier 2005 à 14h.

Entrevue 6 : Coordinatrice à la Marche mondiale des femmes, le 15 novembre 2005 à 10h.

Entrevue 7 : Membre du Conseil d'administration de la Société de développement communautaire de Montréal (SodecM), le 28 novembre 2005, à 14h.

Entrevue 8 : Membre de l'exécutif de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), 5 décembre 2005 à 17h.

## BIBLIOGRAPHIE

- ASC (Alliance sociale continentale). 2002. *Alternativas para las Américas*. En ligne (visité le 19/05/05) : <http://www.ign.org/page/372/1/>
- Attac-Québec. 2005a. *Quels sont les enjeux de l'AGCS pour les gouvernements municipaux?* En ligne (visité le 01/08/05) : <http://www.quebec.attac.org/>
- Attac-Québec. 2005b. *Campagne d'ATTAC-Québec contre l'AGCS : la CSN et la CSQ donnent un appui effectif et les villes de Trois-Rivières, St-Jean-sur-Richelieu, Joliette, St-Eustache et Granby adoptent des résolutions*. En ligne (visité le 01/08/05) : <http://www.quebec.attac.org/>
- Attac-Québec. 2005c. *ATTAC-Québec signe l'appel international du réseau Our world is not for sale : Arrêtez les jeux de pouvoir de l'AGCS contre les citoyens du monde !* En ligne (visité le 01/08/05) : <http://www.quebec.attac.org/>
- Badie, Bertrand et Marie-Claude Smouts. 1992. *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques & Dalloz, 249 p.
- Bakvis, Peter. 1999. *Concorder la société civile en Amérique : l'Alliance sociale continentale*. En ligne (visité le 18/05/05) : <http://laboris.uqam.ca/>
- Barrez, Dirk. 2002. *Une autre mondialisation est possible. De Seattle à Porto Alegre*. Rhode-St-Genève : Le Roseau vert, 270 p.
- Beaudet, Pierre. 2005. *Le Forum social mondial et l'altermondialisme*. En ligne (visité le 20/12/05) : <http://alternatives-international.net/article12.html>
- Beaudet, Pierre. 2004. « Le Forum social mondial et l'altermondialisme ». In *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, Louis Favreau, Gérald Larose, et Abdou Salam Fall (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 303-315.

- Beck, Ulrich. 2003. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris: Flammarion, 561 p.
- Bellerose, Charles. 2003. « L'interaction autorégulée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation ». Thèse de Doctorat en sociologie, Montréal, UQAM, 637 p.
- Benasayag, Miguel et Diego Sztulwark. 2002. *Du contre-pouvoir*. Paris : La Découverte/Poche, 166 p.
- Bennett, Lance W. 2005. « Social Movements beyond Borders : Understanding Two Eras of Transnational Activism ». In *Transnational Protest & Global Activism*, Donatella Della Porta et Sidney Tarrow, (éd.), Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, pp.203-226.
- Binette, Catherine. 2003. *Forum social Québec - Canada - Premières Nations. Appel pour la mise sur pied du forum social Québec - Canada - Premières Nations*. En ligne (visité le 05/12/05) : <http://www.alternatives.ca/article578.html>
- Boucher, Jacques L. et Louis Favreau. 1997. « Néolibéralisme et redéfinition des mouvements sociaux : quelques paramètres ». In *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?* Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 125-134.
- Boudreau, Julie-Anne. 2003. *Intergovernmental relations and polyscalar social mobilization: The cases of Montreal and Toronto*. En ligne (visité le 13 décembre 2004) : <http://www.iigr.ca/conferences/archive/pdfs4/Boudreau.pdf>
- Bourdieu, Pierre. 1998a. « L'essence du néolibéralisme ». In *Le Monde diplomatique*, mars 1998, p. 3.
- Bourdieu, Pierre. 1998b. « Contre le fléau néo-libéral » (propos recueillis par Jérôme Meizoz). In *Le Temps*, Genève, 28-29 mars 1998, p. 11.

- Brenner, Neil. 2003. « Glocalization' as a state spatial strategy: urban entrepreneurialism and the new politics of uneven development in western Europe ». In *Remaking the Global Economy: Economic-Geographical Perspectives*, Jamie Peck and Henry Yeung (éds). Sage: London and Thousand Oaks, pp. 197-215.
- Brunelle, Dorval. 2005. « Le FSM V : le mouvement citoyen mondial en pause », *Chronique des Amériques*, no. 05-04, p. 2.
- Brunelle, Dorval. 2004. *Pour un bilan citoyen de l'ALENA*. En ligne (visité le 10/06/05) : <http://www.alternatives.ca/article1485.html>
- Brunelle, Dorval et Vincent Dagenais. 2004. « Bilan de la consultation populaire sur le projet de ZLEA menée par les mouvements sociaux à travers les Amériques ». *Chronique des Amériques*, no 3.
- Brunelle, Dorval. 2003. « L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial : retour de Porto Alegre ». UQÀM, *Observatoire des Amériques*, 6 p.
- Brunelle, Dorval. 1999. « Une intégration nord-américaine destructrice d'emplois. Les illusions du libre-échange au Québec ». *Le Monde diplomatique*, février 1999, p. 6.
- Brunelle, Dorval et Christian DeBlock. 1999. « Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique par les marchés : de l'ALE à la ZLEA. Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale ». Cahier de recherche du *Groupe de recherche su l'intégration continentale (GRIC)*, novembre 1999.
- Canet, Raphaël. 2005. « Mobilisations continentales : le cas du mouvement altermondialiste dans les Amériques ». *Les conférences d'AlterUQAM*, Congrès de la SQSP, 26 mai 2005. En ligne (visité le 03/06/05) : <http://alteruqam.chaire-mcd.ca/>
- Canet, Raphaël et Nathalie Guay. 2006. « La question du pouvoir au Forum social mondial : Écueil de l'utopie altermondialiste ? » *Chronique des Amériques*, no 06-14, mars 2006.
- Canet, Raphaël et Nathalie Guay. 2005. « Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième Sommet des peuples des Amériques de Mar del Plata, du 1er au 5 novembre 2005 », *Chronique des Amériques* no 34, octobre 2005.

Castells, Manuel. 2004. *The Power of Identity*. 2<sup>e</sup> édition, Oxford : Blackwell Publishing Ltd, 537 p.

*Charte des principes du Forum Social Mondial*. 2001). En ligne (visité le 24/11/05) : <http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp>

Cliche, Janvier. 2004. « Un Forum social mondial : pour quoi faire ? », *La Tribune*, 20 janvier 2004, p. A6

Corrêa Leite, José. 2003. *Fórum Social Mundial. A história de uma invenção política*. São Paulo: Editoria Fundação Perseu Abramo.

Coutant, Philippe. 2000. *Essai de compte-rendu de l'intervention faite lors de la rencontre: « Gardarem l'Utopie » à Bieuzy les eaux le 15 Octobre 2000*. En ligne (visité le 03/04/06) : <http://libertaire.free.fr/utopie.html>

Deibert, Ronald J. 2001. « Contestation sur l'Internet : le lobbying anti-AMI ». In *Contestation et mondialisation. Repenser la culture et la communication*, David R. Cameron, et Janice Gross Stein (dir.). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 109-131.

Della Porta, Donatella et Sidney Tarrow. 2005. « Transnational Processes and Social Activism: An Introduction ». In *Transnational Protest & Global Activism*, Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (éd.). Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, pp. 1-17.

Dubet, François. 2004. « Between a Defence of Society and a Politics of the Subject : The Specificity of Today's Social Movements ». *Current Sociology*, vol. 52, no 4, pp. 693-716.

Dugas, Sylvie. 2004. « L'ALENA : un bilan social négatif. Rapport du colloque : Les dix ans de l'ALENA. Bilan social et perspectives ». *La chronique des Amériques*, octobre 2004 no 33.

- Ekins, Paul. 1992. *A new world order. Grassroots movements for global change*. Londres : Routledge, 248 p.
- Favreau, Louis, Lachapelle, René, Larose, Gérald et Yves Vaillancourt. 2005. *L'internationalisation de l'économie sociale au Québec*, 18 p. En ligne (visité le 08/11/05) ; [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)
- Favreau, Louis, Larose, Gérald et Abdou Salam Fall. 2004. « Introduction. Mouvement citoyen, alternatives socioéconomiques et coopération internationale ». In *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, Louis Favreau, Gérald Larose, et Abdou Salam Fall (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 1-21.
- Favreau, Louis et Benoît Lévesque. 1995. « Repenser le développement communautaire et l'économie sociale à la faveur de la crise de l'emploi et de la crise de l'État-providence ». *Cahiers du CRISES*, Collection *Working Papers*, no 9504, 13 p.
- Gauchet, Marcel. 1998. *La religion dans la démocratie : parcours de la laïcité*. Paris : Gallimard, 127 p.
- George, Éric. 2002. « La question des inégalités au cœur des usages de l'Internet », *COMMposite*, vol. 2002, no 1. En ligne (visité le 24/05/06): <http://commposite.org/2002.1/articles/george6.html>
- Guay, Nathalie. 2005. « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion? ». *Chronique des Amériques* no. 05-14.
- Habermas, Jürgen. 2000. *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*. Paris: Fayard, 149 p.
- Hamel, Pierre et Marco Sylvestro. 2005. « Mouvements urbains et démocratisation des politiques urbaines dans le contexte de la mondialisation ». In *Mouvements sociaux et changements institutionnels. L'action collective à l'heure de la mondialisation*. Louis Guay, Pierre Hamel, Dominique Masson, et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 91 –113.

- Harnecker, Martha. 2001. *Cumbre de las Americas de Quebec : se masifica el repudio al neoliberalismo*. En ligne (visité le 22 mai 2005) : [http://www.plades.org.pe/publicaciones/docs\\_marta1.php](http://www.plades.org.pe/publicaciones/docs_marta1.php)
- Harvey, David. 1989. « From Managerialism to entrepreneurialism : The transformation in urban governance in late capitalism ». *Geographiska Annaler Series B*, 71B, no 1, pp. 3-18.
- Houtart, François. 2002. « Les projets et les niveaux d'alternatives ». In *Mondialisation des Résistances. L'État des luttes 2002*, Samir Amin, et François Houtart (éd.), Paris : L'Harmattan, pp. 355-369.
- Jessop, Bob. 2004. « From Localities via the Spatial Turn to Spatio-Temporal Fixes: a Strategic Relational Odyssey ». *SECONS Discussion Forum*, no 6. En ligne (visité le 31 août 2005) : [www.giub.uni-bonn.de](http://www.giub.uni-bonn.de)
- Jessop, Bob (éd.). 2001. *Regulation Theory and the Crisis of Capitalism* (Volume 5 : Developments and Extensions). Cheltenham (RU) et Northampton (EUA): Edward Elgar, pp. 196-225.
- Jessop, Bob et Ngai-Ling Sum. 2000. « An Entrepreneurial City in Action : Hong Kong's Emerging Strategies in and for (Inter)Urban Competition ». *Urban Studies*, vol. 37, no 12, pp. 2287-2313.
- Isin, Engin F. et Patricia Wood. 1999. *Citizenship & Identity*. London : Sage, 208 p.
- Klein, Juan-Luis. 2006. « Chapitre 3: Le tiers-mondisme et le développement ». In *Le monde dans tous ses états : une approche géographique*, Juan-Luis Klein et Frédéric Lasserre. Montréal : UQAM, département de géographie, pp. 65-89.
- Klein, Juan-Luis. 1999. « Mondialisation et État-nation : la restructuration territoriale du système-monde ». In *L'éducation géographique : formation du citoyen et conscience territoriale*, Juan-Luis Klein et Suzanne Laurin (éd.), 2<sup>e</sup> édition. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 33-70.
- Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Hugues Dionne. 1997. « Les mouvements sociaux et l'alternative : quelles perspectives ? ». In *Au-delà du néolibéralisme. Quel*



*rôle pour les mouvements sociaux?* Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 1-5.

Lamarche, François. 2004. « Mutations du travail, innovations syndicales et nouvelles solidarités Nord-Sud ». In *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, Louis Favreau, Gérald Larose, et Abdou Salam Fall (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 235 - 242

Le Bot Yvon. 2003. « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », In *Un autre monde...*, M. Wieviorka (dir.). Paris : Éditions Balland, pp.129-140.

Lévesque, Benoît et Marguerite Mendell. 1999. « L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche ». *Lien social et Politiques – RIAC*, no 41, printemps, pp. 105 à 117.

Lévy, Jacques et Michel Lussault (dir.). 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, 1034 p.

Massiah, Gustave. 2003a. *Forum Social Européen: Un mouvement social, citoyen et culturel* (Propos recueillis par T. L. L'Humanité, 17 novembre 2003. En ligne (visité le 14/06/05) : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

Massiah, Gustave. 2003b. « Le mouvement citoyen mondial ». *Revue du Mauss*, no 21. Paris : La Découvert – MAUSS, pp. 23-31.

McDonald, Kevin. 2004. « Oneself as Another : From Social Movement to Experience Movement ». *Current Sociology*, vol. 52, no 4, pp. 575-593.

Melucci, Alberto. 1997. « Identité et changement : le défi planétaire de l'action collective ». In *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?* Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 9-20.

Melucci, Alberto. 1996. *Challenging codes. Collective action in the information age*. Cambridge : University Press, 441 p.

- Melucci, Alberto. 1993. « Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire ». *Sociologie et sociétés*, vol. 25, no 1, pp. 189-198.
- Mendell, Marguerite, Benoît Lévesque et Ralph Rouzier. 2003. « Portrait du capital de développement au Québec: une première esquisse », *Économie et Solidarités*, vol. 34, no 1, pp.37-63.
- Morrison, Don. 2000. « The Brilliance of the Brilliant ». *Time Europe*, vol. 155, no 4.
- Noiseux, Yanick. 2004. *Introduction aux théories des mouvements sociaux : cartographie des approches théoriques : guide de lecture*. En ligne (visité le 02/03/05): [www.gric.uqam.ca](http://www.gric.uqam.ca)
- Peck, Jamie et Adam Tickell. 2002. « Neoliberalizing Space ». *Antipode*, vol. 34, no 3, pp. 380-404.
- Piotte, Jean-Marc. 1998. *Du combat au partenariat*. En ligne (visité 11/08/05): [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)
- Plante, Claude. 2005. « Un deuxième forum social s'organise », *La Tribune*, le 30 avril 2005.
- Rada Donath, Alejandro. 2003. *Du développement à la renaissance des régions*. Chicoutimi : Éditions JCL Inc., 395 p.
- Ramonet, Ignacio. 1997. « Désarmer les marchés ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 1.
- Ricard-Guay, Alexandra. 2003. « Le contexte international et hémisphérique et les obstacles à la réalisation de la ZLEA ». *Les notes d'information de l'Observatoire des Amériques*.
- Robinson, Ian. 1994. « NAFTA, Social Unionism, and Labour Movement Power in Canada and the United States ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 49, no 4, pp. 657-695.

- RQIC (Réseau québécois sur l'Intégration continentale), Common Frontiers-Canada, Réseau Mexicain d'Action face au Libre-échange, Alliance for Responsible Trade-U.S.A. 2005. *Déclaration des réseaux sociaux Nord-Américains sur le futur de L'ALÉNA*, 22 mars 2003. En ligne (visité le 25/05/05) : <http://www.canadians.org/>
- Sen, Jai. 2003. *How Open? The Challenge of Dogma : The WSF as Logo, the WSF as Religion*. En ligne (visité le 01/04/05): <http://www.choike.org/>
- Seoane, José et Emilio Taddei. 2001. « De Seattle a Porto Alegre. Pasado, presente y futuro del movimiento anti-mundialización neoliberal ». In *Resistencias mundiales. De Seattle a Porto Alegre*, José Seoane, et Emilio Taddei (dir.). Buenos Aires : Clacso, pp. 105-129.
- Simard, Martin. 2000. « Communautés locales et espace-monde, Les processus identitaires de la postmodernité ». *Géographie et cultures*, Université Laval, no 36, pp. 1-18.
- Smith, Jackie. 2001. « Globalizing resistance : the battle of Seattle and the future of social movements ». *Mobilization : An International Journal*, 2001, vol. 6, no 1, pp. 1-19.
- Swyngedouw, Erik. 2000. « Authoritarian governance, power, and the politics of rescaling ». *Environment and Planning D : Society and Space*, vol. 18, pp. 63-76.
- Swyngedouw, Erik. 1997. « Neither Global Nor Local : 'Glocalization' and the Politics of Scale », In *Spaces of Globalization: Reasserting the Power of the Local*, Kevin R. Cox (éd.). New York: Guilford, pp. 137-166.
- Tardif, Sylvie et Lise St-Germain. 2004. « Du local à l'international. L'expérience du mouvement associatif en Mauricie ». In *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, Louis Favreau, Gérald Larose, et Abdou Salam Fall (dir.). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 204-206.
- Tarrow, Sydney et Donatella Della Porta. 2005. « Conclusion : 'Globalization', Complex Internationalism, and Transnational Contention ». In *Transnational Protest & Global Activism*, Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (éd.). Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, pp. 227-246.

- Tarrow, Sidney et Doug McAdam. 2005. "Scale Shift in Transnational Contention". In *Transnational Protest & Global Activism*, Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (éd.). Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, pp. 121-147.
- Terraviva Team, «A diverse consensus», *Terraviva*, 31 janvier 2005. En ligne (visité le 25/02/06) : <http://www.ipsterraviva.net/TV/WSF2005/>
- Touraine, Alain. 2004. « On the Frontier of Social Movements ». *Current Sociology*, vol. 52, no 4. London: SAGE, pp. 717-725.
- Touraine, Alain. 2002. « The importance of social movements ». *Social Movements Studies*, vol. 1, no 1, pp. 89-95.
- Touraine, Alain. 1997. *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*. Paris : Fayard, 540 p.
- Vaillancourt, Yves et Louis Favreau. 2001. « Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire ». *RECMA – Revue internationale de l'économie sociale*, no 281, pp. 69 à 83.
- Veilleux, Anik et Raphaël Canet. 2004. «La mondialisation du Forum social : Les défis de Mumbai ». *Chronique de la Chaire MCD*, 04 février 2004. En ligne (visité le 24/02/04) : <http://www.chaire-mcd.ca>
- Wallerstein, Immanuel. 2004. « La force croissante du Forum social mondial ». En ligne (visité le 03/11/04) : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>
- Wong, Lloyd L.. 2001. « Transnationalisme, communautés dispersées et changements identitaires : leurs répercussions sur la politique canadienne de la citoyenneté ». In *Contestation et mondialisation. Repenser la culture et la communication*, David R. Cameron, et Janice Gross Stein (dir.). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.65-107.